



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

Provisoire

9452^e séance

Mercredi 25 octobre 2023, à 17 heures
New York

Présidents : M. Vieira/M.França Danese/M. Moretti (Brésil)

Membres :

Albanie	M. Spasse
Chine	M ^{me} Xu Hui
Émirats arabes unis	M ^{me} Matar
Équateur	M ^{me} Sánchez Izquierdo
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Hoey
Fédération de Russie	M. Kuzmenkov
France	M ^{me} Paolini
Gabon	M. Nanga
Ghana	M ^{me} Williams
Japon	M. Myamoto
Malte	M ^{me} Cassar
Mozambique	M ^{me} Mavale
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} White
Suisse	M. Hauri

Ordre du jour

Les femmes et la paix et la sécurité

La participation des femmes à la paix et à la sécurité internationales : de la théorie à la pratique

Rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité
(S/2023/725)

Lettre datée du 3 octobre 2023, adressée au Secrétaire général par le
Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Brésil auprès de
l'Organisation des Nations Unies (S/2023/733)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est reprise à 17 heures.

Le Président (*parle en anglais*) : Je rappelle à tous les orateurs et oratrices qu'ils sont priés de limiter la durée de leur intervention à quatre minutes au maximum afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec diligence. Le voyant rouge de leur microphone se mettra à clignoter au bout de quatre minutes pour les inviter à conclure.

Je donne maintenant la parole à la Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de Saint-Vincent-et-les Grenadines.

M^{me} Peters (Saint-Vincent-et-les Grenadines) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à féliciter le Gouvernement brésilien du leadership exemplaire et de la gestion rigoureuse dont il a fait preuve durant le mois d'octobre, pendant une période marquée par de grands bouleversements et de graves incertitudes. Je remercie également les intervenants de leurs exposés.

Saint-Vincent-et-les Grenadines salue la tenue du présent débat public sur la participation des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, compte tenu notamment de l'augmentation du nombre de conflits et du déclenchement récent des hostilités en Israël et à Gaza. Nos pensées vont à tous ceux qui souffrent des conséquences intolérables de la guerre, en particulier les femmes et les enfants qui, comme toujours, paient le lourd tribut des conflits armés et constituent la grande majorité des personnes déplacées. À l'heure actuelle, les femmes et les enfants représentent déjà plus de 60 % des victimes de la guerre en cours au Moyen-Orient, et nous savons que ce chiffre augmentera si nous ne parvenons pas à favoriser la conclusion d'un cessez-le-feu.

À cet égard, Saint-Vincent-et-les Grenadines appelle à une cessation immédiate des hostilités par toutes les parties et à la recherche d'une paix juste et durable, conformément aux principes et dispositions énoncés dans la résolution 242 (1967). La communauté internationale doit intervenir avec justice et clémence afin de faire cesser les hostilités et de garantir le respect du droit international humanitaire à Gaza, dans l'intérêt de l'humanité.

Au moment où nous célébrons le vingt-troisième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), n'oublions pas que les principaux objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies sont de préserver les générations futures du fléau de la guerre, de proclamer la foi dans les droits fondamentaux de l'homme, de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande. Les quatre piliers sur lesquels repose le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, à savoir

la participation, la protection, la prévention et les secours et le relèvement, permettent d'élaborer une approche ciblée de ces principes intemporels. Aujourd'hui, nous mesurons les progrès que nous avons accomplis en tant que communauté internationale et les obstacles qui restent à franchir. Mais nous le faisons en ayant particulièrement à l'esprit les femmes et les enfants vivant dans les pays touchés par les conflits. Nous le faisons également avec un profond sentiment d'urgence quant à la nécessité de veiller à ce que nos outils soient adaptés à leur finalité. Nous le faisons maintenant avec la détermination de redoubler d'efforts pour en faire bon usage. Nous restons conscients que les femmes représentent environ la moitié de la population mondiale, y compris dans les pays et régions touchés par des conflits, aussi devons-nous nous assurer que les solutions aux conflits et la prévention de ceux-ci soient durables et inclusifs.

Dans ce contexte, nous soumettons les trois points d'attention suivants.

Premièrement, malgré l'adoption de la résolution 1325 (2000), il y a plus de 20 ans, la participation des femmes aux processus internationaux de paix et de sécurité, y compris ceux menés par l'ONU, reste scandaleusement faible. Il est grand temps que nous prenions des mesures concrètes et sérieuses face à ce problème pour veiller à une participation pleine, égale, véritable et active des femmes à tous les processus de paix.

Deuxièmement, les missions politiques et de maintien de la paix des Nations Unies jouent un rôle essentiel dans le renforcement des capacités. Pour atteindre l'objectif du programme pour les femmes et la paix et la sécurité relatif à la participation égale des femmes, dans toute leur diversité, à chaque étape des processus de paix, tous les organes et organismes des Nations Unies doivent systématiquement intégrer les analyses des questions de genre à leurs travaux. L'ONU doit faire preuve de volonté politique en apportant un appui financier et technique et en renforçant les capacités nationales afin d'améliorer la participation des femmes. Ce faisant, tous les aspects des processus de paix menés par l'ONU peuvent garantir la parité des genres et la justice à chaque étape.

Troisièmement, les femmes doivent avoir des chances égales de diriger les efforts de paix et d'y participer. Il s'agit notamment de participer aux négociations, d'agir en tant que médiatrices et de signer des accords de paix. Les femmes doivent également prendre part au suivi des accords de paix, faire partie des autorités de transition et participer à tous les autres processus politiques et économiques d'instauration et de pérennisation de la paix.

En conclusion, il est incontestable qu'une paix durable ne saurait advenir tant que les femmes sont prises pour cible dans les guerres et exclues des négociations de paix. La participation et l'autonomisation des femmes sont essentielles au règlement des conflits et à l'instauration d'une paix durable. On ne le soulignera jamais assez, l'inclusion des femmes dans les processus de paix n'est pas négociable si nous voulons avoir la moindre chance de créer un avenir pacifique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des relations extérieures du Guatemala.

M. Búcaro Flores (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Le Guatemala remercie le Brésil, qui assure la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre, d'avoir organisé le présent débat public sur la résolution 1325 (2000), une résolution historique sur les femmes et la paix et la sécurité.

Le débat d'aujourd'hui se déroule dans un contexte marqué par une escalade des conflits à travers le monde, notamment les attaques atroces commises par le Hamas contre l'État d'Israël, que le Guatemala condamne fermement. Ma délégation se joint aux autres pour saluer les exposés qui nous ont été présentés, en particulier celui de la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge, la première femme à occuper ce poste depuis 1949.

L'adoption de la résolution 1325 (2000) a marqué une étape importante sur la voie de la paix et de la sécurité dans le monde. Cette résolution était la première à reconnaître le rôle indispensable que jouent les femmes dans la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits, ainsi que les conséquences distinctes qu'ont les conflits armés sur les femmes et les filles. Elle a incité la communauté internationale à prendre des mesures concrètes pour promouvoir l'égalité entre les genres dans les zones touchées par les conflits. Elle a ensuite donné lieu à neuf résolutions et cadres établissant un programme complet et évolutif visant à inclure les femmes dans les initiatives en faveur de la paix et de la sécurité.

L'une de ses contributions a été de mettre en évidence le fait que la violence fondée sur le genre se produit souvent dans les conflits et de promouvoir des mesures visant à protéger les femmes et les filles de la violence sexuelle dans les zones touchées. Une autre contribution réside dans la meilleure compréhension des besoins spécifiques des femmes et des filles dans les contextes humanitaires, ce qui a permis de fournir une aide et différents types de soutien, de réadaptation et de soins aux rescapées. Une autre encore a été

l'élaboration et la rédaction des 95 plans d'action nationaux existant aujourd'hui. À cet égard, je me permets de souligner que le Guatemala a été le huitième pays d'Amérique latine et le deuxième pays d'Amérique centrale à établir un plan d'action national pour l'application de la résolution 1325 (2000), en 2017, au moyen d'une feuille de route annuelle pour sa mise en œuvre, démontrant ainsi l'engagement de notre pays à promouvoir les efforts relatifs au programme mondial pour les femmes et la paix et la sécurité.

Je voudrais également signaler que le Guatemala a ratifié plusieurs conventions, résolutions et accords internationaux afin de s'acquitter de la responsabilité juridique qui lui incombe en matière de protection des personnes et de leurs droits fondamentaux. Au Guatemala, la protection et la promotion des droits fondamentaux des femmes sont principalement encadrées par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Je voudrais également mettre en exergue notre engagement constant en faveur du noble travail que les femmes accomplissent aujourd'hui dans les opérations de maintien de la paix, tout en tenant compte de la nécessité d'augmenter le nombre de femmes au sein de ces opérations. À ce jour, le Guatemala a déployé 372 femmes, dont 22 en tant qu'observatrices militaires, six en tant qu'officiers d'état-major, 158 dans des contingents de police militaire en Haïti et 186 dans des contingents de forces spéciales en République démocratique du Congo.

Alors que nous célébrons le vingt-troisième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), nous prenons acte des progrès accomplis par les États Membres et des défis qui nous attendent. Nous devons impérativement donner la priorité à la prévention de la violence fondée sur le genre dans les situations de conflit et d'après-conflit, tout en apportant un appui aux victimes et aux personnes rescapées, en respectant les principes fondamentaux du droit international humanitaire et en exigeant que les personnes qui portent la responsabilité physique ou intellectuelle de ces atrocités rendent des comptes, afin de garantir les droits des femmes et, en particulier, d'assurer l'accès à l'éducation et aux possibilités économiques pour les victimes.

La participation pleine et véritable des femmes aux processus de prise de décisions et de consolidation de la paix est essentielle pour parvenir à une paix durable. Nous encourageons donc le Conseil à poursuivre l'examen des mesures à adopter pour une mise en œuvre efficace de la résolution 1325 (2000), afin que tous les États Membres

continuent de promouvoir et de protéger les droits et les besoins des femmes dans les situations de conflit, et que tous ensemble nous réalisons des progrès avant la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de cette résolution historique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Tonga.

Lord Vaea (Tonga) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, de présider la présente séance, et je suis heureux de m'adresser au Conseil de sécurité pour la première fois à l'occasion de l'anniversaire de la résolution historique 1325 (2000) sur le thème « La participation des femmes à la paix et à la sécurité internationales : de la théorie à la pratique ».

Pour les Tonga, la paix et la sécurité signifient que la population est à l'abri d'un large éventail de défis transversaux et généralisés qui compromettent sa survie, ses moyens de subsistance et sa dignité. Les conséquences des crises croisées que sont les changements climatiques, la maladie à coronavirus (COVID-19) et les catastrophes, y compris l'éruption volcanique du 15 janvier 2022 aux Tonga, créent une série d'insécurité auxquelles nous devons remédier en tant que communauté de personnes. L'adoption par les dirigeants du Pacifique de la Déclaration de Boe sur la sécurité régionale en 2018 et leur approbation de la Stratégie pour le continent du Pacifique bleu à l'horizon 2050 témoignent d'une approche globale en matière de sécurité. La politique nationale des Tonga en ce qui concerne l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, ainsi que la Plate-forme d'action pour l'égalité des sexes et les droits fondamentaux de la femme, créent un environnement favorable à l'intégration de la dimension de genre dans les politiques, programmes et services publics, y compris les allocations budgétaires, et s'alignent bien sur les objectifs des réseaux de médiatrices.

Nous proposons que, dans le cadre de son appui à l'action climatique, le Conseil de sécurité prévienne de collaborer davantage avec la Commission de consolidation de la paix, d'autres entités intergouvernementales, le système des Nations Unies et la société civile afin de mieux appuyer les efforts de prévention des conflits ; nommer un représentant spécial ou une représentante spéciale du Secrétaire général sur le climat et la sécurité et déployer du personnel spécialisé, tel que des conseillers en sécurité climatique ; tirer parti des mécanismes existants, notamment du mécanisme de sécurité climatique ; intégrer les données climatiques dans les dispositifs d'alerte rapide et dans d'autres outils de données et d'établissement de rapports, y compris les rapports réguliers du Secrétaire

général au Conseil de sécurité ; intégrer les risques climatiques dans les mandats des missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales ; et encourager la médiation, les initiatives de consolidation de la paix et les opérations de paix tenant compte du climat, entre autres.

Pour terminer, nous attendons avec intérêt de collaborer avec les États Membres, la société civile et les partenaires de développement pour faire face aux crises globales auxquelles le Pacifique est confronté d'une manière qui nous soit propre, qui s'appuie sur nos liens communautaires et traditionnels et fasse passer de la théorie à la pratique la participation des femmes à la paix et à la sécurité internationales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger de l'Algérie.

M. Attaf (Algérie) (*parle en arabe*) : Ma délégation remercie sincèrement le Président du Conseil de sécurité d'avoir organisé le présent débat et de nous donner l'occasion d'examiner la question des femmes et de la paix et de la sécurité, que mon pays a placée parmi ses principales priorités dans le cadre de son mandat à venir au sein du Conseil.

Cela fait 23 ans que le Conseil a adopté la résolution historique 1325 (2000), qui consacre la reconnaissance par la communauté internationale du rôle central et vital joué par les femmes, notamment dans la prévention et l'atténuation des conflits et, le plus souvent, dans leur règlement pacifique et durable. Dans ce contexte, ma délégation se félicite des progrès accomplis dans la mise en œuvre des dispositions de cette importante résolution, notamment en ce qui concerne l'intégration plus fréquente et plus importante de la question concernant les femmes et la paix et la sécurité dans les travaux de l'Organisation et de ses différents organes subsidiaires, aux niveaux régional et national.

Par ailleurs, comme l'a souligné le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans la déclaration qu'il a faite lors de sa participation au débat général de l'Assemblée générale à sa présente session, mon pays s'est doté en juillet d'un plan d'action national qui contribuera à la réalisation des objectifs de cette résolution de l'ONU, dont le but est de consolider la place de la femme dans le domaine de la paix et de la sécurité et son rôle effectif dans l'instauration de la paix partout, en tout temps et en toutes circonstances.

L'Algérie est fière de préserver les contributions de ses femmes combattantes de la liberté, qui ont joué un rôle à chaque étape majeure de l'histoire du pays, depuis la

lutte contre le colonialisme et l'édification de l'État-nation souverain jusqu'à l'étape actuelle, avec les difficultés et les possibilités qu'elle présentait pour ce qui est de consolider les fondements d'un État régi par l'état de droit, tout en promouvant le développement économique et le bien-être social.

Il va sans dire que l'adoption du plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000), tel que prévu par la recommandation d) du dernier rapport du Secrétaire général (S/2023/725) sur la question, contribuera de manière appréciable au renforcement de cette orientation et à la consolidation des progrès accomplis par l'Algérie, notamment dans les domaines suivants : premièrement, le recrutement des femmes dans les forces de sécurité et les forces militaires, en vue de leur participation effective au maintien de la sécurité et de la stabilité ; deuxièmement, l'appui à la nomination et à la promotion des femmes à des postes de direction dans le secteur de la sécurité ; troisièmement, la sensibilisation des femmes et des hommes à l'importance de la participation des femmes dans le secteur militaire et celui de la sécurité et la promotion de leur implication dans ces secteurs ; quatrièmement, la promotion de la présence des femmes dans les différents organismes nationaux, régionaux et internationaux concernés par les questions de paix et de sécurité ; cinquièmement, la formation des agentes et des responsables féminines des institutions militaires et de sécurité à la négociation et à la gestion et au règlement des conflits, en préparation aux missions régionales et internationales de maintien de la paix ; sixièmement, la création d'une base de données sur les femmes dotées d'une expérience et de potentialités en matière de négociation et de maintien de la paix ; et septièmement, l'implication des activistes féministes dans des associations et des mouvements de la société civile dans tous les domaines.

À l'instar d'autres pays, l'Algérie n'a pas été épargnée par les répercussions des faits survenus aux échelons international et régional, notamment dans la région sahélo-saharienne qui connaît une situation sans précédent avec la multiplication, l'extension et l'aggravation des tensions, des crises et des conflits, sous la forme d'une insécurité et d'une instabilité qui s'étendent de la mer Rouge à l'océan Atlantique. Dans ce contexte, le plan d'action adopté par mon pays, qui s'articule autour de trois axes principaux, à savoir la participation, la prévention et la protection, constitue une stratégie volontariste et préventive visant à promouvoir le statut des femmes dans la société et à reconnaître leur rôle dans les questions de paix et de sécurité, notamment en appuyant leur participation durable aux processus de négociation, au maintien de la paix et à la consolidation de la paix.

Pour terminer, je rends hommage et j'exprime mon respect aux femmes palestiniennes pour leur résistance face à l'agression impitoyable menée par l'occupation israélienne contre la bande de Gaza assiégée et pour le combat qu'elles mènent contre les complots visant à éteindre la question de Palestine. Je salue également les Sahraouies pour leur persévérance à défendre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, conformément aux propres résolutions, directives et prescriptions du Conseil de sécurité. J'exprime mon admiration, mon respect et ma reconnaissance à toutes les femmes du monde pour les sacrifices qu'elles font, les souffrances qu'elles endurent et les efforts qu'elles déploient en vue de promouvoir leur présence et leur influence par leur engagement en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Colombie.

M^{me} Taylor Jay (Colombie) (*parle en espagnol*) : Un an après avoir annoncé au monde le début du processus participatif visant à élaborer le premier plan d'action national de la Colombie sur la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000), nous nous présentons devant le Conseil de sécurité pour raconter l'histoire de la transformation que nous sommes en train d'entreprendre pour construire la paix dans notre pays, une paix qui n'est possible qu'avec les femmes, dans toute leur diversité.

Après plus de 70 ans de conflit armé en Colombie, la « paix totale » promue par le Président Gustavo Petro Urrego est une priorité nationale. Et une condition nécessaire pour parvenir à la paix est précisément de garantir la participation des femmes à la consolidation et à la pérennisation de la paix. Nous ne pouvons ignorer que la guerre a imprégné leurs corps, les a victimisées, déplacées, marginalisées, a altéré leurs projets de vie et transformé leurs réalités. C'est pourquoi nous considérons le programme pour les femmes et la paix et la sécurité comme l'un des principaux outils permettant de défendre la diversité et la vie des femmes.

Nous sommes fiers du travail accompli au cours de l'année écoulée. Après plus de deux décennies au cours desquelles les femmes de notre pays se sont frayé un chemin seules, sans le soutien de l'État pour promouvoir de manière décisive les objectifs de la résolution 1325 (2000), nous changeons aujourd'hui cette réalité. Nous avons le plaisir d'annoncer que nous avons conclu un vaste processus participatif pour la formulation de notre plan d'action. Tout au long de ce processus, plus de 1 500 femmes d'origines diverses ont raconté leurs expériences et partagé leur vision de l'avenir dans 20 espaces.

Certains pays ont mis en exergue cette action menée par la Colombie, qui est certainement une étape importante et un héritage qui ne manquera pas d'inspirer le reste du monde. Je voudrais relever avec fierté ce travail mené avec les femmes afro-descendantes, les femmes noires, les femmes des communautés raizales et palenqueras, les femmes indigènes, les lesbiennes, les bisexuelles, les femmes transgenres, les femmes queer, les femmes rurales et paysannes, les jeunes femmes, les filles, les signataires de l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable, conclu avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie–Armée populaire en 2016, celles qui vivent dans les zones frontalières de notre pays, les femmes handicapées et celles qui sont privées de leur liberté. Lors des rencontres sur le terrain, nous avons écouté les voix des femmes qui vivaient dans les zones où le conflit armé avait été le plus présent. Nous avons organisé une grande réunion au niveau national, rassemblant plus de 230 femmes dirigeantes, pour valider les éléments thématiques et les actions de notre plan, ainsi que pour écouter les recommandations axées sur sa mise en œuvre et sa territorialisation effective.

Avec le concours de nos institutions, nous définissons actuellement les indicateurs et le budget qui faciliteront la mise en œuvre à court, moyen et long terme et mesureront, au fil du temps, l'impact réel sur la vie de toutes les Colombiennes grâce à un mécanisme de suivi, de surveillance et de contrôle dans chacun des territoires. Ce processus a témoigné du pouvoir incommensurable de la participation politique et de l'autonomisation de toutes les femmes de notre pays. Mais nous n'y sommes pas parvenus seuls. Un tel exploit n'a été possible que grâce au soutien constant et déterminé d'ONU-Femmes et d'autres organisations et organismes des Nations Unies, de l'Organisation des États américains et de pays tels que la Suède, la Norvège, l'Irlande, le Canada, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Nos héroïnes sont en fait les femmes de notre pays qui, dans leurs territoires et les différents coins de la Colombie, dans toute leur diversité, se sont unies pour protéger leurs droits. Grâce à ce travail commun, les organisations de femmes colombiennes et les organisations féministes de la Colombie sont en train de changer notre pays. Aujourd'hui, l'approche en matière de genre, les voix, les expériences et l'action des femmes, des jeunes femmes, des adolescentes et des filles sont perceptibles dans les différents processus de paix et dialogues qui se déroulent dans le pays.

Je suis venue à cette séance aujourd'hui pour inviter les membres du Conseil à diffuser et à insuffler un

sentiment de modernité dans les travaux de cet organe. Notre propre expérience prouve que le programme relatif à la paix et à la sécurité nécessite et exige une démarche qui intègre le genre et qui soit intersectorielle, territoriale et humaine pour être réellement efficace.

En Colombie, nous sommes convaincu(e)s que le moment est venu d'ouvrir de nouveaux horizons, de relever les défis actuels en conceptualisant la notion de sécurité sous l'angle humain en tenant compte des questions de genre. J'invite donc les membres du Conseil à considérer les expériences et la résilience des femmes dans toute leur diversité comme la base de la consolidation d'une paix totale dans le monde, que nous appelons de nos vœux et dont nous avons besoin aujourd'hui.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Slovaquie.

M^{me} Štiglic (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Brésil d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui et les intervenantes de leur précieuses contributions.

La résolution 1325 (2000) a fait bien plus que reconnaître la contribution vitale des femmes à la paix et à la sécurité. Associée aux résolutions qui ont suivi, elle a établi un cadre normatif solide pour accroître la participation des femmes et intégrer la dimension de genre dans tous les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies en faveur de la paix et de la sécurité.

Depuis lors, le monde a changé, malheureusement pas pour le meilleur. Les conflits violents font rage sur l'ensemble de la planète à un rythme inégalé depuis la Seconde Guerre mondiale. Le nombre de femmes et de filles vivant dans des régions touchées par des conflits a augmenté de 50 % depuis 2017. La situation désastreuse qui prévaut actuellement au Moyen-Orient ne fera qu'exacerber ces chiffres. Dans toutes les situations de conflit, nous appelons au plein respect du droit international.

Nous ne sommes pas en bonne voie pour réaliser l'objectif de développement durable n° 5 d'ici à 2030, et nous savons que les conflits amplifient les inégalités existantes et touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles en raison de l'insécurité alimentaire, des déplacements, des violences sexuelles et fondées sur le genre, de la traite des personnes et de la perturbation de l'accès aux soins de santé, entre autres facteurs. La Slovaquie relèvera ces défis en augmentant la part de son aide au développement en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes à 85 % à l'horizon 2030, conformément à son approche féministe en matière de politique étrangère.

Même si la situation actuelle ne nous donne pas beaucoup de raisons d'être optimistes, nous devons aller de l'avant, et nous avons constaté certains progrès dans l'application du principe de responsabilité. Le maintien de la paix connaît également des évolutions positives. À cet égard, nous saluons les progrès accomplis par le Département des opérations de paix dans la réalisation des objectifs de la stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue pour la période 2018-2028 et nous encourageons la poursuite des efforts en faveur de la parité au sein des contingents militaires.

Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité ne peut être appliqué qu'avec un soutien politique fort et un partenariat avec toutes les parties prenantes, y compris les organisations régionales, les organisations de la société civile et les artisans et artisanes de la paix. La participation reste l'une de ses composantes essentielles. Nous sommes loin d'atteindre l'objectif d'une participation pleine, égale et véritable des femmes aux processus de paix et autres processus. Les processus inclusifs sont essentiels pour mettre fin aux conflits et instaurer une paix durable.

L'Organisation des Nations Unies, notamment le Conseil de sécurité, doit montrer l'exemple. Elle doit intégrer plus systématiquement la dimension de genre dans ses travaux. Cela inclut toutes les consultations nationales et thématiques pertinentes. Les nouveaux mandats ou les renouvellements de mandat doivent comporter des dispositions spécifiques au genre. Comme le montrent les décisions prises récemment, il est possible d'améliorer également le travail du Conseil en matière de sanctions, notamment en incluant la violence sexuelle parmi les critères d'inscription sur la liste des régimes de sanctions.

Nous nous félicitons de l'augmentation du nombre d'intervenantes au cours des dernières années. Nous condamnons fermement toute tentative visant à les intimider et à les réduire au silence. Elles doivent pouvoir retourner à leur domicile et à leur travail en toute sécurité. L'ONU et les États Membres doivent s'efforcer de prévenir et de combattre toute mesure de rétorsion à leur rencontre ou à l'encontre des membres de leur famille. Nous félicitons le Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire pour son travail dans ce domaine, et la Slovénie continuera à soutenir les activités menées par cet organisme.

Le 1^{er} janvier 2024, la Slovénie deviendra membre du Conseil de sécurité pour la deuxième fois de son histoire. Nous servirons avec le même dévouement et le même sens de l'urgence en tant que voix soutenant la moitié de la population mondiale qui est laissée pour

compte. Mon pays souscrira aux engagements communs concernant les femmes et la paix et la sécurité et se réjouit à la perspective de travailler avec ses partenaires au renforcement de la mise en œuvre de tous les aspects du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Ukraine.

M^{me} Mudra (Ukraine) (*parle en anglais*) : Nous remercions la présidence brésilienne du Conseil d'avoir organisé ce débat public ainsi que tous les intervenants et toutes les intervenantes de leurs déclarations détaillées.

La délégation ukrainienne s'associe à la déclaration faite par le Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité et à celle faite au nom de l'Union européenne. Nous voudrions formuler quelques remarques supplémentaires à titre national.

L'événement de ce jour marque l'anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) visant à faciliter l'accès des femmes aux postes de décision afin qu'elles puissent jouer leur rôle d'agentes de changement dans les structures de sécurité et de défense. En tant que membre élu du Conseil de sécurité pour 2000-2001, l'Ukraine a participé à la préparation et à l'adoption de la résolution 1325 (2000) et, en tant qu'État, elle reste attachée à sa promotion, ainsi qu'à celle des résolutions complémentaires pertinentes.

Nous mettons actuellement en œuvre notre deuxième plan d'action national pour la résolution 1325 (2000), qui a été modifié et mis à jour en décembre 2022 afin de répondre aux besoins actuels et de prendre en compte l'agression à grande échelle menée par la Russie. Le plan d'action national actualisé reconnaît que les Ukrainiennes doivent être des actrices et des agentes dans la guerre en cours, ainsi que dans le redressement et la reconstruction de l'Ukraine.

Pour mon pays, le sujet du débat d'aujourd'hui est d'une importance capitale, compte tenu des conséquences dévastatrices en matière de genre qu'entraîne l'agression armée en cours de la Russie contre l'Ukraine. À travers nos appels répétés au plein respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, nous nous sommes efforcés de placer les victimes et les personnes rescapées au cœur de tous les efforts et de garantir aux personnes survivantes un accès non discriminatoire et complet aux services essentiels, y compris les soins de santé sexuelle et reproductive, aux services de soins de santé mentale et psychologique, ainsi qu'à une justice qui tienne compte des questions de genre. De telles décisions ne sont pas le fruit du hasard.

Plus de 60 000 Ukrainiennes font actuellement partie de l'armée de notre pays pour le défendre contre l'agression menée par la Russie. L'Ukraine a également augmenté le nombre de femmes au sein de son gouvernement. Nous avons adopté un programme relatif à la prise en compte des questions de genre et à leur inclusion dans le processus de redressement, qui garantit l'intégration du principe d'égalité des genres dans le processus de redressement de notre pays et qui prévoit une meilleure coordination entre les dirigeants et les autres acteurs concernés, tels que les représentants de la société civile et les entreprises.

Alors que le Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité se réunit pour réaffirmer l'importance de la résolution 1325 (2000), en préparation de son vingt-cinquième anniversaire en 2025, nous convenons de la nécessité de fixer des objectifs pour des engagements particuliers. Il est important que nous nous unissions dans notre appel à une égalité des genres toujours plus grande et à une participation pleine, égale et véritable des femmes à la vie politique et publique. Cela doit rester fondamental pour notre objectif commun d'une paix et d'une sécurité internationales durables, comme il est préconisé dans le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général. À cette fin, nous exhortons tous les États Membres à continuer de protéger et de promouvoir les droits humains des femmes et de veiller à ce qu'elles participent de manière pleine, égale, véritable et en toute sécurité, à tous les aspects de la paix et de la sécurité, et y jouent un rôle de premier plan, l'objectif étant d'atteindre la parité. Le soutien aux organisations de femmes et aux militantes est essentiel à cet égard.

Cet objectif doit s'accompagner d'une prévention et d'une répression efficaces de toutes les formes de violence sexuelle et fondée sur le genre et de discrimination. Au Sommet de Nairobi marquant le vingt-cinquième anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement tenu en 1994, l'Ukraine s'est engagée à mettre fin à la violence fondée sur le genre et à éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles d'ici à 2030. Pour atteindre cet objectif, le Gouvernement ukrainien a depuis lors érigé la violence domestique en crime, créé des unités spéciales de la police formées pour faire face aux situations de violence domestique, introduit la pratique des ordonnances de protection d'urgence et des centres d'hébergement, et qualifié d'infraction le non-respect de ces ordonnances.

Après la libération d'un certain nombre de territoires ukrainiens, nous avons découvert les atrocités de masse, y compris les viols et autres formes de violence sexuelle liée au conflit, commises par l'armée russe

contre des civils. Actuellement, il est impossible de savoir combien d'Ukrainiens et d'Ukrainiennes ont été victimes de ces crimes brutaux, étant donné que ces violations sont à peine signalées. Les premiers cas de violences sexuelles commises par des soldats russes contre des femmes, des filles, des hommes et des garçons ukrainiens y ont été recensés, comme en témoignent la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine et la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine.

Le cadre de coopération entre le Gouvernement ukrainien et l'Organisation des Nations Unies a été mis en place afin de faire face aux violences sexuelles liées au conflit et de les prévenir. L'Ukraine est devenue le premier pays à lancer un mécanisme de coordination global pour lutter contre de telles violences. Nous avons également adopté un plan de mise en œuvre détaillé impliquant les institutions de l'État, la société civile et les organisations internationales. Il est essentiel de garantir aux personnes survivantes un accès complet et non discriminatoire aux services essentiels, notamment aux soins de santé sexuelle et reproductive et aux services de santé mentale, ainsi qu'un accès à une justice qui tienne compte des questions de genre. L'Ukraine reste déterminée à travailler en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes. J'invite le Groupe des Amis à visiter nos centres de secours aux personnes survivantes, créés en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la population.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Géorgie.

M^{me} Totladze (Géorgie) (*parle en anglais*) : Nous tenons d'abord à remercier la présidence brésilienne du Conseil d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui, ainsi que tous les intervenants et toutes les intervenantes de leurs précieuses contributions.

La Géorgie s'associe à la déclaration qui sera faite par la représentante de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

On ne peut instaurer une paix durable sans la participation pleine, égale et véritable des femmes à tous les niveaux de décision. Bien que la parité des sexes n'ait pas encore été atteinte dans le domaine de la paix et de la sécurité au niveau mondial, nous nous félicitons de la participation croissante des femmes dans les domaines liés à la paix et à la sécurité internationales. Malgré les progrès accomplis, la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité reste trop lente et des efforts accélérés sont nécessaires, conformément à la résolution historique 1325 (2000) et aux résolutions ultérieures.

Garantir une participation véritable des femmes au processus de paix est une grande priorité pour le Gouvernement géorgien. Nous poursuivons activement la politique de promotion des questions liées aux besoins des femmes touchées par les conflits, comme le prévoit le quatrième plan d'action national, le dernier en date, pour la mise en œuvre de la résolution de l'ONU sur les femmes et la paix et la sécurité. Ce plan, qui couvre la période 2022-2024, prévoit également la prise en compte des questions de genre dans le secteur de la sécurité et les processus de prise de décision, ainsi qu'une participation véritable des femmes à la prévention et au règlement des conflits. En outre, il vise à protéger les droits des femmes touchées par les conflits en garantissant leur sécurité physique, sociale et économique. À cet égard, la Géorgie fait tout son possible pour que la question des femmes touchées par les conflits, y compris les déplacées, soit maintenue à l'ordre du jour des discussions internationales de Genève, seul format de négociation entre la Géorgie et la Russie sur les questions humanitaires et de sécurité résultant de l'agression et de l'occupation par la Russie de deux régions géorgiennes.

Hélas, malgré les efforts déployés par mon gouvernement pour favoriser l'autonomisation des femmes touchées par le conflit, l'occupation et le contrôle effectif par la Russie des régions d'Abkhazie et de Tskhinvali en Géorgie, attestés juridiquement par la décision historique de la Cour européenne des droits de l'homme du 21 janvier 2021, entravent le processus de paix et nous empêchent de partager le cadre de protection des droits humains avec les femmes restées de l'autre côté de la ligne d'occupation.

Après 15 ans d'agression militaire à grande échelle contre la Géorgie et d'occupation illégale des régions d'Abkhazie et de Tskhinvali, la Russie continue de violer l'accord de cessez-le-feu du 12 août 2008. La situation préoccupante relative aux droits de l'homme dans les régions occupées continue de causer d'immenses souffrances aux populations touchées par le conflit, de part et d'autre de la ligne d'occupation.

Malheureusement, il y a eu plusieurs cas de détention de jeunes Géorgiennes sous des accusations dénuées de tout fondement et absurdes. La prise pour cible délibérée de citoyennes géorgiennes est une tendance dangereuse avec une forte dimension de genre qui vise à faire pression, à effrayer et à humilier la partie la plus vulnérable de la population de souche géorgienne dans les régions occupées qui sont déjà victimes d'une discrimination constante. Compte tenu de ces violations des droits humains, il est de la plus haute importance que les mécanismes internationaux et

régionaux de surveillance de ces droits soient autorisés à accéder aux régions occupées.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer la volonté de la Géorgie de continuer à tenir compte des questions de genre dans la prise de décision, la promotion des droits des femmes et leur participation véritable au processus de paix, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M^{me} Ronner-Grubačić.

M^{me} Ronner-Grubačić (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom de l'Union européenne et de ses États membres. Le Monténégro, la Serbie, l'Albanie, l'Ukraine, la République de Moldova et la Bosnie-Herzégovine, pays candidats, la Géorgie, pays candidat potentiel, ainsi que l'Andorre, Monaco et Saint-Marin s'associent à la présente déclaration.

L'égalité des genres est une valeur universelle. La résolution 1325 (2000) et les résolutions ultérieures sur les femmes et la paix et la sécurité nous rappellent notre engagement commun à maintenir les droits des femmes et leur rôle moteur au cœur de la sécurité et de la prise de décision politique. Le monde est confronté à des changements alarmants en matière de sécurité et de conflits, ainsi qu'à une concurrence géopolitique entre puissances. Les technologies de pointe, la cyberguerre et les changements climatiques redéfinissent notre conception de la sécurité. Nous avons été témoins de la militarisation de l'énergie, des denrées alimentaires, des mouvements migratoires et de l'information. Il y a des tentatives visant à fragiliser l'ordre multilatéral fondé sur des règles. Dans ce contexte, le leadership des femmes et leur participation pleine, égale et véritable à la prise de décision à tous les niveaux sont essentiels. Nous devons être encore plus déterminés à intégrer les questions de genre dans la réponse à apporter à ces menaces qui pèsent sur la sécurité. Sur fond de rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile partout dans le monde, les femmes et les jeunes filles continuent de jouer un rôle essentiel dans le règlement des conflits et la médiation, ainsi que dans la promotion de la réconciliation et de la stabilité dans leurs communautés et nations. Dans le cadre du débat d'aujourd'hui, je souhaite mettre l'accent sur trois domaines concrets.

Premièrement, nous devons résolument œuvrer en faveur d'un financement durable, prévisible et souple des organisations de femmes et des organisations dirigées par des femmes. Les coupes et les restrictions budgétaires limitent l'indépendance financière et les capacités opérationnelles des femmes, ce qui ralentit la mise en œuvre effective du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Deuxièmement, nous devons agir avec détermination pour faire cesser et prévenir toutes les formes de violence, de harcèlement, d'intimidation, de menaces et de représailles, en ligne et hors ligne, ainsi que la propagation de la désinformation visant à discréditer et à réduire au silence les femmes politiques, les défenseuses des droits humains, les artisanes de la paix et les militantes de la société civile. Cela inclut les représailles contre les femmes qui collaborent avec l'ONU, en particulier le Conseil de sécurité.

Troisièmement, nous devons prendre des mesures fermes pour garantir le leadership et la participation pleine, égale et véritable des femmes dans divers contextes et circonstances et dans les structures politiques, militaires et de sécurité, ainsi que dans les opérations et missions de paix. Pour ce faire, il faut notamment transformer les structures discriminatoires et les normes sociales qui entravent cette participation, et s'efforcer d'éliminer les obstacles à leur participation. L'Union européenne adoptera une approche coordonnée pour atténuer les risques et prévenir toutes les formes de violence sexuelle et fondée sur le genre. Nous veillerons également à ce que les réponses soient centrées sur les victimes et les personnes survivantes et tiennent compte des traumatismes, notamment en garantissant l'accès aux services de santé sexuelle et procréative, ainsi qu'à des services de santé mentale et de soutien psychologique.

Dans le cadre de l'approche stratégique de l'Union européenne concernant les femmes et la paix et la sécurité, la participation des femmes est une priorité transversale qui, avec l'intégration des questions de genre, renforce la mise en œuvre intégrale du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Ces trois dernières années, nous avons porté à 28 % la proportion de femmes parmi le personnel recruté sur le plan international dans nos missions civiles. Nous avons porté à 30 millions d'euros le financement du mécanisme de l'Union européenne pour les défenseurs des droits de l'homme et nous continuons de faire entendre la voix des Afghanes de différents horizons par l'intermédiaire du forum des dirigeantes afghanes. En collaboration avec tous les autres acteurs, l'Union européenne continuera de promouvoir le leadership des femmes et leur participation à la paix et à la sécurité à tous les niveaux.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M^{me} Elardja Flitti.

M^{me} Elardja Flitti (*parle en arabe*) : Nous n'avons aucun doute quant aux nombreux progrès réalisés pour promouvoir le rôle des femmes et leur participation aux processus de maintien de la paix et de la sécurité internationales, que ce soit grâce à leur participation aux composantes

militaire et de Police des forces de maintien de la paix aux niveaux international et régional ou en occupant des postes de haute responsabilité à l'ONU, notamment dans les opérations de paix et les diverses missions politiques. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire dans le cadre du Conseil de sécurité, surtout si l'on tient compte du recul observé par rapport à certains progrès réalisés de haute lutte dans les organes et institutions législatifs et exécutifs, comme le montrent les statistiques.

La communauté internationale a besoin de plus d'idées et d'initiatives pour renforcer le rôle des femmes et leur présence dans divers domaines politiques, économiques et sociaux aux niveaux national, régional et international, en particulier en ce qui concerne les processus de paix et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Pour gagner du temps, je voudrais, au nom de la Ligue des États arabes, mettre l'accent sur l'une des quatre propositions qui figurent dans notre déclaration, dont le texte intégral sera transmis au Conseil dans le cadre de nos efforts pour appuyer et renforcer la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

La Ligue des États arabes insiste sur la nécessité d'accorder la priorité à la cohérence de ce programme aux niveaux national, régional et international si nous voulons aider les femmes à réaliser leurs droits inaliénables. À cet égard, il convient de rappeler que les violations barbares et continues des droits des femmes et des enfants commises par l'occupant israélien dans le Territoire palestinien occupé ne touchent pas seulement les Palestiniennes et leur capacité de participer aux efforts de paix et de sécurité, mais portent également atteinte à la capacité des femmes et des filles palestiniennes à jouer le rôle qui leur revient dans la vie politique, économique et sociale. Nous sommes fermement convaincus que la guerre brutale qu'Israël mène contre les habitants sans défense de Gaza est une tentative de détruire leurs communautés, de les déplacer vers les zones voisines et d'entraver nos efforts internationaux et régionaux visant à instaurer la paix dans la région et en Palestine occupée. Malheureusement, depuis plus de sept décennies, nous avons été incapables d'instaurer cette paix. La guerre est une violation flagrante non seulement de la résolution 1325 (2000), mais aussi du droit international, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, sans parler des coutumes et des lois sur lesquelles sont fondées les trois religions tolérantes que sont le judaïsme, le christianisme et l'islam.

Au niveau régional, pour traduire en mesures concrètes la coopération institutionnelle entre la Ligue des États arabes et le Conseil de sécurité, dans le prolongement de l'application de la résolution 1325 (2000) et sur la base

de la conviction de la Ligue en ce qui concerne le rôle social et institutionnel des femmes dans la rétablissement, la consolidation et la pérennisation de la paix, la Ligue des États arabes et ses États membres ont mis en place bon nombre de programmes constructifs sur le terrain, notamment des stratégies visant à protéger les femmes arabes et à renforcer leur rôle, en particulier dans les foyers de tension au sein de notre région. L'exemple le plus récent est la mise en place d'un comité d'urgence pour protéger les femmes en période de conflit armé au niveau régional. Nous avons également créé le réseau des médiateurs de paix arabes, un cadre d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques, grâce à une coordination et une coopération étroites avec ONU-Femmes et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale.

Pour terminer, conscients du rôle central que les femmes jouent en matière de diplomatie préventive pour rétablir, préserver et pérenniser la paix, nous nous réjouissons à la perspective de notre séance l'année prochaine dans cette salle, à la mesure du respect qui est dû aux femmes dans nos sociétés aujourd'hui, pour examiner ensemble les progrès accomplis par les femmes sur le terrain aux niveaux national, régional et international, dans leur détermination à être des partenaires véritablement actifs aux côtés des hommes pour garantir la paix et la sécurité internationales et préserver la sécurité et la stabilité de notre planète, à l'abri des guerres et des conflits.

Le Président (*parle en anglais*) : Il reste 61 orateurs et oratrices inscrits sur la liste. Je rappelle à tous les orateurs et à toutes les oratrices qu'ils sont priés de limiter la durée de leurs déclarations à un maximum de quatre minutes afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec diligence.

Je donne maintenant la parole à la représentante du Mexique.

M^{me} Buenrostro Massieu (Mexique) (*parle en espagnol*) : Nous remercions le Brésil d'avoir organisé cet important débat public annuel. Le Mexique réaffirme son soutien à toutes les militantes, défenseuses des droits humains, artisanes de la paix et dirigeantes d'organisations de la société civile, et condamne toutes les attaques aveugles ou dirigées contre les populations civiles, en particulier les femmes et les filles, quelles que soient les circonstances, car elles violent le principe de distinction consacré par le droit international humanitaire.

On ne peut parvenir à la paix que si elle est inclusive. C'est pourquoi nous sommes favorables à la participation pleine, égale et véritable des femmes aux processus de paix. Même si le programme pour les femmes et la paix et

la sécurité repose sur un cadre juridique solide de 10 résolutions du Conseil de sécurité, les femmes continuent d'être exclues des processus décisionnels et des processus de paix. Nous sommes convaincus qu'il est indispensable que ce cadre juridique précieux soit pleinement mis en œuvre. Comme l'a déclaré la Ministre des relations extérieures, M^{me} Adriana Bárcena Ibarra, le Mexique ne peut accepter que le caractère progressiste des normes internationales en matière d'égalité femmes-hommes, qui ont été adoptées au prix d'efforts considérables, soit remis en question. À cet égard, le Mexique est conscient de l'importance de garantir les droits humains des femmes, leur santé sexuelle et procréative, y compris l'accès à un avortement sécurisé et leur autonomie corporelle ainsi que la fourniture de services de santé mentale et de soutien psychosocial.

Le Mexique a été le premier pays en développement à se doter d'une politique étrangère féministe, car nous sommes déterminés à changer les structures qui empêchent la promotion des femmes et la pleine jouissance de leurs droits humains. Lors du récent mandat de mon pays au Conseil de sécurité en tant que membre non permanent, nous avons encouragé les efforts visant à mettre en œuvre ce programme. Par exemple, au sein du Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité, que nous avons coprésidé avec l'Irlande, nous avons encouragé les mesures visant à ce que le Conseil intègre une approche transformative des questions de genre dans ses travaux. C'est pourquoi nous demandons instamment aux coprésidents actuels et futurs du Groupe informel d'experts de continuer à défendre le caractère central de l'égalité des genres et la portée des droits humains pour toutes les femmes et les filles, y compris la prévention de la violence sexuelle et fondée sur le genre, dans tous les processus internationaux de paix et de sécurité et dans tous les documents finaux adoptés par le Conseil.

Nous saluons les bonnes pratiques du Conseil ces dernières années, par exemple la déclaration d'engagements communs sur le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, que quelque 16 membres élus entrants et sortants du Conseil ont signée en octobre 2021 pour s'assurer que, pendant nos présidences tournantes respectives du Conseil de sécurité, nous pourrions combler le fossé persistant entre les paroles et les actes. Ces engagements ont contribué à accroître la participation des femmes membres de la société civile aux séances du Conseil et à mettre en évidence le caractère transversal du programme.

Les opérations de paix des Nations Unies renforcent la participation pleine, égale et effective des femmes aux processus de paix. Cependant, nous n'avons pas encore atteint l'objectif d'un minimum de 15 % de femmes dans

l'ensemble du personnel en tenue déployé. Nous appelons instamment à soutenir les progrès dans la mise en œuvre de la stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue d'ici à 2028.

Le Mexique a progressivement accru sa participation aux opérations de paix des Nations Unies et, parallèlement, le pourcentage de femmes en tenue. Actuellement, le pourcentage de Mexicaines déployées est de 40 %. En outre, en coordination avec le Secrétariat général ibéro-américain, mon pays a encouragé la création, en juin de cette année, du réseau ibéro-américain de médiatrices, qui encourage la participation effective des femmes à la médiation et au règlement pacifique des différends dans la région ibéro-américaine.

Les plans d'action nationaux sont un outil essentiel pour promouvoir une politique nationale favorisant l'égalité des genres dans le domaine de la sécurité. Le plan d'action national du Mexique encourage le développement du programme des femmes bâtisseuses de paix, qui soutient l'autonomisation et le leadership des femmes au niveau local et au niveau de l'État dans le cadre des efforts visant à rétablir la paix, à prévenir la violence fondée sur le genre et à consolider la paix. Nous reconnaissons également la contribution du Pacte sur les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire, qui a été établi par le Forum Génération Égalité coprésidé par le Mexique et la France en 2021, pour faire avancer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous encourageons la promotion continue des synergies afin d'accélérer la mise en œuvre du programme sur le terrain.

Enfin, nous réaffirmons l'engagement du Mexique à continuer à défendre les droits humains des femmes et des filles dans cette enceinte et dans toutes les instances multilatérales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République de Corée.

M. Hwang (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je remercie le Brésil d'avoir organisé cette importante séance aujourd'hui. Ma gratitude va également au Secrétaire général et à la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, ainsi qu'à toutes les autres intervenantes, pour leurs précieuses observations.

La République de Corée s'associe à la déclaration qui sera faite par le représentant du Canada au nom du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité.

Le rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité (S/2023/725) brosse une fois de plus un tableau peu satisfaisant de notre réalité actuelle. L'exclusion, l'inégalité et la misogynie résument la condition des femmes dans le monde, comme le décrit le rapport. En

Afghanistan, les femmes ont été progressivement effacées de la vie publique par la promulgation d'une cinquantaine de décrets visant à supprimer leurs droits. Au Soudan, les violences sexuelles généralisées terrorisent les femmes et les filles au Darfour et au-delà. Pour faire face à cette réalité et appliquer pleinement la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité, nous devons réaffirmer notre engagement à l'égard du programme et renforcer le rôle du Conseil de sécurité.

Premièrement, la participation pleine, égale et effective des femmes doit être une réalité et non de simples discours. Comme cela commence par le fait d'écouter la voix des femmes et de prendre en compte leurs points de vue dans le processus décisionnel, nous nous félicitons de l'augmentation du nombre de femmes de la société civile parmi les intervenants au Conseil. Dans le cadre de nos propres efforts, la République de Corée est fière d'accueillir la Conférence internationale annuelle pour l'action concernant les femmes et la paix depuis 2019. Nous nous réjouissons à la perspective d'entendre des femmes de tous horizons lors de la cinquième conférence, qui se tiendra le 30 novembre à Séoul.

Deuxièmement, il est impératif de garantir un environnement sûr pour la participation des femmes. Il est alarmant de constater que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a recensé des cas de représailles à l'encontre de 172 femmes et filles travaillant avec l'ONU en 2022. En outre, plus de 30 femmes de la société civile qui se sont adressées au Conseil de sécurité l'année dernière ont été la cible de représailles. Nous condamnons toutes les attaques et les représailles contre les femmes impliquées dans la défense des droits humains, le travail humanitaire et les activités de consolidation de la paix, en particulier celles qui coopèrent avec l'ONU. Nous devons assurer leur sécurité par la surveillance et l'établissement de rapports, ainsi que par des mesures préventives, y compris des mandats solides pour les missions des Nations Unies afin de protéger et de promouvoir la participation des femmes.

Enfin et surtout, les femmes qui œuvrent à la consolidation de la paix, ainsi que les défenseuses des droits humains, doivent disposer des ressources nécessaires. Nous soulignons qu'il importe d'assurer un financement adéquat, prévisible et durable pour la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. La République de Corée a porté sa contribution au Fonds pour la consolidation de la paix à plus de 4,3 millions de dollars cette année et envisagera d'augmenter encore ses contributions, à la fois pour mettre en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et pour faire progresser la consolidation de la paix.

Prenant pleinement en considération la nécessité impérieuse de soutenir la participation des femmes à tous les processus de paix, la République de Corée est fière d'annoncer qu'elle se joindra à la déclaration d'engagements communs visant à faire progresser le programme pour les femmes et la paix et la sécurité en tant que nouveau membre du Conseil de sécurité. Nous intégrerons activement le programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans les ordres du jour du Conseil dans différents contextes, non seulement pendant notre présidence mensuelle, mais aussi pendant toute la durée de notre mandat au Conseil. Nous ferons tout notre possible pour garantir la participation pleine, égale, effective et en toute sécurité des femmes et nous nous réjouissons à la perspective de travailler en étroite collaboration avec les autres membres du Conseil à cet égard.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Malaisie.

M^{me} Zin Zawawi (Malaisie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, ma délégation souhaite remercier le Brésil d'avoir organisé l'important débat d'aujourd'hui. La Malaisie remercie également les intervenantes de leurs observations et de leurs analyses.

Notre délégation s'associe à la déclaration qui sera faite par le représentant du Viet Nam au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

La résolution 1325 (2000), qui a fait date, réaffirme le rôle important joué par les femmes dans la prévention et le règlement des conflits et dans les initiatives de consolidation de la paix. Elle invite les États Membres à accroître la représentation des femmes à tous les niveaux de la prise de décisions dans les institutions nationales, régionales et internationales. Cette résolution et d'autres résolutions pertinentes témoignent clairement de la confiance que nous plaçons dans les femmes en tant qu'agents de changement pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Aujourd'hui, 23 ans après son adoption, il est temps de faire le point sur les progrès accomplis et de remettre de l'ordre dans nos priorités. Dans le contexte d'une violence accrue dans les conflits armés en cours dans la région, la régression des efforts mondiaux pour faire avancer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité est très regrettable. Il est alarmant de constater que, malgré des réalisations notables, les progrès ont été trop lents ou trop limités, ou qu'il a été facile de les inverser. Les femmes continuent d'être marginalisées dans les processus de paix et exclues des postes de décision. Il est regrettable, mais non surprenant, que cette exclusion structurelle soit en corrélation avec la prolongation des conflits,

comme l'indique le Secrétaire général dans son rapport sur les femmes et la paix et la sécurité (S/2023/725).

Conformément aux objectifs de la politique nationale de la Malaisie sur les femmes, lancée en 1989, des efforts ont été entrepris pour assurer la participation des femmes à tous les niveaux de la prise de décisions en Malaisie. La formulation des politiques nationales de la Malaisie tient compte des questions de genre dans le processus de promotion de la paix et de la sécurité aux niveaux national et mondial. Cela sert également de base au déploiement de 868 membres, dont 96 femmes, des Forces armées malaisiennes et de la Police royale de Malaisie dans cinq opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Il est urgent d'inclure davantage de femmes dans les processus de paix, car leurs qualités de compassion et d'écoute empathique sont des atouts inestimables pour aborder des questions telles que les crimes fondés sur le genre et les violences sexuelles liées aux conflits armés. En tant que membre de l'ASEAN, la Malaisie soutient également pleinement la Déclaration commune sur la promotion du programme pour les femmes et la paix et la sécurité au sein de l'ASEAN, adoptée en novembre 2017. Le Plan d'action régional de l'ASEAN pour les femmes et la paix et la sécurité, lancé ultérieurement en 2021, est un nouveau témoignage de notre détermination à faire progresser la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité afin de promouvoir une paix et une sécurité durables pour tous les citoyens de la région.

La Malaisie compte des femmes leaders dans de multiples disciplines liées à la paix et à la sécurité, notamment la Présidente de la Cour suprême, des parlementaires, des diplomates de haut rang, des soldates de la paix et des membres des forces de sécurité. Forte de leur courage et de leur résilience, ces femmes inspirantes ont brisé le plafond de verre grâce à leur ambition et à leurs compétences. À l'avenir, nous continuerons à veiller à ce que les femmes continuent à jouer un rôle clef dans les engagements de la Malaisie en faveur du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Roumanie.

M. Feruță (Roumanie) (*parle en anglais*) : Je voudrais ajouter quelques observations à celles qui ont été formulées dans la déclaration faite plus tôt au nom de l'Union européenne et dans la déclaration qui sera faite au nom du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité. La Roumanie se félicite du dernier rapport du Secrétaire général (S/2023/725), ainsi que de ses recommandations.

Les tendances négatives évoquées dans le rapport sont alarmantes. Nous sommes dans les premiers jours de la soixante-dix-neuvième année écoulée depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. Hier encore, nous avons célébré la Journée des Nations Unies. Alors que nous commémorons un événement aussi important, il est consternant de constater que 614 millions de femmes et de filles vivaient dans des pays touchés par des conflits en 2022, soit 50 % de plus qu'il y a cinq ans. Il est évident que nous devons faire davantage pour éviter un échec total, en particulier à l'approche de 2025, qui marquera le vingt-cinquième anniversaire du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et la commémoration du trentième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing. Les violences sexuelles et fondées sur le genre liées aux conflits, ainsi que les menaces et les agressions contre les femmes et les jeunes filles, continuent d'augmenter dans de nombreuses régions du monde, y compris en Ukraine, notre voisine. Nous continuerons à demander que les auteurs de ces crimes rendent des comptes et que les survivantes bénéficient d'une aide à l'intégration.

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles sont des piliers essentiels sur lesquels repose le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. À cette fin, les femmes doivent se voir garantir une participation effective et des postes de direction durant le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix. La représentation des femmes dans les équipes de négociation de première ligne lors des négociations de paix en Colombie est un exemple de réussite à cet égard. Nous devons reproduire ces exemples de participation effective et authentique des femmes à la consolidation de la paix dans d'autres écosystèmes géographiques, de la République démocratique du Congo au Soudan et au Soudan du Sud, en passant par la République centrafricaine, la Somalie et le Mali. De même, nous devons encourager l'appropriation locale et la protection des groupes de femmes de la société civile. Exclure les femmes des domaines sociaux et politiques, ou leur refuser l'accès à la justice, comme c'est le cas sous le régime des Talibans, n'est pas la voie à suivre.

La promotion et la protection des droits des femmes sont une constante de notre politique étrangère et une priorité de notre mandat au Conseil des droits de l'homme. Mon gouvernement, le Gouvernement roumain, a pris des mesures importantes pour mettre en œuvre la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité. La première stratégie nationale et le premier plan d'action national ont été adoptés il y a trois ans, en

2020. Le Ministère de la défense nationale prépare actuellement une deuxième version actualisée pour la période 2024-2028. La Roumanie a également pris d'importantes mesures institutionnelles pour soutenir la participation et la représentation des femmes dans les secteurs de la défense et de la sécurité, y compris au niveau décisionnel. La Roumanie et les États-Unis président actuellement le réseau mondial de personnes référentes pour les femmes et la paix et la sécurité, qui compte 100 membres. Notre ministre des affaires étrangères – qui, il me plaît de le dire, est Madame la Ministre des affaires étrangères – a coprésidé un débat ministériel au cours de la dernière semaine de haut niveau.

Enfin, dans le cadre des efforts en cours, les pays membres du réseau sont invités à participer à la conférence internationale du réseau mondial, qui se tiendra à Bucarest dans presque deux semaines, du 7 au 9 novembre. L'événement que nous accueillerons sera une nouvelle occasion d'améliorer la coordination entre les États Membres et les organisations régionales, et de renforcer la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Croatie.

M. Šimonović (Croatie) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence brésilienne du Conseil d'avoir organisé le présent débat. Je remercie aussi les intervenantes d'avoir partagé leurs précieux éclairages.

La Croatie s'associe à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne et à celle qui sera prononcée au nom du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité. Je voudrais ajouter quelques observations à titre national.

Il y a 23 ans, la résolution 1325 (2000) reconnaissait le rôle singulier des femmes en temps de guerre et de paix, exhortant les États Membres à assurer une représentation accrue des femmes à tous les niveaux de prise de décisions, notamment dans la prévention et le règlement des conflits. L'application de la résolution 1325 (2000) a connu quelques succès. Cependant, nous constatons aujourd'hui des tendances négatives. La sécurité mondiale se dégrade, le non-respect du droit international humanitaire s'accroît et les droits des femmes et l'égalité des sexes sont de plus en plus menacés. Nous devons améliorer la sécurité mondiale et le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme, et les femmes doivent jouer un rôle plus important pour y parvenir. L'expérience de la Croatie montre clairement que les femmes ne portent pas seulement un fardeau immense pendant les conflits, mais

qu'elles ont aussi un rôle crucial à jouer dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits. Nous sommes tout à fait résolus à promouvoir et à mettre en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, comme le souligne notre deuxième plan d'action national, qui est actuellement en vigueur.

Nous appelons tous les États à respecter la résolution 1325 (2000), un texte historique, et les résolutions de suivi et à aligner leurs lois sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et sur la recommandation générale n° 30 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, relative aux femmes et à la paix et à la sécurité. Ils représentent des outils puissants à notre disposition pour préserver les droits des femmes et renforcer leur participation et leur leadership en temps de guerre et de paix.

En tant que Présidente de la Commission de consolidation de la paix, la Croatie donne la priorité au rôle des femmes dans la consolidation et la pérennisation de la paix. Nous invitons tous les États Membres à apporter leur soutien au financement suffisant et prévisible du Fonds pour la consolidation de la paix et de ses programmes tenant compte des questions de genre. Nous soulignons également l'importance d'une coopération continue avec nos partenaires de la société civile, qui doivent être systématiquement inclus dans la mise en œuvre du programme découlant de la résolution 1325 (2000), la prévention des conflits et les activités d'autonomisation des femmes.

Enfin, le Nouvel Agenda pour la paix et le programme pour les femmes et la paix et la sécurité sont des programmes compatibles et, alors que nous préparons le Sommet de l'avenir, nous devons les réunir, en gardant à l'esprit que les droits des femmes sont des droits de l'homme – en temps de guerre comme en temps de paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Canada.

M^{me} O'Neill (Canada) (*parle en anglais*) : Comme convenu, j'ai le plaisir de prononcer deux déclarations aujourd'hui. La deuxième sera celle du Canada, et la première est faite au nom des 67 États membres du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité, représentant les cinq groupes régionaux de l'ONU et l'Union européenne.

Nous saluons la détermination de toutes les femmes et filles qui, dans des conditions et des situations diverses, construisent la paix et préviennent les conflits.

Nous soulignons cinq éléments.

Premièrement, nous demandons instamment à tous les États Membres et au système des Nations Unies de redoubler d'efforts pour protéger et promouvoir les droits fondamentaux des femmes et garantir leur participation et leur leadership pleins, égaux, effectifs et en toute sécurité à tous les aspects de la paix et de la sécurité. Nous devons être plus ambitieux à tous les stades des processus de paix, dans l'objectif de parvenir à la parité. L'ONU doit veiller à ce que la participation des femmes soit une exigence de base dans tous les processus de paix qu'elle appuie.

Deuxièmement, nous devons démanteler le patriarcat et les structures de pouvoir oppressives qui font obstacle aux progrès en matière d'égalité des genres et à la participation pleine, égale et effective des femmes à la vie politique et publique.

Troisièmement, nous devons créer des environnements sûrs, sécurisés et favorables – à la fois en ligne et hors ligne – pour que toutes et tous les artisans de la paix, soldats de la paix, défenseurs des droits humains et de l'environnement, figures de la société civile, journalistes, professionnels des médias, défenseurs de l'égalité des genres et autres puissent mener à bien leur travail essentiel. Cela implique de condamner fermement la violence fondée sur le genre que la technologie permet ou amplifie, ainsi que toute attaque, intimidation, rétorsion ou représailles contre les femmes qui œuvrent à la consolidation de la paix et les défenseuses des droits humains et de l'égalité des genres, en particulier celles qui coopèrent avec l'ONU. Les États Membres et le système des Nations Unies doivent apporter un appui concret au travail des femmes qui œuvrent à la consolidation de la paix et des défenseuses des droits humains et prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les attaques et protéger celles qui sont en danger. Nous devons également promouvoir un financement plus prévisible, durable et souple de la consolidation de la paix par les organisations et réseaux locaux et de défense des droits des femmes.

Quatrièmement, nous appelons à respecter pleinement le droit international et à prévenir et combattre toutes les formes de discrimination et de violence sexuelle et fondée sur le genre, en ligne et hors ligne. Cela implique de placer les victimes et les personnes rescapées au cœur de tous les efforts. Cela signifie qu'il faut leur garantir un accès complet et non discriminatoire aux services essentiels, y compris aux soins de santé sexuelle et reproductive, aux services de santé mentale et aux services psychosociaux, ainsi qu'à une justice qui tienne compte des questions de genre. Lorsque les institutions nationales ne veulent ou ne peuvent pas poursuivre les auteurs de ces crimes, nous devons décourager pareils crimes en utilisant tous les outils à notre disposition, y compris en saisissant

la Cour pénale internationale. Le Conseil de sécurité a montré qu'il pouvait imposer des sanctions ciblées contre quiconque commet ou fait commettre des violences sexuelles et fondées sur le genre en situation de conflit armé, et nous l'encourageons à prendre de telles mesures.

Enfin, nous encourageons à poursuivre l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de plans d'action nationaux et régionaux, en associant bien entendu les femmes qui œuvrent à la consolidation de la paix.

Je vais maintenant m'adresser brièvement au Conseil au nom du Canada.

Comme peut-être beaucoup d'autres délégations présentes ici aujourd'hui, lorsque nous avons commencé à préparer notre déclaration nationale, nous avons regardé celle que nous avons faite l'année dernière (voir S/PV.9158), l'année d'avant (voir S/PV.8886) et les années antérieures. Nous avons été frappés par le fait que la quasi-totalité de ces textes serait tout aussi pertinente aujourd'hui. Je n'ose imaginer jusqu'à quand nous pourrions remonter tout en continuant à trouver des éléments utilisables, des références aux menaces croissantes pesant sur les femmes qui œuvrent à la consolidation de la paix, des appels à une mise en œuvre plus cohérente, et même des appels spécifiques à reconnaître le leadership des femmes qui œuvrent à la paix en Afghanistan, en Haïti, en Israël, en Palestine, au Soudan du Sud, au Soudan, et ailleurs, y compris les femmes autochtones, au Canada et ailleurs dans le monde, et à les soutenir.

Pourtant, si bon nombre des mots employés pouvaient être les mêmes, la situation semble différente cette fois. C'est particulièrement frappant et terrifiant – comme si l'on perdait un peu plus chaque jour tant de travail accompli par tant de personnes pour mettre l'humanité au centre, renforcer les institutions et, en fin de compte, bâtir la paix. Plus que jamais, le programme pour les femmes et la paix et la sécurité peut jouer un rôle déterminant. Cela implique de tenir compte des appels des femmes qui œuvrent à la consolidation de la paix, d'établir de nouveaux partenariats transcendant les clivages traditionnels, les cloisonnements et les blocs géopolitiques fondés sur des dynamiques de pouvoir dépassées et de reconnaître que la valeur qui définit le mieux notre supposée vision commune doit être le désir de voir toutes les personnes vivre en paix, dans la dignité et avec la capacité d'agir.

(l'oratrice poursuit en français)

Cela implique de reconnaître le déficit de financement auquel sont confrontées les femmes qui œuvrent à la construction de la paix et leurs organisations, et de travailler à combler ce déficit, notamment en garantissant un

financement adéquat, prévisible et durable. Pour le Canada, cela implique aussi qu'il faudra continuer à réfléchir avec humilité à nos actions, à l'étranger comme chez nous.

(l'oratrice reprend en anglais)

En définitive, nous espérons que nous serons tous en mesure de faire en sorte que nos textes pour le débat de l'an prochain soient différents.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Danemark.

M^{me} Lassen (Danemark) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des pays nordiques, à savoir la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et mon pays, le Danemark.

Nous remercions le Brésil d'avoir organisé cet important débat, ainsi que les intervenantes de leurs exposés éclairants.

À une époque marquée par la prolifération des conflits armés, nous devons redoubler d'efforts pour appliquer la résolution 1325 (2000). C'est une condition indispensable à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à la concrétisation des ambitions énoncées par le Secrétaire général dans le Nouvel Agenda pour la paix.

Les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité s'inscrivent dans un cadre large et solide. Toutefois, les progrès accomplis dans leur mise en œuvre sont d'une lenteur inacceptable. Le rapport du Secrétaire général (S/2023/725) est clair. La majorité des processus de paix continuent de se dérouler sans aucune femme parmi les médiateurs, les négociateurs ou les signataires. Les défenseuses des droits humains et les artisanes de la paix sont toujours exposées à la violence, y compris la violence sexuelle et fondée sur le genre, au harcèlement, aux représailles, aux menaces et à l'intimidation en ligne et hors ligne. Les organisations de défense des droits des femmes accusent un déficit de financement considérable. Pourtant, il est évident que la participation pleine, égale et véritable des femmes à tous les niveaux des processus politiques et de consolidation de la paix, ainsi qu'au maintien de la paix, est une condition *sine qua non* d'une paix et d'une sécurité durables. À cet égard, nous souhaitons appeler l'attention sur la lettre ouverte datée du 16 octobre, signée par 617 organisations de la société civile, et nous faire l'écho de son appel à soutenir la participation pleine, égale, véritable et sûre et le rôle moteur des femmes. L'histoire nous a appris que les processus de paix inclusifs sont plus susceptibles de produire des résultats durables. Partout dans le monde, les femmes ont contribué avec succès à l'instauration de démocraties plus solides et d'une paix

plus durable. Le changement politique positif et le développement suscitent une demande forte, et les femmes doivent en être les locomotives. Nous souhaitons mettre l'accent sur trois axes d'action.

Premièrement, les groupes locaux dirigés par des femmes jouent un rôle indispensable pour prévenir les conflits et construire la paix au sein des communautés, favoriser le dialogue et répondre aux crises. Comme le souligne le rapport du Secrétaire général, la médiation locale peut servir de point de départ à la participation des femmes au rétablissement de la paix lorsque les négociations de haut niveau sont dans l'impasse. Nous devons faire davantage pour garantir que ces groupes puissent participer de manière concrète à tous les processus politiques, y compris les processus officiels, notamment en leur fournissant un financement souple, par le biais par exemple de mécanismes tels que le Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire, en leur donnant accès au renforcement des capacités et en les protégeant contre les représailles. De même, il importe d'exercer une pression politique lorsque les femmes sont exclues.

Deuxièmement, l'ONU doit prendre des mesures concrètes pour garantir une plus grande diversité et une meilleure représentation des femmes, y compris des jeunes femmes, dans les équipes de médiation qu'elle dirige ou codirige. L'ONU doit montrer l'exemple pour parvenir à un changement normatif et pratique fondamental. L'objectif de la participation pleine, égale et véritable des femmes est, en définitive, de briser les structures de pouvoir et de pérenniser la paix.

Troisièmement et enfin, il incombe aux États Membres, avec l'appui de l'ONU, de lutter contre tous les cas de violence, de harcèlement, d'intimidation ou de menaces, tant en ligne que hors ligne, contre les femmes qui œuvrent pour la consolidation de la paix et les défenseuses des droits humains. Les pays nordiques insistent sur l'importance d'une tolérance zéro en ce qui concerne ce type de harcèlement et sur la nécessité de renforcer les mécanismes d'établissement des responsabilités à cet égard. Nous réaffirmons l'appel du Secrétaire général à démanteler les structures de pouvoir oppressives qui font obstacle aux progrès en matière d'égalité des genres et à la participation pleine, égale et effective des femmes à la vie politique et publique. Les pays nordiques restent déterminés à travailler avec leurs partenaires, y compris les organisations de femmes et les organisations féministes, pour faire avancer la mise en œuvre des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Viet Nam.

M. Dang (Viet Nam) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

L'ASEAN affirme que l'autonomisation des femmes n'est pas seulement un impératif moral, mais aussi une nécessité stratégique. Ne pas exploiter pleinement le potentiel des femmes, c'est non seulement entraver le progrès et la sécurité de plus de la moitié de la population mondiale, mais c'est aussi entraver notre progrès et notre sécurité à tous. Les femmes sont plus que de simples statistiques dans les données sur les conflits. Elles sont des artisanes de la paix, des agentes de changement et des architectes de la réconciliation à l'efficacité avérée. Leur absence n'est pas un oubli, mais une faille critique.

Bien que des cadres solides existent, les normes de genre discriminatoires restent omniprésentes dans les sociétés du monde entier. Les femmes restent absentes des négociations de paix et des processus de prise de décisions politiques ou, du moins, y sont largement sous-représentées. En outre, les conflits exposent de manière disproportionnée les femmes et les filles à la violence sexuelle, au déplacement et à un accès entravé à la justice.

La réalisation du programme pour les femmes et la paix et la sécurité requiert un engagement sans faille de la part de nombreuses couches de la société. Des ressources suffisantes doivent être allouées pour permettre aux femmes de jouer des rôles de premier plan, et les lois et politiques actuelles doivent être rigoureusement appliquées. Le démantèlement des barrières sociales et culturelles profondément ancrées est indispensable et peut être réalisé grâce à des campagnes d'éducation et de sensibilisation ciblées. Dans ce contexte, on ne saurait trop insister sur le rôle de la volonté politique.

Il est reconnu depuis longtemps que la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité est essentielle pour parvenir à une paix et à une prospérité durables dans la région de l'ASEAN. L'ASEAN est déterminée à garantir l'égalité des genres et la pleine protection des droits des femmes. Par ailleurs, nous restons fermement déterminés à atteindre nos objectifs de maintenir la paix régionale, de répondre aux préoccupations communes en matière de sécurité et de promouvoir le développement et la prospérité pour tous les citoyens. Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans les pays de l'ASEAN est guidé par l'engagement à mettre en œuvre la résolution 1325 (2000) et d'autres résolutions connexes sur les femmes et la paix et la sécurité.

Depuis l'adoption, en 2017, de la déclaration commune sur la promotion de la question concernant les femmes et la paix et la sécurité au sein de l'ASEAN,

l'ASEAN a obtenu des résultats importants dans la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité grâce à des efforts multisectoriels concertés et à des partenariats. Le Registre des femmes pour la paix de l'ASEAN a été créé en 2018 en tant qu'initiative novatrice visant à mobiliser des ressources et à consolider les connaissances en faveur du renforcement des capacités et de la défense d'une approche de la paix et des conflits dans la région tenant compte des questions de genre. L'harmonisation des efforts du Comité pour les femmes de l'ASEAN, de la Commission de l'ASEAN pour la protection et la promotion des droits des femmes et des enfants et de l'Institut de l'ASEAN pour la paix et la réconciliation joue un rôle essentiel dans l'action collective menée par l'ASEAN pour intégrer les droits des femmes et l'égalité des genres dans le domaine de la paix et de la sécurité.

Le secteur de la défense au sein de l'ASEAN s'emploie activement à traduire le programme pour les femmes et la paix et la sécurité en une collaboration pratique. Les femmes militaires et les policières de l'ASEAN exercent également une influence positive au niveau mondial grâce à leur participation active aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Pour renforcer encore la participation des femmes à l'instauration d'une paix durable, l'ASEAN a adopté une approche globale des femmes et de la paix et de la sécurité, qui va de la prévention de l'extrémisme violent et de la lutte contre ce phénomène à la gestion des catastrophes et à la lutte contre les changements climatiques, en passant par la promotion de la participation des femmes aux processus de paix et au relèvement après un conflit.

Conscients que l'économie et la paix sont liées et se renforcent mutuellement, nous déployons des efforts régionaux pour que les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité soient formulées en gardant à l'esprit l'intégration économique. L'autonomisation économique des femmes est également un moyen de prévention et de règlement des conflits et de relèvement postconflit.

Les États membres de l'ASEAN ont également pris des mesures concrètes dans l'ensemble des processus de paix et de sécurité au niveau national. Nous avons augmenté le nombre de femmes occupant des rôles militaires et de police dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. En outre, plusieurs États membres de l'ASEAN ont promulgué des lois et des politiques destinées à prévenir la violence contre les femmes et les filles dans les situations de conflit.

Pour terminer, l'ASEAN réaffirme son plein appui au programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous demeurons déterminés à travailler d'arrache-pied et

main dans la main avec l'ONU et nos partenaires dans le monde entier pour susciter des changements concrets à la fois dans les politiques et sur le terrain. Ce n'est qu'en permettant aux femmes d'être des partenaires à part entière dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix que nous pourrions bâtir un monde juste, inclusif et résilient.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Costa Rica.

M^{me} Chan Valverde (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : La promotion des femmes est au point mort et les femmes restent sous-représentées au sein de nombreux processus et organes formels liés au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Pourtant, les femmes continuent de souffrir de manière disproportionnée dans les situations de conflit. Nous devons agir de toute urgence pour éviter de nouveaux revers à l'approche du vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000).

À cet égard, je voudrais formuler trois observations.

Premièrement, la plupart des résolutions portant sur les femmes et la paix et la sécurité déplorent le fait que la violence sexuelle et fondée sur le genre est utilisée comme une arme de guerre. Toutefois, le Conseil n'a pas encore examiné la question de la violence fondée sur le genre en ligne dans son cadre normatif, et encore moins son intersectionnalité.

Bien que les femmes et les filles se heurtent à de sérieux obstacles en matière d'accès à Internet et de connectivité dans les régions rurales et touchées par un conflit, la violence en ligne les empêche de prendre part aux discussions, y compris dans les espaces privés et exclusifs, ce qui nuit à leur participation pleine et véritable à l'ensemble du processus de négociation des accords de paix et de consolidation et de pérennisation de ces accords. Le Costa Rica regrette également que la violence fondée sur le genre en ligne continue d'être perçue comme moins grave que la violence qui se produit dans le monde réel.

Deuxièmement, il est clair pour le Costa Rica que les États ne s'engagent pas assez fermement à donner aux femmes les moyens d'agir et de participer pleinement et véritablement aux processus, sur un pied d'égalité avec les hommes, car il subsiste un grave déficit de financement, tant au niveau international qu'au niveau local. Pour combler ce déficit, le Costa Rica appelle à une plus grande participation de la société civile et du secteur privé. Les États doivent collaborer avec les organisations de femmes au niveau local et reconnaître leur expérience et leurs capacités, posant ainsi les bases d'un changement radical.

Troisièmement, il est du devoir des États de mettre en place des conditions sûres qui permettront aux femmes de mener leurs activités de manière indépendante et à l'abri de toute ingérence indue, y compris dans les situations de conflit, et de prendre des mesures face aux menaces, aux violences et aux discours de haine à leur encontre, comme l'établit clairement la résolution 2493 (2019). Toutefois, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a confirmé que 35 défenseuses des droits humains dans des pays touchés par un conflit avaient été tuées en 2020. Le Conseil doit promouvoir la participation et la protection des défenseuses des droits humains, des militantes pour la paix et des rescapées, en tenant pleinement compte de leurs droits, de leur sécurité, de leur dignité et des besoins à long terme de ces personnes et de leurs familles.

Les femmes ont toujours eu la capacité de s'exprimer. Elles ont fait preuve d'un leadership formidable et ont œuvré sur le terrain en faveur de la paix et de la sécurité. Par conséquent, nous ne devons pas nous concentrer, au cours de ce débat, sur ce qui peut être donné aux femmes, mais sur la façon d'éliminer les obstacles à leur participation aux processus, de promouvoir les objectifs énoncés dans la résolution 1325 (2000) et de rendre hommage à l'héritage incommensurable des femmes qui m'ont précédée.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Royaume des Pays-Bas.

M^{me} Brandt (Royaume des Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Brésil d'avoir organisé l'important débat d'aujourd'hui, ainsi que les intervenantes de leurs déclarations et, surtout, de l'action qu'elles mènent pour faire de la participation des femmes une réalité sur le terrain, en la faisant effectivement passer de la théorie à la pratique.

Tout d'abord, nous nous associons aux autres orateurs et oratrices pour exprimer notre préoccupation face aux répercussions sur les femmes et les filles de l'escalade de la violence en Israël et dans les territoires palestiniens.

Le Royaume des Pays-Bas s'associe pleinement aux déclarations faites par l'Union européenne ; le Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité, qui vient de prendre la parole ; et le groupe « Feminist Foreign Policy Plus ».

Il ne saurait y avoir de paix durable si nous ne prenons pas en compte les voix, les vœux et les expériences vécues de la moitié de la population. Et pourtant, il existe peu d'exemples de processus de paix véritablement inclusifs. Trop souvent, les dynamiques de pouvoir masculines décident du cours des conflits et de nos efforts de paix et de réconciliation.

Nous sommes tout à fait d'accord avec le Secrétaire général : la participation pleine et véritable des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, à la consolidation de la paix doit être la norme, et non une aspiration ou une préoccupation secondaire.

Nous voudrions aujourd'hui mettre en évidence trois domaines d'action et présenter quelques-unes de nos initiatives.

Premièrement, le Royaume des Pays-Bas s'est engagé à créer un environnement sûr pour que les femmes puissent participer aux sphères politiques, en ligne et hors ligne. Cela suppose que toutes les voix, y compris celles des LGBTI, puissent se faire entendre. Par l'intermédiaire de notre fonds pour la réalisation de l'objectif de développement durable n° 5, nous appuyons l'inclusion des femmes dans les processus politiques et décisionnels à travers le monde, en aidant nos partenaires à surmonter les obstacles auxquels les femmes peuvent être confrontées, en ouvrant des espaces au sein des partis politiques, en modifiant la législation, en facilitant l'accès des femmes aux ressources économiques et en améliorant leur statut social.

Deuxièmement, les organisations locales, féministes et dirigées par des femmes sont essentielles pour promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous devons appuyer ces organisations qui œuvrent à lever les obstacles à la participation des femmes aux processus de paix, comme nous le faisons dans le cadre de nos programmes à long terme, tels que le projet Leading from the South.

Troisièmement, grâce à sa politique étrangère féministe, le Royaume des Pays-Bas entend s'attaquer aux causes profondes des inégalités de genre dans tous les aspects de sa politique étrangère et en toutes circonstances, y compris en période de crise. Cela passe également par un travail d'introspection et d'évaluation de nos politiques, car nous avons tous besoin d'apprendre, et il importe que les efforts que nous déployons pour faire progresser l'égalité des genres ne soient pas cloisonnés, mais qu'ils soient intégrés dans l'ensemble de nos politiques.

Le Royaume des Pays-Bas demeure fermement attaché à la participation pleine et véritable des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes. Nous devons unir nos forces pour atteindre cet objectif et contrer les tentatives visant à réduire à néant les progrès accomplis jusqu'à présent.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Thaïlande.

M^{me} Hanlumuang (Thaïlande) (*parle en anglais*) : La Thaïlande s'associe à la déclaration prononcée

par le représentant du Viet Nam au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Je tiens avant toute chose à remercier le Brésil d'avoir organisé cet important débat public, ainsi que toutes les intervenantes de leurs contributions.

La Thaïlande s'engage pleinement à promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous sommes convaincus que les femmes sont des agentes actives de changements transformateurs permettant de parvenir au développement durable et à la paix. Cependant, en dépit des efforts constants que nous déployons pour promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, il ressort clairement du rapport du Secrétaire général (S/2023/725) que nous devons faire davantage pour renforcer sa mise en œuvre.

À cet effet, nous voudrions mettre en exergue les quatre points suivants.

Premièrement, la volonté politique est essentielle. Nous devons continuer de promouvoir le leadership et la participation véritable des femmes en traduisant le programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans les politiques et programmes nationaux à tous les niveaux. Pour notre part, les mesures et directives nationales de la Thaïlande sur les femmes et la paix et la sécurité fournissent un cadre pour une approche à l'échelle du gouvernement et un partenariat avec la communauté internationale. Nous mettons également la dernière main à notre plan d'action national sur les femmes et la paix et la sécurité, afin d'accroître la participation des femmes au règlement des conflits et à la consolidation de la paix.

Deuxièmement, nous devons encourager la création d'un environnement dans lequel les femmes en tenue peuvent participer aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies de manière durable et prendre en compte les questions de genre dans les activités menées par l'ONU en faveur de la paix et de la sécurité. À cet égard, la Thaïlande approuve la stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue dans les opérations de maintien de la paix, tout en estimant que le Nouvel Agenda pour la paix doit mettre davantage l'accent, entre autres, sur l'éducation, l'autonomisation et le respect des questions de genre.

Grâce aux efforts que nous déployons pour donner aux femmes les moyens d'acquérir les compétences nécessaires, la participation des Thaïlandaises aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies est en hausse, et nous nous engageons à poursuivre sur cette lancée. Notre objectif pour l'année 2024 est d'atteindre un niveau

minimum de 10 % de femmes dans notre compagnie de génie militaire horizontal.

Troisièmement, il importe tout autant de tenir compte du programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans les plateformes régionales. Dans notre région, nous avons adopté le Plan d'action régional de l'ASEAN pour les femmes et la paix et la sécurité afin de mobiliser l'ensemble de l'ASEAN pour promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Le Registre des femmes pour la paix de l'ASEAN a aussi été créé pour stimuler les compétences afin d'aider les États membres de l'ASEAN à mettre en œuvre cet important programme.

Enfin, les partenariats multipartites sont essentiels pour concrétiser le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous devons continuer d'œuvrer de concert avec toutes les parties prenantes pour promouvoir le renforcement des capacités et les progrès technologiques et sensibiliser le public et nous assurer de son soutien, en vue de créer des conditions propices à la participation des femmes aux questions de paix et de sécurité, mais pas seulement.

Pour terminer, la Thaïlande reste fermement attachée au programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous sommes déterminés à travailler en étroite collaboration avec l'ONU, les autres États Membres et les parties prenantes dans le cadre de l'action que nous menons pour faire avancer ce programme dans l'intérêt de tout le monde.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Liechtenstein.

M^{me} Oehri (Liechtenstein) (*parle en anglais*) : Nous nous félicitons de la tenue du débat d'aujourd'hui sur le pilier « participation » du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, qui produit des résultats spectaculaires sur le terrain depuis sa création, il y a plus de 20 ans. Dans bien des endroits du monde, les femmes sont des agentes clefs du changement politique et contribuent à instaurer une paix durable en tant que soldates de la paix, médiatrices, avocates et journalistes, entre autres. Leur participation aux pourparlers de paix s'est avérée indispensable à la signature d'accords de paix durables, et elles ont joué un rôle déterminant sur le plan humanitaire. À cet égard, nous nous félicitons tout particulièrement de la prise en compte des questions de genre par le Comité international de la Croix-Rouge. La récente escalade de la guerre de Gaza souligne qu'il convient de veiller au plein respect, en toutes circonstances, du droit international humanitaire et, en particulier, de la protection des civils, ainsi que de répondre aux besoins particuliers des femmes et des filles dans les conflits armés.

Malgré les progrès importants réalisés au niveau mondial dans la mise en œuvre du pilier « participation » du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, la participation pleine et véritable des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, reste l'exception plus que la règle. Bien qu'elles comptent souvent parmi les agents de changement les plus actifs au niveau local, les femmes se heurtent régulièrement à des pratiques discriminatoires qui les excluent des processus plus formels, tels que les pourparlers de paix et les négociations. Traduire le programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans la pratique suppose d'autonomiser les actrices dont les revendications légitimes en matière de participation continuent d'être négligées et passées sous silence. Pour ce faire, nous devons écouter les femmes, investir en elles et les inclure dans tous les processus de prise de décisions, dans le droit fil des recommandations formulées dans le Nouvel Agenda pour la paix et la nouvelle vision de l'état de droit. Pour ce qui est de l'avenir, nous devons veiller à ce que le Pacte pour l'avenir reconnaisse et promeuve davantage le rôle crucial des femmes dans le désarmement mondial et le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Les défenseuses des droits humains, comme les représentantes de la société civile d'aujourd'hui, sont en première ligne de la lutte en faveur des droits des femmes pendant et après les conflits. Elles opèrent sur fond de guerre hypermasculinisée pour lutter contre des siècles de discrimination et de violence subies par les femmes et les filles. En recueillant des éléments de preuve sur les violations du droit des droits de l'homme et du droit international humanitaire, elles contribuent à l'application du principe de responsabilité et à la justice, ainsi qu'aux processus de paix qui accordent l'attention voulue aux questions de genre. Dans son dernier rapport en date, la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains met en exergue les activités essentielles menées par les femmes au Yémen, en Syrie et au Myanmar à cet égard. Étant donné leur rôle central dans les domaines des droits humains, de l'égalité des genres, de la santé reproductive et des droits des LGBTI, les femmes sont toutefois confrontées à des risques élevés de représailles et de violences. En dépit des progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, la communauté internationale n'a guère progressé dans la protection des défenseuses des droits humains dans les situations de conflit. Le Liechtenstein condamne les attaques et les représailles de plus en plus nombreuses dont font l'objet les défenseuses des droits humains et déplore les tentatives visant à réduire à néant leur contribution majeure à l'instauration d'une paix juste, durable et viable.

Comme le reconnaît le Secrétaire général dans son rapport (S/2023/725), les femmes en politique sont elles aussi victimes d'atteintes, de harcèlement ou de violence en ligne et hors ligne à une fréquence alarmante, un phénomène qui, malheureusement, touche les femmes à tous les niveaux de la sphère politique et dans toutes les régions du monde, y compris la nôtre. À titre d'exemple, selon une étude menée par l'Union interparlementaire, plus de la moitié des députées européennes ont été la cible d'agressions sexistes en ligne, tandis que près d'un quart d'entre elles ont été victimes de violences sexuelles au cours de leur mandat. Protéger les femmes contre les actes d'intimidation et de violence est un élément clef de leur autonomisation et leur permet de jouer un rôle actif en tant qu'agentes de changement. Ce n'est qu'en procédant de la sorte que nous pourrions parvenir à une représentation égale des femmes aux postes de direction, ce qui est une condition préalable fondamentale à la construction d'un monde pacifique, juste et inclusif.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Lettonie.

M^{me} Pavluta-Deslandes (Lettonie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Brésil d'avoir organisé le présent débat. Je remercie aussi les intervenants de leurs exposés. La Lettonie s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne et à celle faite par la représentante du Canada au nom du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité.

Au cours des 23 dernières années, le programme pour les femmes et la paix et la sécurité a évolué de manière à reconnaître les effets disproportionnés des conflits sur les femmes et les filles, ainsi que le rôle essentiel que jouent les femmes dans l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables. Le programme appelle de notre part des efforts collectifs pour remédier aux situations désastreuses auxquelles les femmes et les enfants sont confrontés, et cela est particulièrement urgent au Moyen-Orient, au Soudan, en Syrie, en Iran et en Afghanistan, ainsi que dans le contexte de la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine – et la liste n'est pas exhaustive.

Il nous invite également à nous adapter à l'évolution de la situation en matière de paix et de sécurité. Les orateurs et oratrices qui m'ont précédée ont abordé différents aspects de la question relative aux femmes et à la paix et à la sécurité, je voudrais quant à moi évoquer le lien entre les femmes, la sécurité et le climat. Dans toutes les régions du monde, les changements climatiques exacerbent les menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité. L'élévation du niveau de la mer, les inondations et les sécheresses

sont à l'origine de la perte des moyens de subsistance. La concurrence accrue pour l'accès aux ressources aggrave les tensions au point de provoquer des conflits dans des régions déjà en proie à l'instabilité politique et économique, et, là encore, les femmes sont les premières touchées. Les femmes rurales à faibles revenus sont tributaires des ressources naturelles, ce qui les rend vulnérables face aux fluctuations de la disponibilité de ces ressources.

Dans les pays où les femmes peuvent surmonter les obstacles qui entravent leur participation, elles contribuent dans une large mesure au renforcement de la paix et de la sécurité, à la résilience des communautés face aux changements climatiques et à la gestion durable des ressources. Nous en sommes témoins en Sierra Leone, au Soudan, en Colombie, en El Salvador et en Équateur.

La résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité a été adoptée il y a 23 ans. En 2015, le Conseil a reconnu les incidences des changements climatiques sur la paix et la sécurité, mais ce n'est que l'année dernière qu'il a intégré dans le mandat d'une mission de maintien de la paix des évaluations des risques liés aux changements climatiques tenant compte des questions de genre. Nous appelons aussi l'attention sur l'approche adoptée par le Fonds pour la consolidation de la paix, auquel nous contribuons de manière régulière. L'année dernière, le Fonds a investi des ressources pour promouvoir la participation des femmes à l'adaptation aux changements climatiques. Nous saluons ces mesures et encourageons le Conseil à intégrer davantage les risques de sécurité liés au climat dans le programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Nous devons tous et toutes faire bien davantage encore pour que la participation des femmes à la paix et à la sécurité s'inscrive dans la réalité et la pratique, et pas seulement dans la théorie, et la Lettonie est attachée à cette démarche.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Espagne.

M^{me} Jiménez de la Hoz (Espagne) (*parle en espagnol*) : L'Espagne s'associe aux déclarations qui ont été faites au nom de l'Union européenne et du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité.

Je vous remercie beaucoup, Monsieur le Président, d'avoir organisé le présent débat public sur un programme aussi important, car, malgré son développement normatif et le grand nombre de plans d'action adoptés dans différentes régions du monde, beaucoup reste à faire pour parvenir à la participation pleine et véritable des femmes dans toutes les sphères de la société.

En Espagne, le plan d'action pour une politique étrangère féministe 2023-2024 est axé sur l'obtention de résultats concrets dans le domaine de la discrimination fondée sur le genre, et établit des mécanismes visant à assurer la coordination entre les différents acteurs concernés et à garantir l'application du principe de responsabilité.

En ce qui concerne le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, deux questions sont fondamentales, à notre avis, et je voudrais les mettre en exergue. La première, c'est la prévention, qui consiste à donner la priorité à la prévention des conflits en s'attaquant à leurs causes profondes, telles que l'inégalité de genre, en permettant à davantage de femmes d'accéder à des postes de pouvoir dans les domaines de la politique, de l'économie et de la sécurité. La formation peut également jouer un rôle préventif important, et je voudrais appeler l'attention sur l'initiative « Gender Military Training Discipline » de l'Union européenne, une formation sur la prise en compte des questions de genre dans les opérations de paix, dirigée par les Ministères de la défense et des affaires étrangères de l'Espagne et du Royaume des Pays-Bas, dont ont déjà bénéficié près d'un millier de personnes de plus de 50 nationalités différentes. En outre, nous sommes très satisfaits des résultats obtenus dans le cadre d'une nouvelle activité de formation organisée par le Ministère espagnol de la défense, à savoir le premier cours sur le rôle de conseiller et conseillère pour les questions de genre dans les opérations de paix. Il a été organisé en ligne, en espagnol, et plus de 3 000 personnes de 23 pays y ont participé.

Récemment, l'Espagne a également travaillé sur des projets de rapprochement régional dans le domaine de la médiation, l'accent étant mis sur le rôle des femmes. Au niveau ibéro-américain, nous avons créé, en collaboration avec le Mexique et une dizaine de pays de la région, le Réseau ibéro-américain de médiatrices, qui a pour but d'offrir des formations et vise à créer un comité d'expertes en médiation. Dans la même optique, nous coopérons avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

La deuxième question sur laquelle je voudrais insister, c'est celle de la protection des femmes dans les contextes de crise, y compris dans l'environnement numérique, qui représente l'outil idéal pour favoriser leur participation. Nous saluons le courage des défenseuses des droits humains, qui continuent de faire entendre leur voix malgré les menaces et les intimidations dont elles font l'objet. En Espagne, sur plus de 400 personnes bénéficiant du programme de protection et d'hébergement temporaire

pour les défenseurs des droits humains, la moitié sont des femmes. Je tiens également à souligner que nous avons évacué quelque 2 000 Afghanes, dont des défenseuses des droits humains, des juges et des journalistes, et que nous collaborons avec d'autres pays et des représentants de la société civile pour traduire les Taliban devant les mécanismes de justice pénale internationale. En outre, dans le cadre de l'élaboration de son troisième plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité, l'Espagne prendra en compte les vues des Ukrainiennes, de manière à appuyer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans ce pays.

À l'approche du vingt-cinquième anniversaire du programme, nous devons protéger plus fermement que jamais les artisanes de la paix afin que le programme cesse d'être une promesse et devienne une réalité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Kazakhstan.

M. Abdushev (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Nous félicitons la présidence brésilienne d'avoir organisé le présent débat public sur les femmes et la paix et la sécurité, consacré à la participation des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Nous remercions également le Secrétaire général António Guterres ; la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, Sima Sami Bahous ; la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge, Mirjana Spoljaric Egger ; et les représentantes de la société civile de leurs exposés détaillés et instructifs, qui témoignent de la nécessité urgente d'accroître le rôle des femmes dans la promotion et le maintien de la paix dans le monde entier.

Nous reconnaissons que si de nombreux progrès ont été accomplis, il reste beaucoup à faire pour mettre pleinement en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Nous devons combler le fossé entre les paroles et les actes, et intégrer pleinement les quatre piliers sur lesquels repose le programme pour les femmes et la paix et la sécurité – la participation, la protection, la prévention et les secours et le relèvement – dans nos politiques et programmes nationaux. Ce n'est qu'à cette condition que le cadre normatif solide relatif aux femmes et à la paix et à la sécurité deviendra un outil crucial pour la prévention et le règlement des conflits, et qu'il induira des changements transformateurs à travers les trois piliers de l'action de l'ONU.

Le Kazakhstan s'est toujours attaché à renforcer le rôle des femmes dans la vie sociopolitique et à atteindre les normes internationales les plus élevées en matière de

politique d'égalité des genres. L'égalité des genres est une des grandes priorités des réformes politiques et démocratiques à grande échelle destinées à construire un nouveau Kazakhstan, une démocratie empreinte de justice sociale, fondée sur le principe consistant à ne laisser personne de côté et à garantir des conditions égales pour tous et toutes. Nous avons réalisé des progrès notables dans la prise en compte des questions de genre dans plusieurs domaines, amélioré notre indice d'égalité de genre de 60 %, introduit un quota de 30 % pour les femmes et les jeunes au Parlement et dans les organes représentatifs locaux, et porté la proportion de femmes cadres dans les entreprises publiques à 30 % également.

Nous mettons en œuvre le premier plan d'action national sur la résolution 1325 (2000) de la période 2022-2025, qui est une stratégie pangouvernementale élaborée dans le cadre de consultations inclusives avec l'ONU et la société civile. Le plan d'action contribuera à accroître la participation des femmes à la prise de décisions à tous les niveaux, favorisera leur déploiement dans les opérations de paix des Nations Unies et permettra de dispenser une formation davantage axée sur la sensibilisation aux questions de genre aux membres des forces armées et de sécurité. Nous avons une volonté politique forte et soutenue, toutes les ressources nécessaires et un plan de suivi et d'évaluation axé sur les résultats pour atteindre ces objectifs. En outre, nous avons récemment adhéré au Pacte sur les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire, une initiative multipartite lancée au Forum Génération Égalité en 2021.

Les efforts nationaux doivent être étayés par des engagements à l'échelon régional. Dans ce contexte, les cinq pays d'Asie centrale, avec l'appui de l'ONU, ont créé le Groupe de femmes d'influence afin de concevoir des moyens efficaces permettant aux femmes de l'ensemble de la région d'Asie centrale de réaliser pleinement leur potentiel créatif et leurs capacités d'édification de la paix.

Au niveau régional, notre pays se consacre avant tout à l'Afghanistan, mobilisant pour cela une approche multidimensionnelle de la prévention et du règlement des conflits, du relèvement, de la réinsertion et de l'aide humanitaire. Le manque d'accès à une éducation inclusive et de qualité, surtout dans les zones rurales, est le principal obstacle à l'autonomisation des femmes. C'est pourquoi, en collaboration avec l'Union européenne et le Programme des Nations Unies pour le développement, le Kazakhstan continue de mettre en œuvre un programme visant à former les filles afghanes dans ses universités. Nous encourageons les pays donateurs à allouer un plus grand nombre de bourses aux femmes et aux filles des

pays touchés par les conflits. Le Kazakhstan apporte aussi une contribution financière à un programme régional pour l'Asie centrale et l'Afghanistan, à l'Initiative Spotlight pilotée conjointement par l'ONU et l'Union européenne, ainsi qu'à plusieurs autres initiatives régionales importantes. Le Kazakhstan continuera à soutenir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité ainsi que les actions multilatérales visant à atteindre les objectifs suivants : l'égalité des genres, des sociétés pacifiques et une gouvernance inclusive.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la République dominicaine.

M^{me} Cedano (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Au Rwanda, après le génocide de 1994, les femmes représentaient plus de 60 % de la population, et elles ont dû assumer la tâche colossale de rebâtir une nation qui avait été détruite. Leur rôle de premier plan et leurs efforts inlassables ont non seulement permis de transformer le tissu social du pays, mais aussi de poser les fondements d'une paix durable et d'une réconciliation nationale. En Afghanistan, où leur situation est catastrophique et extrêmement alarmante, les femmes continuent de lutter contre l'oppression et pour la défense des droits humains. Quels que soient les obstacles à surmonter et l'ampleur des défis à relever, les femmes ne se découragent pas.

Les femmes et les filles continuent d'être la cible de violences fondées sur le genre, notamment de violences sexuelles, ce qui non seulement détruit des vies, mais sape aussi la confiance dans les institutions, notamment de paix. Nous devons agir avec urgence et détermination afin de garantir la poursuite en justice des auteurs de ces actes et d'apporter aux victimes le soutien et la protection qu'elles méritent. L'absence de femmes dans les processus de paix fait perdurer la violence et l'instabilité et entrave l'édification de sociétés équitables et pacifiques. Pour y remédier, il faut considérer les femmes comme des agentes actives de changement, et non comme des victimes passives. Il appartient au Conseil de sécurité de promouvoir l'intégration d'une perspective de genre dans toutes ses décisions et politiques et de veiller à ce que chaque résolution qu'il adopte et chaque action qu'il prend témoigne de son attachement véritable à l'égalité des sexes.

Le Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité réalise déjà un travail essentiel sur l'analyse du Conseil en ce qui concerne la situation des femmes et des filles et les questions relatives au genre sur le terrain, et il apporte des

connaissances, des informations et des recommandations ciblées. Ce travail contribue notamment à l'élaboration de politiques, de stratégies et d'initiatives plus efficaces pour promouvoir l'égalité femmes-hommes et garantir les droits des femmes et des filles dans les situations de conflit. Cependant, il importe que les recommandations de ce groupe soient diffusées systématiquement et rendues publiques afin de créer le soutien nécessaire et de veiller à ce que toutes les parties, nous tous, puissent appuyer dans ces efforts. L'objectif n'est pas de respecter des exigences juridiques, mais de créer un monde où les femmes et les filles s'épanouissent sans avoir à craindre la violence et la discrimination.

Les priorités du Secrétaire général établies dans la décennie concernant les femmes et la paix et la sécurité marquent un tournant vers de véritables changements. Dans cette optique, il est impératif de garantir un financement adéquat, pérenne et prévisible pour la consolidation et le maintien de la paix. Il est fondamental que les femmes et les jeunes qui sont des artisans et des artisanes de la paix, ainsi que leurs organisations et leurs initiatives, bénéficient de financements suffisants. Il est tout aussi essentiel que les femmes qui dirigent des entreprises soient des agentes du changement dans les régions touchées par les conflits. Ensemble, nous pouvons bâtir un monde dans lequel la participation pleine, égale et véritable des femmes aux décisions relatives à la paix et à la sécurité sera la norme, et non l'exception.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Qatar.

M^{me} Al-Thani (Qatar) (*parle en arabe*) : Nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance importante consacrée à l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité. Nous remercions également le Secrétaire général, la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge et les représentantes de la société civile pour les précieuses recommandations qu'ils ont formulées ce matin.

Nous nous réunissons aujourd'hui alors que plus de 2,3 millions de personnes dans la bande de Gaza vivent une catastrophe humanitaire, dont les femmes pâtissent le plus. Selon les rapports de l'ONU, le nombre de victimes s'élève à plus de 5 000, dont 1 300 femmes. L'État du Qatar tient à exprimer sa condamnation de toutes les atrocités perpétrées contre les civils, en particulier les femmes et les enfants, et son rejet catégorique du blocus total, qui prive la population des biens et des services essentiels à sa

survie. Nous devons garantir l'acheminement sûr, immédiat et sans entrave de l'aide humanitaire. Nous appelons de nouveau toutes les parties à une désescalade menant à la conclusion d'un cessez-le-feu complet et à la libération immédiate de tous les otages, en particulier les civils.

L'État du Qatar se félicite du rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité (S/2023/725). Nous réaffirmons notre attachement à la mise en œuvre intégrale des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité, conformément à la résolution 1325 (2000) et aux résolutions ultérieures. La participation effective et active des femmes à la consolidation de la paix améliore grandement les résultats escomptés pendant et après les conflits.

L'État du Qatar s'efforce d'autonomiser les femmes et de permettre leur participation effective dans toutes les sphères d'activité de notre pays, notamment dans la vie politique et dans les domaines économique et de la sécurité. Le niveau de participation des femmes qatariennes est le plus élevé des pays de la région, en raison d'une politique gouvernementale qui a expressément promu le rôle des femmes et leur a donné la possibilité de s'impliquer fortement aux niveaux national et international.

En tant que membre actif de la Commission de consolidation de la paix, l'État du Qatar est fier d'avoir effectivement contribué à la réunion de la Commission, qui s'est tenue le 14 septembre, sur le rôle de l'éducation dans la consolidation de la paix, à l'occasion de la Journée internationale pour la protection de l'éducation contre les attaques, célébrée chaque année le 9 septembre. Nous appelons les États Membres à garantir une éducation de qualité, transformatrice et inclusive pour toutes et tous, et à veiller à ce que cette éducation soit équitable pour les femmes et les filles, en tant qu'outil essentiel pour la consolidation de la paix, la protection et l'autonomisation.

La Fondation Education Above All de l'État du Qatar met en œuvre des initiatives visant à renforcer les capacités des jeunes hommes, femmes et filles touchés par les conflits, grâce à un programme de protection de l'éducation dans les situations de conflit et d'insécurité, qui apporte à ces groupes les connaissances et les aptitudes dont ils ont besoin pour devenir des éléments moteurs du changement dans leurs sociétés. Il m'est agréable de mentionner une initiative visant à renforcer les capacités des jeunes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord dans des domaines tels que l'action humanitaire, menée sous les auspices de la fondation Reach Out To Asia et de la Fondation Education Above All dans l'État du Qatar, afin de promouvoir

le leadership et la participation des jeunes, notamment des femmes, aux échelons local, national et international.

En coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement et la Fondation Education Above All, l'État du Qatar a lancé une initiative pour les femmes dans les zones de conflit afin de prêter assistance aux femmes et aux filles dans les situations de conflit et de crise.

Par ailleurs, l'État du Qatar est résolu à suivre la mise en œuvre des résultats de la Conférence mondiale de haut niveau sur la participation des jeunes aux processus de paix, que nous avons organisée en coopération avec la Colombie, la Finlande et l'ONU en janvier 2022. Cela comprend une stratégie quinquennale sur les jeunes et les processus de paix, ainsi que des orientations pour rendre opérationnel le plan relatif aux jeunes, à la paix et à la sécurité, tout en soulignant le rôle vital des jeunes filles.

Pour terminer, je réaffirme la détermination de l'État du Qatar à continuer d'apporter un soutien effectif et de participer à l'action menée aux niveaux national, régional et international afin de mettre en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Namibie.

M^{me} Iileka (Namibie) (*parle en anglais*) : La résolution 1325 (2000) a été adoptée il y a 23 ans dans un but bien précis : promouvoir la participation des femmes aux initiatives et aux processus visant à garantir la paix et la sécurité, prévenir toutes les formes de violence contre les femmes et les filles, faciliter la protection des femmes dans les situations de conflit et en temps de paix, et ne pas considérer les femmes uniquement comme des victimes, mais aussi comme des actrices clefs dans l'élaboration de politiques et de programmes de paix et de sécurité tenant compte des questions de genre.

L'engagement de la Namibie en faveur du programme pour les femmes et la paix et la sécurité est ancré dans notre ferme conviction qu'il est applicable dans toutes les situations – de non-conflit, de conflit et d'après-conflit – puisqu'il promeut la participation égale des femmes et des hommes aux processus de paix et aux efforts de développement à tous les niveaux, et appelle en outre à garantir l'égalité des chances et la jouissance de la justice économique et sociale par tous et toutes.

La Namibie condamne les souffrances, les violences et les abus dont sont victimes les femmes et les enfants dans tous les conflits qui font rage dans le monde. À cet égard, nous soulignons la nécessité de mettre fin aux

hostilités dans tous les conflits, de renforcer l'accent mis sur les processus de paix et de les soutenir davantage en ayant recours au dialogue et à la diplomatie. Dans ce type de processus, les femmes ne doivent pas être considérées comme de simples victimes, mais bien comme des parties prenantes directes. Leur contribution à la recherche de solutions pour la paix et la sécurité est essentielle et doit être encouragée. En guise de contribution pratique, à l'approche du vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), mon pays a lancé le Centre international des femmes pour la paix en Namibie afin de relever le défi d'une conceptualisation et d'une opérationnalisation plus poussées de la notion d'influence des femmes dans les processus de paix.

Afin de garantir la mise en œuvre intégrale du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, il convient d'assurer la participation pleine et véritable des femmes à la vie politique, économique et sociale des États et des sociétés. L'inclusion des femmes dans les institutions traditionnelles chargées de la sécurité ne suffira pas à combler les lacunes au niveau de la mise en œuvre. L'opposition persistante aux droits des femmes constitue un obstacle important à la réalisation de l'égalité des genres dans le monde entier. La discrimination, les normes culturelles et les préjugés systémiques continuent de limiter l'accès des femmes à l'éducation, aux perspectives économiques et à la participation politique. Cette résistance à l'autonomisation des femmes entrave les progrès en matière d'égalité des genres et perpétue les inégalités.

Alors que nous nous tournons vers l'avenir et que nous préparons le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) en 2025, nous accueillons avec satisfaction la prise en compte généralisée de la résolution 1325 (2000) et la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. J'exhorte tout le monde à traduire le discours en avantages tangibles en élaborant et en mettant en œuvre des plans d'action nationaux détaillés, en investissant dans le renforcement des capacités et la budgétisation tenant compte des questions de genre, en mettant en œuvre des réformes juridiques et politiques qui incluent l'utilisation de quotas, d'objectifs et d'incitations pour accroître la participation des femmes, en promouvant des environnements favorables et en collectant des données ventilées par sexe afin de suivre les progrès accomplis. Ces mesures favorisent collectivement la participation active des femmes aux processus de paix et de sécurité tout en préservant leur bien-être, en promouvant l'égalité des genres et en faisant progresser les objectifs des initiatives concernant les femmes et la paix et la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Portugal.

M^{me} Zacarias (Portugal) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Brésil d'avoir organisé cet important débat public. Je tiens également à remercier les intervenantes de leurs contributions et de leurs points de vue très précieux ce matin.

Le Portugal s'associe aux déclarations prononcées au nom de l'Union européenne et du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité.

Il est impératif d'examiner la résolution 1325 (2000) et de faire le point sur l'évolution des différentes dimensions qu'elle couvre : la promotion de l'accès des femmes aux postes de décision, l'égalité des genres, la protection des femmes et des filles contre la violence pendant et après les conflits et la prise en compte des questions de genre pour prévenir et atténuer les effets des conflits sur les femmes et les filles. Des initiatives remarquables ont favorisé la réalisation de certains de ces objectifs, notamment la déclaration d'engagements communs sur les femmes et la paix et la sécurité, signée à ce jour par 16 États Membres ayant siégé au Conseil de sécurité, la stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue dans le cadre des opérations de maintien de la paix et l'Alliance mondiale des réseaux régionaux de médiatrices.

Toutefois, des écarts considérables persistent, car la sous-représentation des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité n'a pas évolué de manière sensible. Malgré les efforts du Secrétaire général pour parvenir à une représentation équilibrée des genres, la participation des femmes aux pourparlers de paix informels reste anecdotique, voire inexistante. Le pourcentage de femmes qui prennent part aux pourparlers de paix menés sous l'égide de l'ONU a diminué au cours des deux dernières années. Le pourcentage d'accords de paix comportant des dispositions sur l'égalité des genres ou les droits des femmes reste faible. Nous devons donc redoubler d'efforts pour parvenir à une participation pleine, égale et véritable des femmes en tant que négociatrices de paix, médiatrices et signataires d'accords de paix.

Deuxièmement, dans un monde déchiré par des crises et des conflits de plus en plus nombreux, il est indispensable de veiller à ce que les initiatives en faveur des femmes et la paix et la sécurité se traduisent par des changements concrets pour les femmes au niveau local et à ce que leur sécurité soit garantie, y compris pour celles qui sont le plus exposées à la violence en tant que défenseuses des droits humains et journalistes. La protection des droits humains dans les situations de conflit est fondamentale, et nous devons prendre systématiquement en compte les questions de genre pour lutter efficacement contre les menaces croissantes à la sécurité.

Au Portugal, nous préparons notre quatrième plan d'action national sur les femmes et la paix et la sécurité. Nous avons introduit les dimensions de la résolution 1325 (2000) dans tous les domaines de l'activité politique, ce qui a donné lieu à plusieurs stratégies nationales sur l'égalité des genres et sur la prévention et l'élimination de la violence fondée sur le genre, influant sur notre politique étrangère dans le cadre de nos relations bilatérales et multilatérales et de notre coopération au service du développement. Nous estimons que l'autonomisation des femmes et des filles exige de mettre l'accent sur l'éducation et de compléter cette démarche par des campagnes de sensibilisation qui incluent également les hommes et les garçons afin de déconstruire les stéréotypes et les préjugés liés au genre. Nous nous sommes engagés à accroître le nombre de formations sur les femmes et la paix et la sécurité, en particulier pour les forces nationales détachées ou le personnel participant aux missions internationales de maintien de la paix, et à diffuser des codes de conduite.

Pour terminer, qu'il me soit permis de souligner qu'assurer la participation véritable des femmes à la vie publique et à la prise de décisions n'est pas seulement une obligation morale, c'est aussi un facteur de paix essentiel.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Égypte.

M^{me} Rizk (Égypte) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à remercier le Brésil d'avoir organisé ce débat public annuel, qui est aujourd'hui encore plus d'actualité dans le contexte de la multiplication des conflits qui ont des effets disproportionnés sur les femmes et les filles dans le monde entier. Ma délégation remercie également les intervenantes de leurs contributions ce matin, et nous prenons note du rapport du Secrétaire général (S/2023/725) et des mises à jour qu'il contient.

Nous sommes profondément préoccupés et alarmés par l'augmentation exponentielle, de près de 50 %, du nombre de femmes et de filles vivant dans ce que le rapport décrit comme des « pays touchés par un conflit », par rapport à 2017. Ce pourcentage est sans doute bien plus élevé si l'on tient compte du nombre de femmes et de filles vivant dans des situations de conflit armé. Comme indiqué dans le premier exposé et comme nous l'avons entendu ces derniers jours dans la salle, l'année 2023 a été marquée par l'apparition de nouveaux conflits et guerres qui touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles, notamment la confrontation armée au Soudan et celle découlant de l'agression actuelle d'Israël, Puissance occupante, contre la population civile de Gaza, qui a fait des milliers de victimes civiles innocentes, dont une majorité de femmes et d'enfants.

Leur nombre augmente chaque jour, car les forces israéliennes continuent de bombarder Gaza, en violation du droit international, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et ce en toute impunité.

Le thème du débat public de cette année est « La participation des femmes à la paix et à la sécurité internationales : de la théorie à la pratique ». Partisane du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, l'Égypte adhère au principe de ce programme tel que défini dans la résolution 1325 (2000) sur la participation égale des femmes et leur pleine participation au maintien et à la promotion de la paix et de la sécurité, et sur la nécessité de renforcer leur rôle dans la prise de décisions en matière de prévention et de règlement des conflits. Nous réaffirmons ce que la résolution stipule sur la nécessité d'appliquer pleinement, de manière globale, le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, qui protègent les droits des femmes et des filles en période de conflit et d'après-conflit, y compris dans le cadre des efforts et des processus de consolidation de la paix après un conflit.

À cet égard et à des fins pratiques, et pour passer de la théorie à la pratique, l'Égypte souligne qu'il est essentiel d'assurer l'équilibre nécessaire dans la mise en œuvre des quatre piliers du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, à savoir la prévention, la protection, la participation et les secours et le relèvement, tout en garantissant l'appropriation nationale et la prise en compte des priorités des pays, et en tenant compte des spécificités culturelles et sociétales des différents pays en situation de conflit armé et en situation d'après-conflit tout au long du processus de paix et de transition vers le développement.

Dans le contexte de l'ONU, l'Égypte promeut, depuis la soixante et onzième session de l'Assemblée générale, les résolutions sur l'action de l'Organisation des Nations Unies concernant l'exploitation et les atteintes sexuelles en vue de promouvoir une approche à l'échelle du système pour mettre en œuvre la politique de tolérance zéro à l'égard de ces actes illégaux et odieux et les éliminer. Cela reflète la volonté politique au plus haut niveau de prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles au sein des opérations des Nations Unies, le Président égyptien ayant été à cet égard l'un des premiers dirigeants à rejoindre l'initiative du cercle de dirigeantes et de dirigeants unis dans la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans les opérations des Nations Unies et l'action menée pour y remédier.

Au niveau régional, l'Égypte est très attachée à l'intégration du programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans le contexte africain, en tenant compte

des spécificités de ce dernier. Nous nous y employons par l'intermédiaire du Centre du Caire pour le règlement des conflits et le maintien de la paix en Afrique, en proposant des programmes de formation et en offrant des conseils politiques à divers pays africains ainsi qu'en défendant le rôle de l'Union africaine dans l'avancement de ce programme.

Si nous voulons passer de la théorie à la pratique, la communauté internationale doit redoubler d'efforts pour investir davantage dans le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, dans l'autonomisation des femmes et des filles ainsi que dans le renforcement de leurs capacités, de leur résilience et de leur leadership en vue de leur permettre d'intervenir en tant qu'agentes de changement dans les situations de conflit et d'après-conflit. Surtout, nous devons atteindre nos objectifs concernant les piliers de la prévention et de la protection, et force est de reconnaître que, sur ce point, nous sommes collectivement en train d'échouer.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Estonie.

M^{me} Lõuk (Estonie) (*parle en anglais*) : L'Estonie se félicite de la tenue du débat public du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité et réaffirme sa volonté de faire avancer ce programme.

L'Estonie s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne.

Près d'un quart de siècle s'est écoulé depuis l'adoption de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité. Malgré cela, il semble que nous soyons loin d'atteindre l'égalité des genres au niveau mondial. En fait, comme le Secrétaire général l'indique dans son rapport (S/2023/725), nous reculons. La mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité nécessite des efforts globaux et inclusifs. Mais ces efforts sont constitués de petits pas que nous devons faire au quotidien et partout dans le monde. Nous portons tous une responsabilité dans la réalisation de l'égalité des genres et la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000), chacun d'entre nous à sa manière.

L'Estonie est actuellement en train de dresser un bilan à mi-parcours de son troisième plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution sur les femmes et la paix et la sécurité. Ce plan d'action fait référence à la participation des femmes au maintien de la paix et aux négociations de paix au moyen d'activités planifiées visant à accroître la représentation des femmes dans la vie politique ainsi que leur participation au service militaire. La Conférence internationale sur les femmes et la paix et

la sécurité de cette année s'est tenue récemment à Tallinn et s'est concentrée sur l'Ukraine. Malgré les horreurs commises par les forces armées russes et les mercenaires qui leur sont affiliés contre les femmes et les filles en Ukraine, nous tenons à saluer l'incroyable leadership dont les Ukrainiennes ont fait preuve en jouant des rôles déterminants sur les plans politique, militaire et humanitaire pour résister à l'odieuse guerre menée par la Russie. La Russie doit, immédiatement et sans condition, retirer toutes ses troupes et son matériel militaire de l'ensemble du territoire de l'Ukraine, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. L'Estonie demeure indéfectiblement solidaire de l'Ukraine et réaffirme que les femmes sont une force motrice du changement.

La participation et le leadership pleins et véritables des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, sont le seul moyen de parvenir à une paix durable et pérenne. Toutefois, nous devons nous concentrer sur la prévention des conflits plutôt que sur la gestion de leurs conséquences. À cet égard, rien ne changera si les hommes et les garçons ne sont pas impliqués en tant que contributeurs essentiels.

Nous sommes profondément préoccupés par les répercussions de la multiplication des conflits armés sur la condition des femmes et des filles dans le monde. Nous suivons avec beaucoup d'inquiétude l'évolution de la situation en Israël et à Gaza. Nous condamnons les attaques barbares de l'organisation terroriste Hamas contre Israël. Le règlement de cette crise doit se faire dans le plein respect du droit international humanitaire et du principe de protection des civils.

L'Estonie admire la bravoure et la résilience des femmes et des filles du monde entier dans notre quête commune pour bâtir des sociétés sûres, résilientes, inclusives et pacifiques, et elle continuera d'appuyer ONU-Femmes, l'UNICEF et les bureaux de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne.

M. Sakowicz (Pologne) (*parle en anglais*) : La Pologne souscrit aux déclarations faites au nom de l'Union européenne et du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité.

Nous remercions le Brésil d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui et espérons qu'il servira de catalyseur à des avancées importantes dans la promotion de l'inclusion

des femmes dans toutes les facettes du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, alors que nous nous rapprochons du vingt-cinquième anniversaire de la résolution 1325 (2000), une résolution historique.

Le leadership des femmes n'est toujours pas reconnu. Toutes les résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité conviennent de la spécificité des expériences des femmes, ce qui devrait leur valoir d'être impliquées dans l'élaboration des politiques au lieu d'être considérées uniquement comme des victimes des conflits armés. Les actions qui entravent leur participation à la vie politique et limitent leur activité publique ont des effets négatifs sur la prévention des crises et le relèvement après un conflit. Les femmes fortes sont des agentes de changement et une ressource inexploitée dont nous devons tirer parti. Des mesures politiques et financières sont essentielles pour protéger les droits des femmes et promouvoir leur rôle, notamment au sein des missions politiques et de maintien de la paix des Nations Unies. Par ailleurs, des mécanismes de protection adéquats et efficaces sont indispensables pour garantir leur participation pleine, égale et véritable aux processus de paix et de sécurité.

En tant que voisin immédiat de l'Ukraine, nous avons pu constater de quelle manière l'agression russe contre ce pays a mis en lumière le rôle crucial joué par les défenseuses des droits humains. Les Ukrainiennes sont à l'avant-garde de l'action humanitaire et défendent sans relâche la protection de tous les droits humains et des libertés fondamentales, en s'opposant fermement aux efforts déployés par la Russie pour les saper. Il est essentiel d'assurer leur participation continue à tous les processus qui ont une incidence sur leur vie, leur sécurité, leurs libertés et leurs droits, tout en leur fournissant la protection nécessaire, notamment contre les violences sexuelles liées au conflit. En tant que pays accueillant la plus grande population de réfugiés ukrainiens, la Pologne réaffirme son attachement indéfectible à cette cause.

La Pologne est sur le point d'achever son premier plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité, qui vise à accroître la présence des femmes dans le secteur de la sécurité et au sein des missions de maintien de la paix. Nos objectifs comprennent également le renforcement de la capacité des femmes de participer à la prévention des conflits, aux négociations de paix et à la médiation, ainsi que l'élimination des obstacles potentiels auxquels elles sont confrontées dans les processus de recrutement, de participation et de définition de la portée de leur engagement dans les opérations de paix. Grâce aux mesures que nous avons prises, la participation des

femmes aux missions à l'étranger, y compris les missions de maintien de la paix des Nations Unies et les missions de l'Union européenne, augmente progressivement. Nous avons mené de vastes campagnes de promotion et d'information qui ont abouti à l'intégration des obligations prévues par le programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans nombre de nos documents et plans stratégiques dans les domaines de la sécurité et de la défense. Les priorités du deuxième plan d'action national de la Pologne, qui sera publié prochainement, sont de renforcer l'autonomie des femmes au sein des services en tenue et de veiller à ce qu'elles soient davantage associées à l'élaboration des politiques de sécurité et de défense.

Pour terminer, la Pologne est prête et disposée à continuer de promouvoir les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité en général, ainsi qu'au sein du Conseil exécutif d'ONU-Femmes, notamment en tant que membre potentiel du bureau en 2024. Nous demeurons attachés à la réalisation du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et nous attendons avec intérêt de jouer un rôle plus important afin de faire avancer cette cause essentielle.

Le Président (*parle en anglais*) : J'informe les orateurs, les oratrices et les membres du Conseil que notre intention est de poursuivre cette séance jusqu'à 21 heures, après quoi elle sera suspendue et reprendra demain après-midi.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Slovaquie.

M. Grünwald (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe pleinement à la déclaration prononcée par la représentante de l'Union européenne et voudrait ajouter quelques observations à titre national.

Si nous voulons des sociétés pacifiques et prospères pour tous, nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer la moitié de la population. Il est dès lors essentiel de garantir la sécurité des femmes et leur droit d'agir. Nous devons également tous être sur la même longueur d'onde quant à notre objectif, car il n'a jamais été question de seulement protéger les femmes en tant que victimes. Il est tout aussi important de reconnaître qu'il s'est toujours agi, et qu'il s'agira toujours, de donner aux femmes les moyens de prendre des décisions. Ce n'est pas en marginalisant les femmes qu'on assure leur sécurité, c'est en leur donnant les moyens d'agir qu'on assure leur sécurité. Près de 25 ans après l'adoption de la résolution 1325 (2000), les progrès sont insuffisants. La voie qui mène à la sécurité et à l'égalité pour les femmes est longue et parsemée de

trop nombreux détours et revers. Il y a eu quelques avancées encourageantes, que nous saluons, mais aussi trop de régressions, que nous regrettons.

Malgré les difficultés auxquelles elle est confrontée, la Slovaquie ne ménage aucun effort pour mettre en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité en favorisant l'autonomisation des femmes sur son territoire et en les aidant à l'étranger. Le Gouvernement slovaque a mis en œuvre son premier plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité pour la période 2021-2025. Nous sommes encouragés par la récente augmentation de la représentation des femmes dans l'armée, qui atteint 22 % parmi les nouveaux conscrits. La représentation des femmes dans les forces armées est aujourd'hui d'environ 15 %. Nous pensons que cette tendance se poursuivra et se traduira par une augmentation du nombre de femmes déployées dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

En ce qui concerne les opérations de maintien de la paix et la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), où la Slovaquie a déployé le plus d'effectifs, nous sommes fiers d'annoncer que, pour la première fois, une Slovaque occupe le poste de commandant de la force, ce qui fait d'elle la deuxième femme à occuper ce poste dans toute l'histoire de l'UNFICYP. À cet égard, je saisis cette occasion pour signaler qu'hier, la Présidente de la Slovaquie, M^{me} Zuzana Čaputová, a promu la colonelle Beáta Hanušniaková au rang de générale de brigade, faisant d'elle la première femme à être promue générale en Slovaquie.

La Slovaquie apporte également son appui aux femmes à l'étranger, car la perspective féministe est désormais indissociable de toutes nos initiatives dans le cadre des projets d'aide au développement, et la Slovaquie place les femmes et les filles au centre de ces efforts. Notre objectif est simple et clair : les sociétés dans lesquelles la sécurité et les droits des femmes sont pleinement garantis sont tout simplement plus pacifiques et plus prospères. Tout le monde y gagne. La Slovaquie ne ménagera aucun effort pour que cet objectif devienne une réalité.

Il est regrettable que les femmes continuent d'être touchées de manière disproportionnée par les situations de conflit, malgré leur contribution importante à la prévention et au règlement des conflits. Nous condamnons fermement l'utilisation continue de la violence sexuelle contre les femmes et les filles comme tactique de guerre, y compris par la Fédération de Russie dans le cadre de son agression contre l'Ukraine. Nous saluons toutes les mesures efficaces qui ont été adoptées pour lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre. Nous appuyons

fermement les défenseuses des droits humains, qui sont en première ligne dans la lutte pour les droits des femmes dans les pays touchés par un conflit.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'État plurinational de Bolivie.

M. Pary Rodríguez (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que votre pays, d'avoir organisé ce débat annuel sur les femmes et la paix et la sécurité dans le contexte actuel caractérisé par des crises multidimensionnelles et des intérêts géopolitiques qui menacent la paix et la sécurité internationales. Nous soulignons également l'importance des exposés du Secrétaire général Antonio Guterres, de la Directrice exécutive d'ONU-Femmes et des autres intervenantes.

Je voudrais rendre hommage aux femmes et aux filles qui subissent les conséquences de guerres et de conflits, qui les touchent de manière disproportionnée. En ce moment, comment ne pas penser aux Palestiniennes de Gaza, qui subissent l'une des pires tragédies et le génocide de leur peuple en raison de leur déshumanisation par la Puissance occupante, Israël ?

Vingt-trois ans après l'adoption de la résolution 1325 (2000), les données contenues dans le rapport du Secrétaire général (S/2023/725) indiquent que seuls 16 % des négociateurs dans les processus de paix menés par l'ONU sont des femmes. L'exposé de la Directrice exécutive d'ONU-Femmes souligne par ailleurs que les femmes et les enfants représentent 67 % des victimes des guerres et des conflits armés, notamment dans le cadre de la récente attaque contre Gaza.

Nous devons reconnaître que la résolution 1325 (2000) constitue un jalon historique dans la prise de conscience des liens entre les questions de genre et la sécurité, et souligne l'importance de la participation pleine et véritable des femmes à toutes les phases de la prévention et du règlement des conflits, ainsi qu'aux efforts de consolidation de la paix. Cependant, les chiffres que je viens de mentionner montrent que les progrès réalisés à ce jour restent insuffisants. Par conséquent, nous devons agir d'urgence pour que les femmes puissent jouer un rôle actif dans la promotion de la paix et de la sécurité à travers le monde.

Les femmes ne peuvent pas continuer d'être exclues des décisions qui concernent leur vie et leur communauté. Il est donc indispensable d'inclure les femmes dans la prise de décisions, car elles apportent des points de vue sans équivalent et précieux au règlement des conflits, et

leurs voix doivent être entendues et respectées. Lorsque les femmes participent activement aux processus de paix, les chances de parvenir à des solutions durables et pérennes augmentent considérablement. Nous considérons également que la protection des femmes dans les situations de conflit est essentielle. Les guerres et les conflits armés ont des répercussions plus importantes sur les femmes, qui sont souvent confrontées à des déplacements forcés et à des violences sexuelles et fondées sur le genre. Elles sont par ailleurs moins de possibilités de fuir, car en tant que mères ou chefs de famille, la vie de leurs enfants dépend d'elles.

La contribution des femmes à la recherche de solutions aux conflits armés a souvent été sous-estimée ou minimisée, mais leur influence et leur participation sont indéniables et méritent d'être reconnues. À cet égard, pour prévenir les conflits, il est essentiel d'autonomiser les femmes et les filles dans les situations de conflit, notamment grâce à l'accès à l'éducation et aux soins de santé, et à l'égalité des chances. Lorsque les femmes ont accès aux ressources et aux possibilités, elles sont de puissantes agentes de changement dans la consolidation de la paix et de la sécurité.

Bien que la Bolivie ne soit pas confrontée à des situations de conflit armé, je voudrais souligner les importantes avancées réalisées en termes de participation des femmes, en particulier des femmes autochtones, à la prise de décisions politiques dans notre pays, sachant que l'augmentation du nombre des femmes qui occupent des postes de direction contribue à la prévention des conflits et au renforcement du développement de nos pays. La Constitution politique de 2009 et sa mise en œuvre réglementaire garantissent la parité entre les hommes et les femmes, faisant ainsi de la Bolivie le seul pays d'Amérique latine à avoir atteint un taux de représentation des femmes de 51 % à l'Assemblée législative plurinationale, de 45 % dans les assemblées départementales et de 51 % dans les administrations locales.

Enfin, l'autonomisation des femmes est non seulement une question de droits, mais aussi de justice historique. Il est donc primordial d'allouer davantage de ressources au développement et à la paix, et non à la guerre. La lutte pour l'égalité n'est pas seulement l'affaire des femmes, elle nécessite des efforts conjoints de la société dans son ensemble. Ce n'est que lorsque les hommes et les femmes auront les mêmes chances et les mêmes droits que nous pourrons bâtir une société plus juste et plus équitable pour toutes et tous. Il incombe à tous les États d'œuvrer d'urgence et de manière cohérente pour garantir un monde dans lequel les femmes sont des

agentes actives du changement et contribuent efficacement à un avenir plus pacifique et plus équitable.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Philippines.

M. Peñaranda (Philippines) (*parle en anglais*) : Les Philippines remercient le Brésil d'avoir pris l'initiative d'organiser le débat public d'aujourd'hui. Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité est l'une des principales priorités des Philippines et met en évidence le lien important qui existe entre l'égalité des sexes et le maintien de la paix et de la sécurité.

Les Philippines ont été le premier pays d'Asie à se doter d'un plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité en 2010. Le plan reprend les piliers du programme pour les femmes et la paix et la sécurité que sont la prévention, la participation et la protection, en y ajoutant des éléments concernant la prolifération des armes de petit calibre. Nous sommes également le premier pays dans lequel une femme a exercé les fonctions de négociatrice en chef d'un accord de paix majeur qui a mis fin à plusieurs décennies de conflit. Nous sommes en train de mettre la dernière main à notre quatrième plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité, qui couvre une période de planification et de mise en œuvre de 10 ans allant de 2023 à 2033. Cette dernière version s'appuie sur les enseignements tirés des plans d'action nationaux précédents et souligne la reconnaissance par notre pays du rôle dynamique et complexe que jouent les femmes avant, pendant et après un conflit, en tant qu'agentes de la paix, dirigeantes, rescapées et membres d'un groupe vulnérable.

Le comité directeur national sur les femmes et la paix et la sécurité a mené trois consultations nationales globales, mobilisant des réseaux d'organisations de la société civile, des organisations sectorielles et communautaires, des organisations non gouvernementales et des institutions universitaires pour recenser les bonnes pratiques et les lacunes de mise en œuvre du plan précédent. Le nouveau plan d'action national s'appuie sur les conclusions des évaluations multipartites, complémentaires et collaboratives du plan d'action national 2017-2022, menées au niveau national. Il défend les principes énoncés dans la Charte philippine des droits des femmes, qui met l'accent sur la promotion et la protection des droits des femmes, en particulier en période de conflit. Parmi les principaux enseignements tirés, on peut citer l'importance d'ancrer le plan d'action dans les droits humains et la capacité d'action des femmes. Il faut également intégrer de manière stratégique la question des femmes et la paix et la sécurité aux

plans et budgets des organismes gouvernementaux locaux et nationaux consacrés au développement et aux questions de genre, et élargir la marge de manœuvre des organisations de la société civile.

Un autre point soulevé lors du processus de consultation est l'importance d'examiner la question des femmes et la paix et la sécurité de manière croisée et non binaire. En effet, la mise en œuvre efficace du programme pour les femmes et la paix et la sécurité nécessite une approche multiforme de l'égalité des genres et des droits des femmes. Ce processus suppose des échanges stratégiques aux niveaux mondial, régional et national. Il requiert aussi la volonté des différentes parties prenantes de travailler ensemble et de partager les ressources, les compétences et les expériences en vue de concrétiser les engagements pris en faveur des femmes et la paix et la sécurité.

Dans leur plan de développement 2023-2028, les Philippines reconnaissent que, pour garantir la paix et la sécurité, qui sont des fondements indispensables du développement durable, il faut adopter une approche qui mobilise l'ensemble des pouvoirs publics et dont l'intégration des questions de genre soit l'une des stratégies transversales. Cette position est encore renforcée par le programme en cinq points pour la paix, la réconciliation et l'unité, qui prend en compte les risques liés aux conflits et la promotion de la paix, suit une approche appliquée à l'échelle de la société et favorise l'autonomisation aux fins d'une participation véritable.

Au niveau infranational, il nous plaît de souligner que la Commission des femmes du Bangsamoro a récemment lancé un plan d'action régional pour les femmes et la paix et la sécurité. Cette initiative, qui devrait se poursuivre jusqu'en 2028, renforcera la participation véritable et le leadership des femmes et des filles de la région du Bangsamoro en matière de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de gouvernance, contribuant ainsi de manière plus générale à la paix et au développement.

Au niveau international, les Philippines ont déployé des soldates de la paix et des observatrices militaires auprès de missions des Nations Unies et s'efforcent d'accroître la présence des femmes dans ces missions. Nous sommes conscients de l'importance du leadership des femmes dans l'édification de communautés justes et pacifiques et dans tous les aspects de la prévention des conflits, de la paix et de la reconstruction.

Nous sommes vivement préoccupés par les graves répercussions sur les femmes des conflits en cours en

Ukraine et à Gaza, notamment en termes de santé, de sécurité et d'accès aux services essentiels. Toute escalade de la violence non seulement prolonge l'instabilité, mais exacerbe également les vulnérabilités et les inégalités auxquelles sont confrontées les femmes. Nous demandons instamment à toutes les parties de cesser les hostilités et de donner la priorité à la protection et à l'autonomisation des femmes dans leurs efforts de réponse et de relèvement.

À l'approche du vingt-cinquième anniversaire du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, les Philippines renouvellent leur engagement en faveur de l'égalité des genres et de la participation pleine, égale et véritable des femmes aux questions de paix et de sécurité. Nous sommes disposés à coopérer avec les États Membres, l'ONU et la communauté internationale en partageant les pratiques exemplaires et les enseignements tirés afin d'accélérer la mise en œuvre, partout dans le monde, du programme énoncé dans la résolution 1325 (2000).

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Argentine.

M^{me} Squeff (Argentine) (*parle en espagnol*) : Pour commencer, nous souhaitons remercier le Brésil d'avoir organisé cet important débat public.

Par la résolution 1325 (2000), le Conseil de sécurité a reconnu pour la première fois le rôle central que les femmes doivent jouer dans la prévention et le règlement des conflits. Depuis lors, le monde a pris davantage conscience de la contribution concrète des femmes dans les situations de conflit et des raisons pour lesquelles il faut qu'elles participent véritablement aux processus de prévention des conflits et de maintien et de consolidation de la paix.

À cet égard, je tiens à souligner la priorité accordée par mon gouvernement et la société argentine à la réalisation de l'égalité et de l'équité entre femmes et hommes, au niveau tant national qu'international.

L'application des résolutions du Conseil de sécurité relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité est une priorité de la politique extérieure argentine et est conforme à notre position concernant le respect des droits humains et du droit international humanitaire, ainsi qu'à notre participation de longue date aux missions de paix et à la fourniture d'une assistance humanitaire par l'intermédiaire de la Commission des Casques blancs. Ma délégation défend une vision globale de la paix dans laquelle les engagements internationaux liés à l'intégration des questions de genre et à la défense des droits fondamentaux des femmes doivent être respectés au niveau national pour ensuite être dûment reflétés dans les

initiatives que le pays mène sur la scène internationale dans le cadre de sa politique extérieure, en particulier en ce qui concerne la paix et la sécurité, et l'aide humanitaire.

Nous sommes déterminés à continuer de soutenir toutes les politiques de genre qui ont pour but de parvenir à la paix et à l'égalité, et à mettre en œuvre ces politiques dans notre pays en exécutant notre deuxième plan d'action national pour l'application de la résolution 1325 (2000) et des résolutions ultérieures. Ce plan d'action adopté en 2022 vise à renforcer, d'une manière intersectionnelle et transversale au sein de divers organismes nationaux, les politiques de genre relatives à la participation véritable des femmes aux processus décisionnels, à la protection de leurs droits fondamentaux, notamment la tolérance zéro pour les violences sexuelles en période de conflit, et à la lutte contre la traite des personnes. De même, il introduit des mesures spécifiques en ce qui concerne la diplomatie préventive et la médiation, la cybersécurité et les changements climatiques.

Cependant, au-delà des progrès enregistrés dans la réglementation internationale et les plans nationaux en la matière, qui en sont déjà à leur troisième et quatrième éditions dans certains pays, d'importantes lacunes subsistent et rares sont les avancées observées s'agissant de les combler. Malheureusement, les avancées ne se reflètent pas sur le terrain. L'actualité nous montre qu'il existe un nombre croissant de groupes armés pour lesquels l'inégalité femmes-hommes est un objectif stratégique et dont l'idéologie repose en grande partie sur la misogynie.

Par ailleurs, le fait que les femmes sont exclues des processus de paix et ne peuvent donc y participer reste une constante. Cette exclusion donne nécessairement lieu à des accords qui, d'une part, ne tiennent pas compte des droits et des besoins des femmes et, d'autre part, compromettent la viabilité des processus de paix. Compte tenu de l'incidence des conflits sur la vie des femmes, il est indispensable que ceux qui ont le pouvoir d'influencer la composition des tables de négociation veillent à ce que les femmes soient présentes et puissent y participer véritablement et sur un pied d'égalité.

Quoi qu'il en soit, la participation des femmes ne pourra pas être véritable si leur protection physique n'est pas garantie. Il est regrettable que les négociatrices, les militantes, les femmes politiques et les défenseuses des droits humains continuent de subir des attaques, y compris des violences sexuelles, pour avoir pris part à des processus de paix.

À cet égard, je tiens à souligner l'importance que l'Argentine accorde à la participation véritable des femmes

aux processus de médiation. À la demande de l'Argentine, le Réseau régional de médiatrices du Cône Sud a été créé en 2021 ; c'est une réalisation régionale importante qui a été possible grâce aux efforts conjoints des partenaires du Marché commun du sud et du Chili. Sa création s'inscrit dans le droit fil de l'importance que le Secrétaire général de l'ONU accorde à la diplomatie préventive, à la prévention des conflits et à la médiation dans le contexte international actuel. De plus, il représente une contribution des pays du Cône Sud à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 16, qui a trait à la création de sociétés plus justes, plus inclusives et plus pacifiques. Il réaffirme également l'attachement de l'Argentine au programme pour les femmes et la paix et la sécurité, en plus d'être un projet pionnier en Amérique latine et dans les Caraïbes, sur lequel nous avons collaboré avec le Brésil, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay. Pour l'Argentine, la création de ce réseau est une réussite en matière de politique régionale et étrangère, et nous continuerons à travailler de manière coordonnée pour qu'il continue à se développer.

Le financement est un autre élément crucial pour faire progresser les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité. L'étude mondiale de 2015 sur l'application de la résolution 1325 (2000) a mis en évidence l'incapacité persistante de financer de manière adéquate le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. L'étude recommande que les États, les organisations régionales et les organismes du système des Nations Unies allouent au moins 15 % de tous les financements relatifs à la paix et à la sécurité à des programmes qui répondent aux besoins spécifiques des femmes et promeuvent l'égalité des genres. En ce sens, les organisations régionales jouent un rôle fondamental dans la réalisation de ces priorités. C'est pourquoi, dans le contexte régional, la République argentine a promu la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) dans diverses instances.

Dans le cadre de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Argentine a également promu ces priorités à la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes par le biais des consensus régionaux, qui constituent un engagement des Gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes à garantir l'autonomie physique, économique et décisionnelle des femmes. Je voudrais en particulier mettre en exergue l'Engagement de Santiago, adopté en 2020, par lequel les parties ont convenu de promouvoir des mesures pour garantir la participation pleine et effective des femmes à tous les niveaux et à toutes les étapes des processus de paix et des initiatives de médiation, de prévention et de règlement des conflits, ainsi

qu'au maintien de la paix et à la consolidation de la paix et au relèvement postconflit, et l'Engagement de Buenos Aires de 2022, dans lequel les États appellent à promouvoir la coopération multilatérale pour mettre en œuvre les dispositions du droit international humanitaire et maintenir la paix et la sécurité internationales, conformément à la résolution 1325 (2000).

Une autre réalisation régionale dans le cadre de la réunion des ministres et des autorités de haut niveau sur les femmes du Marché commun du Sud a été l'adoption, à la demande de l'Argentine, des recommandations sur la participation des femmes aux opérations de maintien de la paix et à l'aide humanitaire en 2008 et le renforcement du Réseau régional de médiatrices du Cône Sud en 2023.

Enfin, compte tenu du fait que 23 ans se sont écoulés depuis l'adoption de la résolution 1325 (2000) et le début de l'action menée au sein de l'ONU pour renforcer les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité, et à la lumière des conflits internationaux récents et en cours, j'en appelle à notre responsabilité collective pour protéger et faire respecter l'ensemble des résolutions du Conseil de sécurité relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité, à ne pas baisser les bras devant les preuves accablantes du pouvoir de la violence extrême et à continuer à compter sur la diplomatie multilatérale pour faire en sorte que cette norme internationale convenue dans le cadre de l'ONU devienne opérationnelle, et ne se réduise pas à des mots vides de sens.

Les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité doivent être au cœur des travaux non seulement du Conseil de sécurité, mais aussi de l'ONU dans son ensemble. Les femmes sont des agentes de changement et des piliers de leur communauté.

L'Argentine reste attachée à cette vision, et considère le programme pour les femmes et la paix et la sécurité comme une composante cruciale des efforts de consolidation de la paix et de la sécurité internationales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Tchéquie.

M. Kulháněk (Tchéquie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Brésil d'avoir organisé le présent débat public, ainsi que l'ensemble des intervenantes de leurs observations éclairantes.

La Tchéquie s'associe à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne et à celle faite au nom du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité. Je voudrais ajouter quelques observations à titre national.

Depuis l'adoption de la résolution 1325 (2000) en 2000, nous nous sommes engagés à promouvoir la participation pleine, égale et véritable des femmes à tous les niveaux de prise de décisions concernant la paix et la sécurité.

Hélas, les progrès sont au point mort s'agissant des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité. La sécurité mondiale a continué à se détériorer en 2023, la violence sexuelle et fondée sur le genre continue à augmenter et nous assistons à un recul des droits des femmes et des filles dans le monde entier. Nous remercions le Secrétaire général de nous avoir présenté une mise à jour de la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, qui confirme également ces tendances négatives.

À l'approche du vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), il est primordial que le Conseil et la communauté internationale renouvellent leur engagement à améliorer la mise en œuvre des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité pour relever les défis du monde d'aujourd'hui. Nous devons prendre davantage de mesures pour protéger et faire respecter la totalité des droits des femmes et des filles et garantir leur participation pleine, égale et véritable dans toutes les sphères de la vie publique et de la prise de décision. Toute intimidation ou attaque contre des défenseuses des droits humains, des artisanes de la paix, des journalistes et des femmes de la société civile doit être condamnée, et leurs auteurs tenus de répondre de leurs actes.

Nous appelons toutes les parties à un conflit armé à respecter pleinement les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et des droits humains, y compris l'interdiction de toutes les formes de violence sexuelle et la conduite d'enquêtes approfondies sur tous les cas signalés.

Nous sommes consternés par les attaques terribles perpétrées par le Hamas contre des femmes et des filles en Israël, par l'utilisation de la violence sexuelle comme tactique de guerre en Ukraine, au Soudan et dans d'autres régions en proie à des conflits, et nous rappelons la résolution 1820 (2008). Il faut promouvoir des solutions pour mettre fin aux souffrances des femmes et des filles dans les situations de conflit et renforcer la lutte mondiale contre ces crimes.

Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour combler le fossé entre les promesses et la mise en œuvre concrète du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. La République tchèque reste déterminée à progresser sur ces fronts, notamment grâce à son deuxième plan d'action national, dont l'objectif est de renforcer la participation et le leadership des femmes dans

sa politique de défense, sa politique étrangère et sa politique de sécurité. Nous continuerons à défendre les droits de toutes les femmes et de toutes les filles au Conseil des droits de l'homme et à la Commission de la condition de la femme, où nous siégeons actuellement, ainsi qu'au sein d'autres instances multilatérales.

La participation et le leadership des femmes sur les questions de paix et de sécurité doivent devenir la norme si l'on veut que les changements et les résultats escomptés se concrétisent.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Pérou.

M. García Toma (Pérou) (*parle en espagnol*) : Prenant la parole au Conseil de sécurité, je réaffirme avec force l'attachement du Pérou aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, en particulier le maintien de la paix et de la sécurité internationales dans l'intérêt de nos peuples. Je tiens également à souligner et à féliciter le travail actif du Brésil à la présidence de cet organe important.

Il est clair que la consolidation de la paix nécessite un effort concerté et inclusif. Il est donc impératif que l'ONU mette davantage l'accent sur l'autonomisation politique et sociale des femmes et encourage leur pleine participation aux différents organes et processus de prise de décisions, dans toutes les sphères de la société politique et civile.

La résolution 1325 (2000) d'octobre 2000, qui constitue un jalon majeur dans la reconnaissance des femmes en tant qu'actrices à part entière de la réalisation des buts et principes énoncés dans la Charte, constitue une base solide pour renforcer sans ambiguïté leur droit d'exercer pleinement et sans omission tout l'éventail des libertés et des droits qui découlent de la dignité humaine.

Les capacités des femmes s'agissant d'établir le contact avec les populations vulnérables et leur influence sur la conduite du personnel en tenue se sont révélées très efficaces dans l'exécution des mandats des opérations de paix.

Le Gouvernement péruvien appuie pleinement l'action menée par le Département des opérations de paix, conformément à l'initiative Action pour le maintien de la paix et au programme pour les femmes et la paix et la sécurité, en vue de la mise en œuvre de la stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue pour la période 2018-2028.

Dans cet esprit, nous nous félicitons que le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix pour 2023 (A/77/19), adopté à la quatre-vingt-cinquième

séance plénière de l'Assemblée générale, ait souligné l'importance que les opérations de paix tiennent pleinement compte des questions de genre dans tous les aspects de l'exécution de leurs mandats et intègrent les questions de genre dans toutes leurs activités et à tous les stades de l'analyse, de la planification, de l'exécution et du suivi.

Le Pérou a atteint une représentation féminine de 18 % par rapport à sa participation globale aux opérations de paix, avec 44 % d'expertes des missions et 13,18 % de femmes dans les contingents militaires. Il convient de noter qu'au mois d'octobre, sur un total de 256 militaires péruviens, 45 étaient des femmes. Ces effectifs sont déployés dans les opérations de paix en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud, à Abyei et au Liban. D'ici à 2024, le Pérou vise à atteindre 20 % de représentation féminine, ce pour quoi nous continuons à collaborer étroitement avec ONU-Femmes et le Fonds de l'Initiative Elsie pour les femmes en uniforme dans les opérations de paix.

Enfin, je tiens à réaffirmer la volonté politique inébranlable du Pérou de continuer à promouvoir la participation la plus active possible de nos citoyennes à la prise de décision politique et civique, de lutter vigoureusement contre toutes les formes de violence fondée sur le genre et d'encourager la contribution des femmes à la promotion de la paix et de la sécurité internationales. La noble tâche, exigeante et exténuante, consistant à rechercher la fraternité entre tous les peuples requiert l'engagement des hommes et des femmes sur un pied d'égalité, dans le cadre de droits partagés.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Autriche.

M. Marschik (Autriche) (*parle en anglais*) : L'Autriche s'associe aux déclarations faites au nom de l'Union européenne et du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité.

Nous remercions le Brésil d'avoir organisé ce débat public annuel sur les femmes et la paix et la sécurité, et nous félicitons le Secrétaire général, la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, M^{me} Sima Bahous, et la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge, M^{me} Mirjana Spoljaric Egger, de leurs exposés et de leur attachement profond au programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Je voudrais également remercier les intervenantes de la société civile de nous avoir fait part de leurs vues.

Le rapport de cette année (S/2023/725) montre que la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité ne s'est jamais autant heurtée à des

défis. Comme l'a dit le Secrétaire général ce matin, en 2022, le nombre de femmes et de filles vivant dans des pays touchés par un conflit a atteint 614 millions, soit une augmentation de 50 % par rapport à 2017. Cette situation s'accompagne d'un vaste mouvement de réactions négatives concernant les droits des femmes et des filles. Pour donner un autre exemple, au moins sept des femmes qui ont présenté un exposé au Conseil en 2022 ont ultérieurement été la cible de représailles. De toute évidence, malgré le solide cadre de normes internationales applicables établi depuis l'adoption de la résolution 1325 (2000), nous sommes encore loin d'avoir atteint les objectifs que nous nous sommes fixés à travers le programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

L'Autriche déplore toutes les violences sexuelles liées aux conflits, qui visent principalement les femmes et les filles. Nous condamnons avec la plus grande fermeté les attaques terroristes sanglantes et aveugles commises par le Hamas contre des civils israéliens, ainsi que le recours à la violence sexuelle par le Hamas contre des femmes et des enfants. Tous les otages doivent être libérés immédiatement et sans conditions préalables. Les Israéliens comme les Palestiniens méritent que leurs droits fondamentaux soient respectés et ont le droit de vivre en paix et en sécurité. Toutes les parties doivent respecter le droit international humanitaire, le droit des droits de l'homme et le droit international.

Bien qu'il n'y ait pas de solution unique à la multitude de conflits auxquels notre monde est confronté, les réponses locales et communautaires sont généralement celles qui apportent une aide le plus rapidement. Les femmes doivent être au centre de ces solutions locales afin de reconstruire avec succès les sociétés touchées par une crise.

En Ukraine, où l'agression russe non provoquée et injustifiée touche de manière disproportionnée les femmes et les enfants, les organisations locales de femmes jouent un rôle considérable en apportant leur appui aux femmes. Nous réaffirmons notre appui à ONU-Femmes et aux organisations similaires en Ukraine.

Par ailleurs, l'Autriche demeure profondément préoccupée par la situation en Afghanistan, où la discrimination systématique à l'égard des femmes et des filles peut constituer une persécution liée au genre. Nous félicitons les femmes fortes en Afghanistan qui continuent de résister avec persévérance aux agressions extrêmes, et nous exprimons notre appui sans faille au Groupe consultatif sur les femmes auprès de l'équipe de pays pour l'action humanitaire en Afghanistan, qui associe les Afghanes aux processus de coordination humanitaires et aux discussions stratégiques.

Nous saluons les importantes réalisations de la société civile, des artisanes de la paix au niveau local et des défenseuses des droits humains, telles que le Global Network of Women Peacebuilders et ses partenaires, qui continuent d'œuvrer au quotidien à la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, malgré les risques énormes que cela comporte.

L'Autriche s'est engagée à verser plus de 11 millions d'euros dans le cadre du Pacte sur les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire. Nous avons augmenté notre financement pluriannuel au Pacte, le faisant passer de 5 millions d'euros à 9,7 millions d'euros jusqu'en 2025.

De surcroît, nous demeurons déterminés à accroître le nombre de femmes parmi notre personnel militaire, y compris le personnel militaire déployé au sein des missions de maintien de la paix, et nous appelons une nouvelle fois le Conseil de sécurité à inclure systématiquement le programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans tous les mandats des missions de maintien de la paix et des missions politiques des Nations Unies.

La mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité nécessite une action concertée. Nous devons tous travailler ensemble pour mieux faire entendre les voix des dirigeantes et pour garantir leur participation pleine et véritable, sur un pied d'égalité avec les hommes, à tous les niveaux des processus de paix et de transition. C'est la seule façon de garantir une paix inclusive et durable.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Grèce.

M. Papakostas (Grèce) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Brésil de l'organisation du débat annuel d'aujourd'hui sur les femmes et la paix et la sécurité, consacré à la participation des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que les intervenantes de leurs exposés détaillés.

La Grèce s'associe sans réserve aux déclarations faites au nom de l'Union européenne et du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité. Je voudrais maintenant formuler quelques observations supplémentaires à titre national.

Il est communément admis que bien que les conflits armés touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles, celles-ci restent sous-représentées dans les processus de paix, ou, dans de nombreux cas, elles en sont tout simplement absentes. Il n'en reste pas moins que la participation des femmes rend les pourparlers de paix

plus inclusifs, car elle permet à diverses voix de se faire entendre et elle nous permet de discuter d'un plus grand nombre de questions, ce qui a pour conséquence que les accords de paix sont plus durables et tiennent davantage compte des questions de genre.

À cet égard, une participation, une représentation et un leadership véritables et fondés sur l'égalité des genres, l'un des piliers fondamentaux du programme pour les femmes et la paix et la sécurité du Conseil de sécurité, doivent également être considérés comme une question transversale à prendre en compte lors de l'élaboration de mesures visant à renforcer les piliers de la prévention, de la protection et des secours et du relèvement. Dans le même temps, la participation est fondée sur l'égalité des genres lorsqu'elle inclut toutes les femmes dans toute leur diversité, à savoir les artisanes de la paix et les médiatrices, les femmes des organisations de la société civile, les militantes locales et les défenseuses des droits humains, ainsi que les femmes locales et autochtones, de sorte à ne laisser personne de côté. En outre, la participation véritable des femmes suppose que leur sécurité, leur dignité et leurs droits humains, y compris leur droit de disposer de leur corps et leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive, soient également respectés, promus et protégés.

La Grèce s'est engagée à accélérer la réalisation d'une égalité réelle des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles dans toute leur diversité, tant dans leur pays qu'à l'étranger, car c'est le seul moyen de parvenir à une paix, à une sécurité et à un développement durables. À cet égard, mon pays a mis en place un cadre juridique et institutionnel cohérent qui prévoit la prise en compte des questions de genre dans l'ensemble de nos politiques publiques, étrangères et nationales. Cela étant dit, la Grèce place également la question des femmes et de la paix et de la sécurité parmi les priorités de sa candidature à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité, et, si elle est élue, elle compte faire en sorte que cette question figure en tête des priorités du Conseil.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Panama.

M^{me} Cano Franco (Panama) (*parle en espagnol*) : Je me félicite de la tenue du présent débat sur les défis et les réalisations dans la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000), dans le but de passer de la théorie à la pratique en ce qui concerne le rôle des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Nous approchons du vingt-cinquième anniversaire de cette résolution, qui a permis de rendre visibles les effets des conflits armés

sur les femmes et les filles et de mettre en évidence le rôle fondamental qu'elles jouent dans la prévention et le règlement des conflits, ainsi que dans les opérations de maintien et de consolidation de la paix et les interventions humanitaires menées au niveau international.

Les conflits et les actes de violence se multiplient dans le monde, et la violence fondée sur le genre reste une pratique répandue qui touche de manière disproportionnée les femmes et les filles. Les viols et les atteintes sexuelles sont utilisés comme armes et stratégies d'agression dans la plupart des conflits, représentant l'une des formes les plus fréquentes de violation des droits humains des femmes dont les conséquences sont lourdes. Les violences faites aux femmes entraînent toute une série de séquelles qui perdurent au-delà des conflits, alimentent le phénomène déchirant des familles et des foyers brisés, et provoquent des traumatismes intergénérationnels qui placent les enfants et les adolescents dans une situation très grave de détresse et de vulnérabilité sociale et juridique portant atteinte à leurs droits fondamentaux. Bien qu'il soit largement prouvé que la participation des femmes aux négociations de paix augmente les chances de succès et de durabilité des accords, les rôles qui ont été imposés aux femmes dans la société les ont cantonnées à une position passive, les rendant souvent invisibles et leur ôtant leur potentiel de devenir des actrices incontournables de ces processus.

La promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes est devenue un pilier fondamental de la politique étrangère du Panama. Le Gouvernement est conscient que l'égalité, le développement et la paix ne peuvent être atteints que si les femmes participent à toutes les sphères de la société et, partant, il adopte des mesures importantes pour promouvoir leur accès à des postes de direction dans tous les secteurs. À l'heure actuelle, six des neuf membres de la Cour suprême sont des femmes. Étant donné que la violence et la discrimination existent avant l'escalade d'un conflit, le Panama cherche à renforcer l'action des Panaméennes en tant qu'artisanes de la paix dans le secteur de la sécurité, en veillant à ce que leurs activités contribuent efficacement au maintien d'une coexistence pacifique comme élément clef du développement du pays. À cet égard, nous soulignons que les trois branches de nos forces nationales de sécurité conçoivent actuellement des programmes qui tiennent compte des questions de genre, jetant ainsi les bases pour progresser dans cette direction.

En dépit du cadre normatif de plus en plus solide dont s'est dotée la communauté internationale en ce qui concerne les femmes et la paix et la sécurité, un fossé

énorme subsiste entre ce que nous sommes convenus de faire et ce qui est fait dans la pratique. Les actes de violence contre les femmes provoquent des traumatismes, tant au niveau individuel qu'au niveau du tissu social, qui perdurent en raison du silence et de l'impunité. C'est pourquoi la collecte d'éléments de preuve et les poursuites contre les auteurs des agressions et des viols dont sont victimes les femmes et les filles, ainsi que l'application du principe de responsabilité, sont des éléments essentiels de tous les efforts de paix, et ces actes et crimes ne peuvent rester impunis. Notre commémoration de l'adoption de la résolution 1325 (2000) ne doit pas se limiter à un rappel annuel. Les femmes du monde entier qui se trouvent dans des situations de conflit ne peuvent pas attendre chaque année notre appel à l'action. C'est un engagement que nous devons prendre systématiquement au quotidien. Nous faisons entendre ici notre voix pour celles qui ne peuvent plus le faire, et nous appelons les pays à se mobiliser pour mettre fin aux agressions graves que les femmes et les filles subissent aujourd'hui, et subiront demain, dans les situations de conflit. Les femmes sont des êtres humains qui ont des droits et un potentiel, et elles constituent un pilier indispensable au développement de nos sociétés.

Face à la détérioration grave de la situation au Moyen-Orient, dont les femmes et les filles subissent les conséquences et sont les victimes, le Panama appelle à la paix et au respect du droit international humanitaire en vue de faciliter l'ouverture d'un couloir humanitaire sécurisé qui permettrait de venir en aide à la population, et demande la libération des otages et le respect de leurs droits humains.

Si nous sommes élus membres non permanents du Conseil pour la période 2025-2026, nous nous engageons à être un allié de poids des femmes et des filles au Conseil et à continuer d'appuyer la mise en œuvre d'initiatives s'inscrivant dans le cadre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, car nous croyons en son potentiel transformateur pour donner une voix et un rôle de premier plan aux femmes, aux jeunes et aux filles dans la consolidation de la paix et le développement durable.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Bangladesh.

M. Muhith (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence brésilienne du Conseil d'avoir organisé cet important débat. J'adresse également mes remerciements au Secrétaire général et aux intervenantes pour leurs observations.

Le Bangladesh fait sienne la déclaration prononcée par la représentante du Canada au nom du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité.

Je voudrais tout d'abord exprimer l'attachement sans réserve de ma délégation à cet important programme. Né d'une guerre dévastatrice au cours de laquelle 200 000 femmes ont subi des violences sexuelles liées au conflit, le Bangladesh a donné la priorité à la participation des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, à tous les efforts de relèvement déployés après le conflit. En tant que membre non permanent du Conseil de sécurité à l'époque, notre douloureux héritage nous a aussi conduits à jouer un rôle majeur dans l'adoption de la résolution 1325 (2000), qui a porté création du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Au fil des années, les résolutions successives du Conseil ont élargi la portée et la dimension de ce programme. Malheureusement, le passage de la théorie à la pratique s'est avéré lent et insuffisant. Qu'il me soit permis de souligner quelques points.

Premièrement, afin de promouvoir la pleine application du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, il est essentiel de concevoir et de mettre en œuvre un mécanisme de contrôle efficace au niveau national. À cet égard, nous nous félicitons de l'initiative prise par ONU-Femmes de mettre au point un outil de suivi des tendances qui permettra de surveiller, au moyen d'une série d'indicateurs, la participation des femmes aux processus de paix dans le monde et la prise en compte des questions de genre dans les accords de paix.

Deuxièmement, nous estimons que le Conseil lui-même se doit de montrer l'exemple. La participation d'un plus grand nombre de femmes aux travaux du Conseil est primordiale à cet égard. Nous jugeons encourageant le fait que certains progrès aient été accomplis. Le nombre d'intervenantes invitées à prendre la parole devant le Conseil a augmenté pour atteindre 46 %, contre une moyenne de 19 % entre 2013 et 2017. À l'avenir, le Conseil doit s'assurer que les vues et les recommandations des intervenantes sont dûment prises en compte dans ses résolutions et décisions en la matière.

Troisièmement, nous saluons la contribution des opérations de maintien de la paix à la promotion de l'égalité des genres et de la participation des femmes dans les pays hôtes, ainsi qu'à la prise en compte des questions de genre dans tous les aspects de leur mandat. Nous devons faire davantage pour augmenter le nombre de soldates de la paix dans les contingents militaires et les unités de police constituées. Nous voudrions en outre souligner l'évolution positive enregistrée à la Commission de consolidation de la paix à cet égard. Durant la présidence du Bangladesh en 2022, 58 % des réunions de la Commission ont bénéficié d'exposés faits par des femmes œuvrant à la consolidation

de la paix, contre 52 % en 2021. Nous espérons que cette tendance se poursuivra et que la Commission amplifiera les messages reçus d'intervenantes dans les avis qu'elle soumet à d'autres organes et organismes de l'ONU, y compris le Conseil de sécurité.

Quatrièmement, il est impératif de créer un environnement sûr pour les femmes et des conditions qui leur soient favorables afin de concrétiser pleinement le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. À cet égard, nous soulignons l'importance de lutter contre les violences sexuelles commises en période de conflit, de veiller à ce que les auteurs de crimes et de harcèlement perpétrés contre des femmes répondent de leurs actes, ainsi que de renforcer les institutions des secteurs de la sécurité et de la justice. Nous insistons aussi sur l'importance de garantir un espace sûr pour les femmes dans le contexte de la transformation numérique actuelle.

Enfin, nous devons assurer un financement suffisant, prévisible et durable pour la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. À cet égard, nous rappelons les recommandations du Secrétaire général visant à garantir la disponibilité de ressources prévisibles en faveur de l'égalité des genres et des compétences et programmes relatifs aux femmes et à la paix et à la sécurité dans les contextes de retrait progressif et de transition des missions, de contribuer à l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour obtenir l'équivalent de 300 millions de dollars en nouvelles annonces de contributions pour les organisations de femmes et d'affecter au moins 15 % de l'aide publique au développement à la question de l'égalité des genres. Nous prenons également acte des recommandations formulées par le Secrétaire général dans son Nouvel Agenda pour la paix et de son appel à accroître les investissements dans les moyens de subsistance et le secteur de la protection sociale afin de faire progresser le programme pour les femmes et la paix et la sécurité sur le terrain.

À l'approche du vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000), que nous célébrerons en 2025, je conclurai en reprenant les mots du Secrétaire général : « [L]a participation pleine, égale et véritable des femmes à l'édification de la paix devrait être la norme, et non une aspiration ou une préoccupation secondaire ». (S/2023/725, par. 1)

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Yémen.

M. Al-Saadi (Yémen) (*parle en arabe*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette importante séance sur la participation des femmes à la paix et à la sécurité. Il ne s'agit pas seulement d'une

question de justice sociale, mais d'une nécessité stratégique et humanitaire. La participation des femmes à la paix et à la stabilité aux niveaux national, régional et international apporte un point de vue incomparable et une valeur ajoutée à la prévention et au règlement des conflits, à la consolidation et au maintien de la paix, ainsi qu'à l'action humanitaire et à la reconstruction après les conflits.

La participation réelle des femmes à la paix et à la sécurité internationales commence aux niveaux national et régional, ce qui leur permet de jouer un rôle plus important et d'être des partenaires incontournables sur le plan international. Dans ce contexte, les femmes yéménites font l'objet d'une grande attention depuis des décennies. De nombreuses possibilités leur sont offertes dans la vie publique, mais aussi dans la vie économique, sociale et politique, ainsi que pour écrire l'histoire du Yémen. La présence des femmes en politique a connu un tournant avec l'élection de femmes députées au Parlement et leur embauche dans la fonction publique. De nombreux postes ministériels sont occupés par des femmes au Yémen, et nous comptons désormais des ambassadrices dans plusieurs pays du monde. Les femmes yéménites exercent les métiers d'avocate et de juge et ont accédé à des postes importants, notamment en tant que présidente de tribunal et membre du Conseil de la magistrature. Récemment, huit femmes juges ont été nommées à la Cour suprême. Les femmes ont participé à la Conférence de dialogue national sans exclusive, qui s'est achevée en janvier 2014 et qui a constitué un événement national important et un modèle remarquable témoignant de la volonté politique de donner aux femmes le rôle qu'elles méritent, puisque les femmes représentaient 30 % des membres de la conférence. Les femmes ont également participé aux travaux de la commission de rédaction de la Constitution, dont quatre des 17 membres étaient des femmes. Un comité national indépendant, auquel participent de nombreuses femmes, a aussi été créé pour enquêter sur les violations des droits humains, y compris toutes les violations commises contre des femmes dans l'ensemble du pays, ainsi que pour saisir le pouvoir judiciaire de ces violations afin que leurs auteurs répondent de leurs actes.

L'une des premières décisions prises par le Conseil de direction présidentiel visait à promouvoir la participation effective des femmes yéménites en nommant huit femmes aux comités qui assistent le Conseil et lui apportent leur expertise et leur soutien technique, tout en créant les conditions propices à l'instauration d'une paix globale et durable. Le Conseil de direction présidentiel prendra des mesures supplémentaires pour promouvoir la présence des femmes yéménites dans divers domaines et institutions.

À l'approche du vingt-cinquième anniversaire de la résolution 1325 (2000), un document historique, nous devons souligner la ténacité dont font preuve les Palestiniennes face aux violations persistantes commises par la Puissance occupante, Israël. Elles défendent leurs droits et leur dignité. Elles défendent les aspirations du peuple palestinien à réaliser son droit inaliénable de créer un État indépendant sur la base des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément aux résolutions de la légitimité internationale et à l'Initiative de paix arabe. Nous soulignons l'importance de les soutenir dans leur résistance et d'appuyer le rôle joué par les Palestiniennes en première ligne de l'action humanitaire, ainsi que leur participation effective dans tous les domaines. Ces mesures contribueront à instaurer la sécurité, la stabilité et la paix, tout en défendant leur juste cause. Le peuple palestinien, en particulier dans la bande de Gaza, est victime d'une agression israélienne qui a fait des milliers de martyrs et de blessés parmi les civils, principalement des femmes et des enfants, provoqué la destruction d'infrastructures et de bâtiments résidentiels occupés par leurs habitants, tué des familles entières et entravé l'acheminement d'eau, de denrées alimentaires et de médicaments à Gaza, ce qui constitue un crime de guerre et un crime contre l'humanité.

Dans ce contexte, nous appelons le Conseil de sécurité et la communauté internationale à s'acquitter de leurs responsabilités et à œuvrer en faveur d'un cessez-le-feu immédiat afin d'éviter de nouvelles effusions de sang. L'aide humanitaire doit parvenir d'urgence dans la bande de Gaza. Nous condamnons les tentatives de déplacer le peuple palestinien, ce qui constitue une violation du droit international et de la quatrième Convention de Genève de 1949.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Mongolie.

M. Vorshilov (Mongolie) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence brésilienne du Conseil d'avoir organisé ce débat public sur le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, autour du thème « La participation des femmes à la paix et à la sécurité internationales : de la théorie à la pratique ». Je tiens également à remercier le Secrétaire général et les intervenantes de leurs remarques et déclarations très utiles.

Plus de 20 ans se sont écoulés depuis l'adoption de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité. Au cours de cette période, la participation des femmes a sensiblement augmenté dans les domaines de la sécurité et de la consolidation de la paix. Cependant, nous vivons une période agitée marquée par un accroissement des tensions géopolitiques et des conflits armés, ce qui

nous oblige à redoubler d'efforts pour associer chaque État Membre et tous les membres de la société, y compris les femmes, aux actions en faveur de la paix et de la sécurité.

La Mongolie estime qu'il faut donner aux femmes les moyens de s'assumer non seulement sur le plan politique et juridique, mais aussi sur le plan économique, pour qu'elles puissent jouer un rôle dans les règlements politiques. C'est pourquoi le Gouvernement mongol attache une grande importance à la participation des femmes à la prise de décisions, ainsi qu'à leur leadership politique et à leur autonomisation économique, et met en œuvre des politiques et des programmes nationaux qui s'inscrivent dans le cadre de l'objectif de développement durable n° 5, relatif à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes. Bien que les femmes constituent la moitié de la population, l'égalité des genres n'est pas atteinte dans les postes de décision. Par conséquent, conformément à la récente réforme constitutionnelle de la Mongolie visant à remanier son système électoral, la loi sur les élections a été modifiée afin de fixer un quota minimum de 30 % de femmes parmi les candidats de tous les partis.

La Mongolie appuie le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, ainsi que la participation pleine et véritable des femmes, sur un pied d'égalité, à la paix et à la sécurité. De plus, nous considérons que les opérations de maintien de la paix s'inscrivent dans le cadre de l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général et du Nouvel Agenda pour la paix. En outre, parmi les pays fournisseurs de contingents de l'ONU, la Mongolie se classe dans les 30 premiers en nombre de soldates de la paix, et elle est fermement déterminée à répondre à l'appel du Département des opérations de paix visant à porter à 15 % d'ici à 2027 le nombre de femmes servant dans les opérations de maintien de la paix.

En juin, la Mongolie a organisé avec succès la réunion des femmes ministres des affaires étrangères, au cours de laquelle les Ministres des affaires étrangères de l'Allemagne, de la France, de l'Indonésie, du Liechtenstein, de la Mongolie et de l'Afrique du Sud ont tenu des discussions fructueuses sur la paix et la sécurité mondiales, les changements climatiques et la sécurité alimentaire avant d'adopter un document final, la Déclaration d'Oulan-Bator. Dans le prolongement de ce succès, le Président de la Mongolie, M. Ukhnaa Khurelsukh, a proposé, lors du débat général de la présente session de l'Assemblée générale, d'organiser le Forum mondial des femmes à Oulan-Bator en août 2024. Nous invitons les États Membres et les organismes des Nations Unies à coopérer afin de soutenir cette initiative et à participer activement à cette rencontre. Nous

avons la conviction que les femmes peuvent faire œuvre de pionnières dans l'instauration de la justice et le maintien de la paix et de la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Iraq.

M. Al-Fatlawi (Iraq) (*parle en arabe*) : Je remercie tout d'abord le Brésil du travail exceptionnel qu'il a accompli au cours de sa présidence du Conseil de sécurité au mois d'octobre et je le félicite d'avoir organisé le présent débat public sur les femmes et la paix et la sécurité.

Les pratiques exemplaires et les expériences concrètes ont montré que l'intégration des femmes dans les processus de rétablissement de la paix, que ce soit au niveau de la prise de décisions ou de la mise en œuvre, était un facteur essentiel à l'instauration d'une paix durable. Cette réalité a marqué un tournant au niveau international dans notre perception des femmes comme actrices clefs de la consolidation de la paix. Dans ce contexte, la communauté internationale a adopté la résolution 1325 (2000) et les résolutions ultérieures afin d'éliminer les violences faites aux femmes pendant les conflits armés. La résolution 1325 (2000) est la résolution internationale la plus importante sur la participation des femmes aux négociations de paix et à la reconstruction après les conflits, et constitue le premier document qui consacre le rôle central des femmes dans la paix et la sécurité internationales et leur rôle dans la prévention des crises.

En Iraq, les femmes contribuent, avec les hommes, à de nombreuses avancées dans plusieurs domaines, notamment la famille, l'économie, la sécurité et la paix. Elles sont des partenaires essentielles de toutes nos victoires contre le terrorisme, et elles continuent d'être des partenaires face aux difficultés et aux épreuves. Pour honorer la femme iraquienne, et conformément aux principes suprêmes de l'État en matière de réforme, de développement et de construction, l'Iraq a lancé la stratégie nationale pour les Iraquiennes 2023-2030, qui est l'aboutissement d'un effort national conjoint visant à autonomiser les femmes et à renforcer leur participation à la vie publique, où les femmes et les filles jouissent de l'égalité des chances et de tous les droits humains. Qu'il me soit permis de souligner les points les plus importants de cette stratégie quant à l'accompagnement du rôle des femmes dans la consolidation de la paix.

Notre premier objectif est d'appliquer des politiques et des plans de protection des femmes lors des crises, notamment par notre engagement à mettre en œuvre la résolution 1325 (2000), sur les femmes et la paix et la sécurité.

Notre deuxième objectif est de renforcer le rôle des femmes et de veiller à les associer à tous les niveaux décisionnels dans les institutions nationales et internationales sur les questions relatives au maintien de la paix et à la diplomatie préventive, ainsi qu'à toutes les phases de la médiation et des négociations qui visent à instaurer la stabilité et la paix, notamment pendant et après les conflits.

Notre troisième objectif est de renforcer les capacités des femmes d'influence afin de consolider leur rôle dans la médiation de la paix et en tant qu'artisans de la paix.

Notre quatrième objectif est de concevoir et d'instaurer des politiques et des procédures qui protègent les femmes en temps de crise.

L'Iraq est considéré comme le premier pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à avoir élaboré un plan national afin de mettre en œuvre la résolution 1325 (2000). En décembre 2020, le Gouvernement iraquien a adopté son deuxième plan national pour la mise en œuvre de cette résolution, articulé autour de trois piliers, à savoir la participation, la protection et la prévention. Ce plan comprend les objectifs suivants.

Premièrement, il prévoit d'accroître le pourcentage de femmes œuvrant dans le secteur de la sécurité. Actuellement, plus de 12 000 femmes exercent des fonctions dans notre police.

Deuxièmement, il cherche à augmenter le nombre de femmes qui occupent un emploi dans les programmes irakiens d'aide humanitaire et de reconstruction.

Troisièmement, il vise à faire respecter le principe de responsabilité et à garantir la justice afin que les contrevenants ne restent pas impunis. À cet égard, nous demandons à l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes de transmettre rapidement tous les éléments de preuves aux autorités compétentes en vue de garantir la poursuite des auteurs en justice, ce qui permettra d'apporter réparation aux victimes et à leurs familles, tout en leur procurant un sentiment de sécurité et en garantissant leur réinsertion rapide dans la société.

Quatrièmement, le plan a pour objectif de protéger les femmes et les filles qui sont victimes de violences sexuelles perpétrées par des groupes terroristes et de les réintégrer dans la société.

Cinquièmement, il s'agit d'augmenter le nombre de femmes bénéficiaires de programmes et de services de prévention pilotés par le Gouvernement et au niveau local.

Sixièmement, le plan vise à étayer les amendements législatifs et exécutifs du Gouvernement sur la prévention et la prise en charge des femmes pendant les crises. À ce titre, plus de 73 centres de santé et centres psychologiques ont été ouverts pour recevoir les personnes et fournir aux femmes un soutien psychologique.

Septièmement, il cherche à mieux faire connaître aux femmes et aux filles les mécanismes de protection qui existent pendant les crises.

Huitièmement, le plan a pour but de sensibiliser la société à l'importance de protéger les femmes et les filles pendant et après les crises.

Je tiens à exprimer notre entière solidarité avec les Palestiniennes qui souffrent des violations commises par les forces d'occupation israéliennes. Nous demandons à la communauté internationale de faire en sorte que justice leur soit rendue et qu'elles jouissent des droits qui leur sont reconnus par les lois et les résolutions internationales.

Pour terminer, l'Iraq souligne l'importance d'assurer l'égalité entre les hommes et les femmes, de donner aux femmes les moyens de jouer un rôle dans la prévention des conflits et de les aider à davantage concourir au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Garantir la participation effective des femmes est au cœur de la mise en œuvre des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité. L'Iraq estime en conséquence qu'il est important de renforcer les programmes d'autonomisation des femmes dans divers domaines afin de garantir leur participation à la création d'institutions durables et efficaces.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante d'El Salvador.

M^{me} Baños Müller (El Salvador) (*parle en espagnol*) : Nous tenons à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé cet important débat annuel sur les femmes et la paix et la sécurité. Nous remercions également le Secrétaire général, la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge et les représentantes de la société civile de leurs exposés.

El Salvador s'associe pleinement à la déclaration faite par la délégation canadienne au nom du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité.

Nous soulignons que la commémoration de l'adoption de la résolution 1325 (2000) est l'occasion idéale pour les États Membres de l'Organisation de renouveler leur engagement à promouvoir le rôle des femmes en matière de paix et de sécurité internationales, et à en reconnaître les apports. L'adoption de cette résolution a été une étape cruciale dans la promotion de la participation active des

femmes à toutes les étapes des processus de paix, tout en soulignant leur rôle en tant qu'agentes de changement et leur pouvoir de transformation. Vingt-trois ans après l'adoption de la résolution, les preuves ne cessent de s'accumuler pour démontrer que les accords de paix qui associent activement les femmes à tous les stades sont plus solides et plus durables.

Malgré les progrès réalisés dans la mise en œuvre de ces priorités, les femmes continuent de se heurter à des obstacles importants qui les empêchent de s'impliquer et de participer sur un pied d'égalité à de nombreux processus de paix. L'impunité perdure pour les atrocités commises contre les femmes et les filles dans les situations de conflit, tandis que des déficits de financement persistent dans le soutien à l'application des dispositions relatives à l'égalité des sexes dans les accords de paix. Mon pays demande que l'on s'attaque à ces problèmes de toute urgence.

En ce qui concerne les efforts déployés par le Conseil de sécurité, mon pays encourage ses membres à continuer à promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité en organisant des débats publics et des séances d'information. Nous pensons qu'il est également pertinent de remédier à la baisse du pourcentage de décisions du Conseil de sécurité qui incluent des références à la participation des femmes ou à l'égalité des genres.

Traduire les engagements pris en actions concrètes demeure un défi de taille. C'est pourquoi je voudrais saisir cette occasion pour faire part de certains des efforts déployés par El Salvador pour mettre en œuvre ces priorités.

Notre pays dispose d'un comité national interinstitutionnel chargé de faire avancer la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) et des résolutions ultérieures, en tant que mécanisme permettant de garantir le respect des engagements découlant de cette résolution. Notre deuxième plan d'action national, qui correspond à la période 2022-2024, est le fruit du travail de différentes entités gouvernementales et de la société civile. Cet instrument représente la vision stratégique du Gouvernement salvadorien pour favoriser la participation des femmes à la prévention des conflits et à la promotion d'une culture de paix.

De même, afin d'accroître la participation et l'influence des femmes dans les processus de consolidation de la paix, El Salvador a promu une série d'initiatives avec le soutien de l'ONU, notamment le projet « Gardiennes de la paix », qui vise à renforcer les capacités de direction des femmes et à leur donner les moyens d'agir, à reconnaître leur contribution à l'édification d'une société pacifique après un conflit et à remédier aux effets transgénérationnels de la violence.

Eu égard à ce qui précède, nous soulignons que les activités de consolidation de la paix, notamment celles entreprises dans le cadre du Fonds pour la consolidation de la paix, doivent bénéficier d'un financement suffisant, prévisible et durable. La pleine mise en œuvre de la résolution 76/305 de l'Assemblée générale est un élément clef dans le cadre de ces efforts. Comme nous l'avons indiqué dans diverses instances compétentes, El Salvador reconnaît le rôle et les apports inestimables des femmes aux opérations de paix des Nations Unies. En tant que pays qui fournit des contingents et du personnel de police, nous continuerons à relever avec détermination et volontarisme les défis qui entravent une participation véritable des femmes aux efforts collectifs de maintien de la paix.

El Salvador renouvelle son appel à relever les défis qui persistent et qui entravent la réalisation des objectifs du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Enfin, nous réaffirmons notre engagement à faire avancer ce programme, convaincus qu'une paix durable ne pourra être obtenue qu'avec la participation pleine, égale et véritable des femmes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie.

M. Greco (Italie) (*parle en anglais*) : L'Italie souscrit aux déclarations faites au nom de l'Union européenne et du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité, et voudrait formuler les observations suivantes à titre national.

L'Italie remercie le Brésil d'avoir organisé ce débat public annuel sur les femmes et la paix et la sécurité. À l'approche du vingt-cinquième anniversaire de la résolution 1325 (2000), il est impératif de renforcer notre détermination à accélérer sa mise en œuvre effective, et nous saluons la volonté de la présidence du Conseil de passer de la théorie à la pratique au moyen de mesures concrètes.

Face à la prolifération des situations de conflit armé et des souffrances disproportionnées qui en résultent pour les femmes et les filles, nous reconnaissons que les causes profondes de la violence, en particulier la violence fondée sur le genre et la violence sexuelle en période de conflit, sont profondément enracinées dans l'inégalité entre les hommes et les femmes et des discriminations structurelles. Le chemin vers le démantèlement de ces barrières et l'institutionnalisation d'une participation pleine, égale et véritable des femmes est long et progressif. Nous estimons que ce cheminement ne débute que lorsque nous sommes en mesure de répondre à l'appel à l'action, à l'application du principe de responsabilité et à la justice lancé

par des organisations locales de la société civile dirigées par des femmes et des réseaux de femmes, et d'intégrer cet appel à notre action individuelle et collective.

L'Italie, partisane de longue date de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes, se félicite du fait que, dans le Nouvel Agenda pour la paix, le Secrétaire général a mis l'accent sur le rôle des cadres et organisations régionaux en tant qu'éléments essentiels d'un multilatéralisme en réseau. C'est dans cette optique que nous appuyons le travail des femmes qui œuvrent à la consolidation de la paix ainsi que les réseaux de médiatrices, une réalité florissante et en pleine expansion. En 2017, nous avons lancé le Réseau de femmes médiatrices de la région méditerranéenne dans le cadre de notre troisième plan national d'action pour les femmes et la paix et la sécurité, afin de favoriser l'inclusion des femmes dans les processus de paix et les initiatives de médiation et de consolidation de la paix dans la région.

Au fil des ans, le Réseau a offert des possibilités de formation, de renforcement des capacités et d'établissement de liens avec d'autres réseaux régionaux et a conduit à la création de l'Alliance mondiale des réseaux régionaux de médiatrices. S'appuyant sur cette approche, l'Italie assure la promotion de deux manifestations parallèles en marge du débat annuel d'aujourd'hui. Hier, nous avons inauguré le projet « Renforcer une participation véritable et le leadership des femmes pour la paix et la sécurité », qui vise à faciliter un échange interrégional de connaissances à l'occasion d'une manifestation parallèle organisée conjointement avec ONU-Femmes, la Mission des Tonga et le Réseau des médiatrices du Pacifique. Demain, nous ferons la promotion d'une discussion sur la situation des Afghanes et leur absence de la scène politique contrôlée par les Taliban, avec un large éventail de partenaires de différentes régions, ONU-Femmes, des membres de la société civile et des organisations universitaires.

L'Italie continuera également à promouvoir l'intégration des questions de genre dans les travaux des missions politiques et de consolidation de la paix, à encourager un dialogue constructif et interrégional sur ce thème et à veiller à ce que des ressources suffisantes et durables soient allouées à des solutions concrètes, telles que celles qui ont été mises en évidence précédemment.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Australie.

M^{me} Bryant (Australie) (*parle en anglais*) : L'Australie remercie le Brésil d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui sur les femmes et la paix et la sécurité, ainsi

que les intervenantes de leurs exposés. Le présent débat est un rappel nécessaire de la raison pour laquelle nous avons établi le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. En 2023, alors que nous sommes témoins de guerres, de conflits violents, de situations d'instabilité politique, d'insécurité économique et de crises climatiques auxquels nous devons faire face, nous nous posons à nouveau la question suivante : pourquoi les femmes demeurent-elles exclues des processus de paix et de prise de décisions ?

Nous connaissons la théorie qui sous-tend le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. L'importance du rôle des femmes dans le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix a été amplement démontrée. Dans son rapport annuel (S/2023/725), le Secrétaire général nous a une nouvelle fois rappelé les conséquences dévastatrices de l'absence de prise en compte du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, comme nous pouvons le voir en Israël et à Gaza.

Au niveau mondial, le pourcentage de femmes participant aux négociations de paix n'a pas connu de hausse notable et la violence contre les défenseuses des droits humains continue d'augmenter. Lorsque l'égalité des genres et les droits humains des femmes et des filles reculent, cela entraîne une érosion de la démocratie et une montée de l'instabilité. Avec ses partenaires, l'Australie déploie des efforts pour contrer les menaces qui pèsent sur notre système international fondé sur des règles, notamment les conflits qui déstabilisent notre monde à l'heure actuelle.

Le renforcement d'une participation véritable des femmes à la prévention des conflits et aux processus de paix est au cœur des efforts que nous déployons et de notre plan d'action national sur les femmes et la paix et la sécurité, notamment par l'intermédiaire de réseaux régionaux de médiatrices de paix. Nous sommes fiers de soutenir le Réseau des médiatrices d'Asie du Sud-Est et le Réseau des médiatrices du Pacifique. Grâce à ces deux réseaux, les femmes ne sont plus mises à l'écart dans les dialogues, les négociations et le règlement des conflits dans leurs régions. Ils mettent la théorie en pratique.

L'Australie donne également la priorité à la participation des femmes et à la manière dont elles sont traitées au sein des Forces de défense australiennes et du secteur de la sécurité de façon générale. Il n'est pas facile de s'attaquer aux obstacles systémiques, mais il s'agit d'un impératif stratégique. Il a fallu un leadership audacieux en Australie pour faire évoluer la culture et les comportements pendant toute une décennie, et ces efforts se poursuivent.

L'appui que nous apportons au Fonds de l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix des Nations Unies découle de notre propre expérience. Le Secrétaire général nous a demandé de faire entendre la voix des femmes et des filles, dans toute leur diversité, de prévenir la violence fondée sur le genre, d'innover dans nos programmes, de financer les mesures qui s'imposent et de soutenir les défenseuses des droits humains. En répondant individuellement et collectivement à cet appel, nous pouvons tenir notre engagement commun en faveur des quatre piliers du programme pour les femmes et la paix et la sécurité ainsi qu'en ce qui concerne les conflits au bilan trop lourd en vies humaines. Plutôt que d'y renoncer, nous devrions tirer parti des possibilités de transformation qu'offre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Irlande.

M^{me} Broderick (Irlande) (*parle en anglais*) : Je remercie toutes les participantes et tous les participants assis autour de cette table en cette heure tardive pour nous écouter.

Nous nous félicitons du thème choisi pour le débat public de cette année, qui reconnaît la nécessité d'aller au-delà des discours sur le programme pour les femmes et la paix et la sécurité afin de passer à une mise en œuvre réelle et concrète. À l'approche du vingt-cinquième anniversaire de la résolution 1325 (2000), il est clair que nous sommes loin d'avoir réalisé l'ambition exprimée dans ce programme. Nous avons couché les mots sur papier. Les États ont pris des engagements. Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est de volonté politique et d'un engagement renouvelé en faveur de sa mise en œuvre sur le terrain.

Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité est clair. Les processus de paix et les dialogues politiques doivent inclure la participation pleine, égale, véritable et sûre des femmes. Ce n'est pas là une belle idée pour cocher une case, mais bien une exigence essentielle si nous voulons parvenir à une paix juste et durable. Il ne s'agit pas uniquement de promouvoir la participation des femmes, mais aussi d'éliminer les obstacles qui la limitent trop souvent. Cela implique notamment de lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre, en ligne et hors ligne, et de faire en sorte que les auteurs répondent de leurs actes. Il s'agit d'adopter une approche de tolérance zéro à l'égard des représailles, du harcèlement ou des attaques de toute nature contre les femmes qui œuvrent à la consolidation de la paix et les défenseuses des droits humains, y compris celles qui collaborent avec l'ONU. Cela passe aussi par l'adoption d'une approche

intersectionnelle de la consolidation de la paix et du règlement des conflits afin de créer les conditions propices à la participation de tous et toutes, y compris les personnes LGBTQI+. L'ONU doit montrer l'exemple et insister pour que la participation pleine, égale et véritable des femmes soit une condition préalable à tous les niveaux des processus de paix et des dialogues politiques qui se déroulent sous ses auspices. Une représentation égale signifie qu'il faut fixer un objectif de 50 %.

Aller au-delà des discours et se concentrer sur des mesures pratiques susceptibles de faire avancer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité était une priorité absolue pour l'Irlande durant son récent mandat au Conseil de sécurité. Nous sommes fiers d'avoir été à l'origine du Trio de présidences du Conseil de sécurité pour les femmes et la paix et la sécurité avec le Kenya et le Mexique, ce qui a conduit à la déclaration d'engagements communs pour faire avancer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, qui a été signée à ce jour par 16 membres et qui a été mentionnée à plusieurs reprises aujourd'hui. Toutefois, si les progrès réalisés à New York sont importants, il ne faut pas se leurrer en pensant qu'ils se traduiront automatiquement par une meilleure mise en œuvre sur le terrain. En fait, dans certains cas, c'est le contraire qui est vrai. Dans de nombreux contextes à travers le monde, nous perdons du terrain en matière d'égalité des genres.

C'est cette réalité qui nous a convaincus de la nécessité de nous concentrer également sur la mise en œuvre aux niveaux national et local. Nous devons investir dans les femmes et les organisations locales dirigées par des femmes et fournir un financement durable et souple pour les projets qui donnent la priorité à l'égalité des genres et au programme pour les femmes et la paix et la sécurité. C'est pourquoi l'Irlande s'est engagée à investir 42 millions d'euros sur une période de cinq ans dans des organisations féministes et de défense des droits des femmes, ainsi que dans les travaux de femmes qui œuvrent à la consolidation de la paix. Les plans d'action nationaux pour les femmes et la paix et la sécurité ont également un rôle important à jouer à cet égard, et nous sommes fiers de mettre en œuvre notre troisième plan d'action national, qui met l'accent à la fois sur les engagements internationaux et nationaux. L'Irlande continuera de travailler avec ses partenaires aux niveaux international, régional et national pour donner aux organisations de femmes les moyens d'agir et faciliter la participation pleine, égale et véritable des femmes à tous les niveaux.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Uruguay.

M^{me} Beretta Tassano (Uruguay) (*parle en espagnol*) : L'Uruguay remercie votre délégation, Monsieur le Président, d'avoir convoqué ce débat public et de donner aux États Membres l'occasion de débattre des meilleures pratiques et des enseignements tirés de l'application de la résolution 1325 (2000), et de poursuivre la réflexion sur les moyens de la mettre en œuvre.

Notre délégation s'associe à la déclaration prononcée au nom du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité, et souhaite ajouter les observations suivantes à titre national.

Nous remercions les intervenantes de leurs exposés, en particulier l'Ambassadrice Glivânia Maria de Oliveira, qui nous a transmis un message d'espoir en nous donnant l'exemple de sa participation à la table des négociations de paix entre le Gouvernement colombien et l'Armée de libération nationale, et qui nous a parlé du leadership de la Colombie qui fait figure de modèle pour l'inclusion des femmes dans les négociations de paix. Cette année, le rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité (S/2023/725) souligne l'absence de progrès : aucun progrès majeur n'a été accompli en ce qui concerne l'augmentation du financement pour les organisations de femmes ; le pourcentage de femmes participant aux négociations de paix stagne et les menaces et violences contre les défenseuses des droits humains des femmes augmentent. Nous nous trouvons à un moment charnière, où l'absence de progrès dans la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) nous pousse à réfléchir à la manière dont chaque pays, indépendamment de sa taille ou de sa position géopolitique, peut jouer un rôle important afin d'inverser cette tendance. La promotion de la paix et de la sécurité, avec un accent particulier sur la pleine participation des femmes, est une responsabilité collective qui nécessite une action commune et coordonnée.

Depuis juillet 2022, l'Uruguay met en œuvre son premier plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité, s'engageant ainsi à respecter les normes les plus strictes en matière d'égalité des genres dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Pour concrétiser cet engagement, conformément au thème du débat d'aujourd'hui, les forces armées uruguayennes, avec l'appui du Fonds de l'Initiative Elsie pour les femmes en uniforme dans les opérations de paix, mettent en œuvre un programme qui intègre des pratiques innovantes. Ces nouvelles pratiques visent à surmonter les obstacles liés aux critères de déploiement, aux contraintes familiales affectant la capacité des femmes d'être déployées, à la perception négative des expériences passées d'autres

personnes dans les opérations de maintien de la paix, et aux rôles liés au genre, y compris la sous-représentation des femmes dans les rôles opérationnels.

Compte tenu du temps limité dont nous disposons, je ne mentionnerai qu'une seule de ces pratiques novatrices, qui consiste à garantir l'accès à l'éducation à temps plein et au transport scolaire pour chaque enfant de moins de 12 ans dont la mère est déployée ou dont le père est le seul à s'en occuper. L'allongement des horaires scolaires et la garantie de transport allègent la charge supplémentaire liée à la garde des enfants pour les mères qui souhaitent être déployées et les pères qui assument seuls la responsabilité du foyer. Cette initiative, ainsi que d'autres, figurent dans le texte intégral de la présente déclaration et témoignent de l'attachement de l'Uruguay à la mise en œuvre effective de mesures concrètes visant à promouvoir l'égalité des genres et la participation active des femmes à tous les aspects liés au programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Enfin, nous nous associons au Président pour rendre hommage à Bertha Lutz, dont la participation à la Conférence de San Francisco a donné le coup d'envoi de la lutte pour la participation des femmes à toutes les activités de l'ONU, y compris celles liées à la paix et à la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République de Moldova.

M. Leucă (République de Moldova) (*parle en anglais*) : La République de Moldova se félicite du débat public d'aujourd'hui sur les femmes et la paix et la sécurité, car il reconnaît le rôle essentiel des femmes dans la prévention et la gestion des conflits ainsi que dans la consolidation de la paix.

Ma délégation s'associe aux déclarations prononcées précédemment au nom de l'Union européenne et du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité.

La promotion de la prise en compte des questions de genre dans le domaine de la paix et de la sécurité fait partie intégrante d'efforts plus larges visant à promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres, qui sont des composantes indispensables pour parvenir à un développement et à une paix durables. Le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général met en évidence le rôle majeur que joue la dimension de genre dans toutes les questions de paix et de sécurité internationales, mais son programme de désarmement reconnaît également que la prise en compte des questions de genre renforce l'efficacité de la maîtrise des armements, de la non-prolifération et du désarmement.

En reconnaissant pleinement le rôle des femmes dans les processus de paix et le maintien de la paix, la République de Moldova réaffirme sa volonté de contribuer au programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Dans le cadre de nos nominations aux missions de maintien de la paix, nous nous efforçons d'atteindre l'objectif de 20% de femmes déployées dans les opérations de paix des Nations Unies. Nous appuyons également la prise en compte des questions de genre dans les travaux de la Première Commission et dans l'ensemble des mécanismes de désarmement.

Au niveau national, la République de Moldova a réalisé d'importants progrès en matière d'égalité des genres au cours des dernières années. La représentation des femmes a augmenté lentement mais sûrement dans les postes à responsabilités et les processus de prise de décisions à tous les niveaux et dans de nombreux domaines. Afin de garantir une approche globale, efficace et inclusive de l'égalité des genres et de l'équité entre les femmes et les hommes en tant qu'acteurs jouant un rôle positif et actif dans le renforcement de la participation, de la prévention, de la protection et de la réhabilitation dans le secteur de la sécurité et de la défense, le Gouvernement moldave a adopté en mars un programme de mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) pour la période allant de 2023 à 2027, ainsi qu'un plan d'action pour son application. Le programme et le plan d'action correspondant visent à assurer la cohésion entre les acteurs impliqués dans le secteur de la sécurité et de la défense afin de réduire les stéréotypes et les obstacles sur le terrain ; de favoriser une plus grande représentation des femmes dans tous les domaines sectoriels de la sécurité et de la défense ; de renforcer l'efficacité des mécanismes de prévention et de signalement les cas de violence ainsi que les mécanismes d'enquête sur ces cas ; d'accroître la proportion de femmes dans les missions internationales de maintien de la paix ; et d'encourager la participation égale des femmes et des hommes à tous les stades du règlement des conflits.

Bien que de nombreux progrès ont été accomplis à ce jour, les inégalités entre les hommes et les femmes persistent et les normes et stéréotypes liés au genre demeurent très présents dans de nombreux pays à travers le monde. Garantir la participation véritable des femmes à tous les processus décisionnels, éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes, en ligne et hors ligne, et faire respecter les droits des femmes restent des objectifs souhaitables à atteindre.

La protection des femmes contre la violence liée aux conflits est un autre élément clef du programme pour les femmes et la paix et la sécurité qui requiert toute

l'attention voulue. Les femmes et les enfants représentent plus de la moitié de la population ayant fui la guerre d'agression russe en Ukraine et trouvé refuge en République de Moldova. Mon pays reste déterminé à fournir tout le soutien nécessaire, que ce soit sous la forme d'un abri, d'un appui psychologique ou d'une aide à l'inclusion sociale pour celles et ceux qui choisissent de rester en République de Moldova.

En guise de conclusion, je tiens à réaffirmer l'engagement de mon pays à continuer de contribuer à la promotion des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc.

M. Kadiri (Maroc) : Tout d'abord, ma délégation voudrait vous remercier, Monsieur le Président, pour l'organisation sous votre présidence amie de ce débat public sur la question des femmes et la paix et la sécurité.

La résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité constitue le cadre international de référence en matière de respect et de protection des droits des femmes dans les situations de conflit et d'édification de la paix. Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité représente une reconnaissance internationale du rôle des femmes comme agents de changement et actrices essentielles dans le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix. Cependant, passer de la théorie à la pratique pour atteindre cet objectif demeure une tâche qui nécessite un effort collectif additionnel et à tous les niveaux.

Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité est visionnaire. Il met en lumière les perspectives et les compétences uniques qu'apportent les femmes à la prévention des conflits, leur résolution et la consolidation de la paix. Les femmes sont amplement capables de médiation, de rapprochement des parties en conflit et de construction d'une paix durable, à l'égal de l'homme. Les exemples sont largement là pour le démontrer.

Toutefois le programme pour les femmes et la paix et la sécurité continue de se heurter à plusieurs obstacles dans plusieurs régions du monde. Les barrières culturelles, politiques et sociales entravent souvent la pleine réalisation du potentiel des femmes dans la paix et la sécurité internationales. De même, les femmes continuent de faire face, dans plusieurs contextes, à la discrimination et à la violence, ce qui entrave leur participation au processus de prise de décisions relatives au relèvement économique et à la gouvernance publique dans le dans la phase post-conflit.

Afin de progresser vers une réalisation effective des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité, et de passer de la théorie à la pratique, la communauté internationale gagnerait à suivre une approche holistique qui prévienne les conflits, s'attaque à leurs causes profondes et crée un environnement sûr et encourageant la participation des femmes dans les efforts de médiation et de résolution des conflits. Dans ce cadre, qu'il me soit permis de souligner les points suivants.

Premièrement, une représentation accrue. Il faut encourager la participation des femmes à tous les niveaux et leur représentation aux postes de prise de décisions en matière de paix et de sécurité. Cela passe par un engagement effectif en faveur de la parité hommes-femmes, dans le cadre d'un effort commun entre les représentants des gouvernements et de la société civile.

Deuxièmement, la protection et l'autonomisation. Les femmes dans les zones de conflit doivent être protégées contre la violence et dotées de ressources et de compétences. Cela passe par la prévention et la lutte contre la violence sexuelle et par la promotion de l'accès des femmes aux services de santé, à l'éducation et aux opportunités économiques.

Troisièmement, il faut intensifier la lutte contre l'impunité en consacrant la politique de tolérance zéro et en assurant l'accès à la justice pour les victimes. En même temps, la stigmatisation qui entoure les victimes des violences sexuelles et les enfants nés de ces violences doit être corrigée car elle constitue une nouvelle victimisation.

Quatrièmement, la collaboration. Des solutions efficaces en matière de paix et de sécurité nécessitent la collaboration de toutes les parties prenantes, y compris les femmes. Il est important de combler le fossé entre la théorie et la pratique en travaillant avec les représentantes des organisations de femmes et en veillant à ce qu'elles aient leur place à la table des négociations.

Cinquièmement, l'après-conflit. L'intégration des questions de genre dans le contexte post-conflit est nécessaire en vue d'assurer dès le début du processus de reconstruction un développement durable et équitable où femmes et hommes se partagent les ressources, les opportunités et la prise de décisions. Ces éléments sont cruciaux pour la construction de sociétés égalitaires et paisibles qui favorisent la participation des femmes dans la réalité et pas seulement dans la théorie.

Le Maroc demeure fermement engagé à travailler de concert avec l'ONU et les partenaires pour faire avancer la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix

et la sécurité. Le plan d'action national du Maroc s'inscrit dans le cadre de la volonté de S. M. le Roi Mohamed VI, que Dieu l'assiste, en faveur de la promotion de l'égalité hommes-femmes comme fondement d'une société juste, démocratique et égalitaire. Le Maroc considère son plan d'action national sur les femmes et la paix et la sécurité non pas comme un exercice de formalisme, mais au contraire comme une manifestation concrète de la volonté et de l'engagement du Maroc envers l'égalité hommes-femmes ainsi que de sa conviction que le programme pour les femmes et la paix et la sécurité est une composante essentielle du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Ministre des affaires étrangères algérien a cru bon dans sa déclaration de mentionner la question du Sahara marocain dans des termes fallacieux qui démontrent la haine, toute la haine, de ce pays contre son voisin, le Maroc. Le Ministre des affaires étrangères algérien a été le seul parmi les presque 100 États Membres et les différents représentants de la société civile et du Secrétariat qui ont pris la parole aujourd'hui à évoquer le Sahara marocain, démontrant une nouvelle fois, s'il en était encore besoin, que l'Algérie est partie principale au différend régional sur le Sahara marocain, qu'elle a créé et qu'elle maintient.

Je voudrais souligner ici que la femme marocaine au Sahara marocain jouit de la plénitude de ses droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Elle clame sa marocanité au quotidien en participant aux élections, en

étant élue, en gérant les affaires locales du Sahara marocain et en participant à l'égal de l'homme à l'émancipation politique, au développement socioéconomique et culturel des provinces du sud du Royaume du Maroc.

Malheureusement, tel n'est pas le cas de la femme algérienne qui subit les pires violations de l'ensemble de ses droits, qui est interdite de manifester, de protester contre ces violations et qui est réduite au silence, sinon au départ forcé et même à l'exil. Tel n'est pas le cas non plus des femmes du valeureux Hirak qui ont été arrêtées arbitrairement et qui ont subi et continuent de subir les pires violations pour la seule raison qu'elles réclament un présent et un avenir meilleurs pour elles-mêmes et pour leurs enfants. Enfin, tel n'est pas le cas des vaillantes femmes kabyles qui sont emprisonnées pour le simple fait de réclamer leur droit inaliénable à l'autodétermination, et qui sont réprimées et empêchées de porter leur habit traditionnel qui représente leur culture et leur spécificité kabyle depuis des siècles.

Le Président (*parle en anglais*) : Il reste un certain nombre d'orateurs et d'oratrices sur la liste. Étant donné l'heure tardive, je me propose, avec l'assentiment des membres du Conseil, de suspendre la séance jusqu'à demain après-midi, après la séance privée du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents et du personnel de police à la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, qui aura lieu à 15 heures.

La séance est suspendue à 21 h 10.